

هكذا من لا يصدق

Dossier Maastricht : pages 2 à 10

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14818 - 7 F

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Flottement de la livre et de la lire, dévaluation de la peseta

L'incertitude sur le résultat de la consultation en France aggrave le désordre monétaire européen

« Divergences »

PEUT-ON encore débattre autour de la monnaie unique, alors même que le système monétaire européen, le SME, vient d'exploser ? Les décisions prises dans la nuit du 16 au 17 septembre au cours d'une réunion exceptionnelle du comité monétaire de la CEE ne condamnent pas la perspective de la monnaie unique, inscrite dans le traité de Maastricht. Elles rappellent, au contraire, que le SME ne peut être qu'une phase de transition. Entre un système de taux de change flottants et un système de taux de change fixes, il ne peut y avoir de solution intermédiaire que provisoire.

Créé il y a treize ans, le SME était affecté, depuis quelques semaines déjà, par de profondes perturbations. Il se trouvait confronté à de graves attaques alors que, marché unique oblige, les mouvements de capitaux au sein de la Communauté sont désormais presque totalement libres. Si l'incertitude liée au référendum français a précipité la crise, elle n'en est pas la cause unique. La raison principale réside dans les divergences de politiques économiques menées dans les différents pays - en Europe mais aussi outre-Atlantique - pour faire face à une conjoncture déclinatoire.

Et c'est là que se situe le problème. Les divergences de politiques économiques ont, à cet égard, joué un rôle essentiel. Si, politiquement, la monnaie restrictive et les « vraies fausses » déclarations de son président, M. Helmut Schölsinger, ces derniers jours, en faveur d'un renouveau généralisé du SME, ont renforcé le déséquilibre vis-à-vis du dollar et déstabilisé l'ensemble du SME. Si le comportement irresponsable de la « Buba » doit être dénoncé - Londres n'y manque pas aujourd'hui - il faut néanmoins lui donner raison sur un point : il était, il est et il sera toujours impossible de maintenir indéfiniment des taux de change fixes entre des pays aux situations économiques aussi différentes que celles de la CEE.

Le SME a vécu cinq années successives de stabilité. Il n'y a pas eu de modifications des parités depuis 1987. Là est l'erreur : les pays membres se sont obstinés à vouloir maintenir des parités alors que les économies divergeaient, tant en matière d'inflation que de déficits publics. Instrument d'un système de taux de change stable - pour éviter tout effet de court-circuit et susceptibles de modifications, - ils ont travaillé comme s'il s'agissait d'un système de taux de change fixes, refusant avec obstination toute dévaluation-réévaluation de leurs monnaies.

Les Douze ont donc pris le SME pour une première étape vers la monnaie unique alors qu'il y a, entre le SME et la monnaie unique, une véritable rupture. La monnaie unique - le traité est clair à ce sujet - implique une politique monétaire unique et une coordination forte des politiques budgétaires. Elle a pour préalable une « convergence » des économies qui n'existe pas aujourd'hui entre les Douze.

Est-ce à dire que la totalité de ces pays en 1997 ou en 1999 ? On peut en douter. L'échec du SME indique que certains pays - regroupés autour de l'Allemagne et de la France - pourraient en revanche créer rapidement une zone monétaire unifiée. Au risque d'une Europe à deux vitesses.

L'incertitude sur le résultat du référendum en France a contribué à aggraver la tarabète monétaire en Europe. Malgré les interventions massives et répétées, mercredi 16 septembre, des banques centrales des pays à monnaie forte, la lire et la livre, très attaquées, ont dû quitter provisoirement le système monétaire européen (SME). La peseta a été dévaluée de 5 %. La lire réintégrerait le SME mardi 22 septembre. Jeudi matin 17 septembre, les monnaies britannique et italienne avaient perdu respectivement 6 % et 2 % par rapport à leurs anciens cours-planchers. Le dollar était, lui, en forte hausse. Le franc résistait.

Les marchés et les urnes

par François Reixard

Jeudi 17 septembre 1992, à 6 heures du matin, pour la première fois depuis sa mise en œuvre officielle le 13 mai 1979, le système monétaire européen (SME) a littéralement explosé, sous l'assaut de la spéculation, en attendant le résultat du référendum français sur le traité de Maastricht. Seul subsiste, d'ici au lundi 21 septembre, un « noyau dur » de monnaies fortes, véritable pivot du système, qui regroupent, autour du mark, les monnaies qui lui sont liées, à savoir le franc français, le florin néerlandais et le franc belge, auxquelles on peut rattacher la couronne danoise, la livre irlandaise, et la peseta espagnole, qui se raccroche de justesse au prix d'une dévaluation de 5 %.

En revanche, les deux grandes devises « faibles » du système, la livre sterling et la lire italienne, se sont mises « entre parenthèses », ou en congé du système, en principe jusqu'à lundi, lorsque la France aura voté. Si elle dit « oui », le SME pourra se recon-

stituer, très probablement sur de nouvelles parités, pas trop éloignées des précédentes. Si elle dit « non », la secousse sera forte et la crise déjà ouverte cette semaine deviendra aiguë.

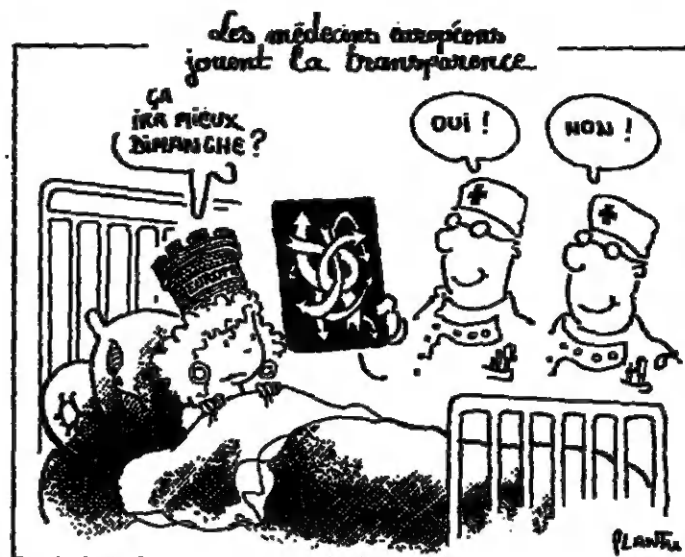
Cette journée du 16 septembre 1992 comptera dans les annales des marchés, les spéculateurs se ruant à l'assaut de la livre sterling, désormais en première ligne après la dévaluation de la lire italienne dimanche dernier. La Banque d'Angleterre et la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) devaient intervenir massivement pour empêcher la devise britannique de descendre au-dessous de 2,7780 DM, limite qui lui avait été fixée en 1978. L'offensive était irrésistible : les deux banques centrales ont dépensé l'équivalent d'une cinquantaine de milliards de francs, sans doute davantage.

Lire la suite page 21
Lire aussi les articles de nos correspondants à Londres, Madrid, New-York, Rome et Stockholm pages 21 et 22

Le FIS cherche le dialogue avec le pouvoir algérien

Un dirigeant du Front islamique du salut (FIS), M. Rabah Kébir, nous a déclaré que son mouvement est prêt à engager, sous certaines conditions, un dialogue avec le pouvoir algérien. C'est la première fois qu'un tel souhait est aussi clairement exprimé, même si des responsables du FIS l'ont déjà évoqué ces derniers mois. M. Kébir se défend de prôner la violence et affirme que le FIS n'est pour rien dans l'assassinat de l'ancien président du Haut Comité d'Etat, Mohamed Boudiaf, ni dans l'attentat qui a eu lieu le 26 août à l'aéroport d'Alger. Il considère néanmoins qu'un certain type d'actions militaires sont des « actes de résistance populaire contre le régime ».

Lire l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE page 15



LE RÉFÉRENDUM

- Lettre à un ami français qui pense voter « non » par ÉTIENNE DAVIGNON
- L'intérêt bien compris des agriculteurs par HENRI NALLET
- Une Europe plus modeste par ROGER STÉPHANE
- Des non-dits et de l'échec de la pensée par PIERRE LAMAISSON page 2
- Influences par THIERRY BRÉHIER page 3
- Un nouvel espace de négociation pour l'Europe sociale par JEAN-MICHEL NORMAND
- Outre-mer : Un débat trop lointain par ALAIN ROLLAT page 4
- Un entretien avec M. Alain Juppé page 5
- POINT/Les enjeux de Maastricht page 6
- Changer ses devises par ROGER-POL DROIT
- Une âme à l'Europe par HENRI TINGO
- Droit de cité pour la culture par JEAN-MICHEL FRODON page 7
- Petit voyage dans les tribus du « non » par ANNICK COJEAN page 8
- Le « non » favoriserait le commerce américain par PHILIPPE LEMAITRE
- Très loin de Washington par ALAIN FRACHON
- Les responsables russes craignent une Communauté trop forte par JOSÉ-ALAIN FRALON page 9
- L'Europe des chercheurs par HUBERT CURIEN
- Le « oui » d'un gaulliste par MAURICE HERZOG
- Le droit des citoyens par LÉO HAMON page 10

Frontière

par Bruno Frappot

François Mitterrand vient de déplacer, par l'annonce officielle de son cancer de la prostate, la frontière qui sépare la vie privée de la vie publique. Il s'y était en quelque sorte engagé, dès le début de son premier mandat, à l'époque où couraient - à peine son élection acquiescée - des rumeurs sur un cancer. Des gens « bien informés » et mal intentionnés expliquaient alors que l'« élu du peuple de gauche » ne passerait sûrement pas l'année 1981.

Le président de la République aura, comme tout un chacun, médité, à l'époque et depuis, sur la maladie qui allait emporter Georges Pompidou en 1974 et s'était accompagnée d'une pathétique tentative de rendre opaque ce qui ne pouvait plus l'être. Faute d'informations crédibles et malgré des signes de plus en plus visibles - on se hâte à peine officiellement des « gripes à répétition » de Georges Pompidou -, Paris puis la France bruisaient de rumeurs et de chuchotements. Rien n'était plus malsain pour l'Etat que cette impotence sans aveu.

Lire la suite page 11

Lire aussi

- La croisée des chemins par ALAIN ROLLAT
- Le pronostic du cancer de la prostate par FRANK NOUCHI
- La transparence et ses limites par JEAN-YVES NAU
- Il y a dix-huit ans : les « gripes à répétition » de Georges Pompidou par ANDRÉ PASSERON pages 11 et 12

LIVRES

Leiris et Bourdieu

De 1922 à 1989, Michel Leiris a consacré sa vie dans un Journal qui est à la fois un herbier sentimental et le brouillon de tous ses écrits. Une belle collection de rêves en forme d'opéras. Pierre Bourdieu, dans les Règles de l'art, pose un regard de sociologue sur la production des œuvres.

pages 29 à 42

PASCAL BRUCKNER



Le divin enfant, c'est Voltaire donnant la main à Freud... Le tour de force de la rentrée. Gilles Pudlowski Le Point

Editions du Seuil

Pionniers de l'Europe

La civilisation étrusque a été un carrefour d'où est issue notre culture. C'est le thème de l'exposition du Grand Palais

par Yvonne Rebeyrol

Les Etrusques ont été les maîtres des Romains - et donc ceux de toute l'Europe - dans de multiples domaines. Les Romains étaient d'ailleurs très conscients de ce qu'ils devaient aux Etrusques : l'organisation légale de la société, la technique d'assèchement des marais, l'urbanisme avec le grand écou de la cloaca maxima, de nombreux traits de la religion dont l'art de la divination, notamment. Longtemps après l'absorption progressive des Etrusques dans la République puis dans l'empire romain, on parlait encore l'étrusque ; de grandes familles étrusques continuaient à

jouer un rôle social (Mécène et Virgile étaient d'origine étrusque) et l'empereur Claude fut, selon Suétone, l'auteur d'une histoire des Etrusques en vingt volumes.

Les chefs-d'œuvre de sculpture et d'orfèvrerie, les admirables tombes peintes ou sculptées des Etrusques ont commencé à être découvertes il y a au moins cinq siècles, comme en témoignent les collections primitives d'autrefois et les sections étrusques dont s'enorgueillissent depuis longtemps les grands musées européens. Selon la formule classique chez les spécialistes : l'étruscologie a précédé l'étruscologie.

Lire la suite page 19

M0147 - 0918 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN; Arabie-Saoudite, 8 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 E; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Roumanie, 480 F CFA; Suède, 15 KSE; Suisse, 1,90 FS; USA (97), 2,50 USA (98), 2,50 S.

ICI MAASTRICHT!
LES EUROPEENS
PARLENT ARIEN EUROPEENS!



50 من الإصل

LE RÉFÉRENDUM SUR

Débats

Lettre à un ami français qui pense voter « non »

par Etienne Davignon

Cher ami français,

CERTES, c'est à vous qu'il appartient de voter, mais dès lors qu'il s'agit de l'avenir de l'Europe, vous voudrez bien admettre que les conséquences de ce scrutin affecteront vos partenaires de la Communauté. Je me permets donc de m'adresser à vous.

Le rejet du traité de Maastricht par le peuple français ne pourrait être assimilé à une banale querelle entre États membres de la Communauté et encore moins à un désaccord spécifique sur une mesure particulière. Ce « non » serait considéré comme un revirement fondamental, d'autant plus significatif qu'il émanerait de la France, membre fondateur de la Communauté, et qui, par sa réconciliation avec l'Allemagne, a modifié le cours de l'histoire de notre continent. Alors que toute la politique de mon pays, comme celle d'autres partenaires de la France, est enracinée dans la conviction profonde que leur avenir et leur bien-être est fonction d'un accroissement de la solidarité européenne, la « non » serait ressenti comme un lâchage car la Communauté ne peut se passer de la France.

Notre inquiétude n'est-elle pas exagérée? Depuis quarante ans, la Communauté européenne a appris à faire face à ses doutes, à surmonter ses crises et à souvent trouvé, dans ses échecs, de nouvelles raisons d'espérer. En d'autres termes, peut-on dire « non » à Maastricht tout en continuant à vouloir le développement de l'Europe. Sans mettre en cause la sincérité de ceux qui tiennent ces propos, je suis persuadé qu'ils se trompent.

En effet, le traité de Maastricht n'est pas la constitution d'une Europe fédérale, mais beaucoup

plus prosaïquement un engagement de douze États membres de réaliser des progrès dans la réalisation d'une union économique et monétaire afin :

- de consolider la convergence économique qui a permis la mise en place du grand marché ;

- de doter l'Europe d'une monnaie unique plutôt que de permettre la domination d'une seule monnaie nationale.

Parallèlement, l'expérience a mis en lumière qu'une solidarité économique demeure fragile si elle n'est pas confortée par un accord fondamental sur les grandes options de politique étrangère ou de sécurité. La disparition de l'empire soviétique oblige la Communauté à assumer de nouvelles responsabilités que l'état de ses institutions ne lui permet pas encore d'honorer. Les douze États membres ont donc, dans ces domaines, assumé une obligation de résultat. Sans Maastricht, il n'y aurait plus de réponse aux questions concrètes qui interpellent la Communauté et conditionnent son développement dynamique. Il y aurait en outre, et ceci est encore plus grave dans les circonstances que nous vivons, la remise en cause du principe même de l'approfondissement de la construction européenne.

Bien sûr, le 21 septembre, les traités de Rome et de Paris seront, en toute hypothèse, encore en vigueur, mais quelle serait leur crédibilité si on constatait que les nouveaux défis demeurent, mais qu'aurait été rejeté le nouveau cadre qui permettrait de les surmonter? Maastricht est la fin de la négociation des principes ; la ratification interviendra, commencera celle de leur mise en œuvre. Rien de plus faux que d'affirmer qu'elle sera dominée par la technocratie puis-

seront inquiets et sceptiques puisque nous venons nous-mêmes d'en questionner l'efficacité en mettant en doute leur indispensable développement. L'activité économique s'en ressentira, l'emploi en sera affecté, ce provoquera cette tourmente.

Cher ami français, une question que nous pensions ne plus jamais avoir à nous poser reviendra d'actualité. Faudra-t-il choisir entre l'Allemagne et la France? L'existence de la Communauté a permis d'éliminer - croyions-nous définitivement - cette interrogation et partant l'hypothèse d'une primauté d'un État en Europe. La Communauté établit une parité entre les grands États membres - et ce n'est pas la France qui y perd - tout en respectant les droits de tous les membres. Mais quel est le prix de cette construction? La disparition des identités nationales? La création d'une superstructure bureaucratique, technocratique et dictatorial?

Allons, allons! Plutôt que de longues démonstrations, qui peuvent sérieusement affirmer que tous les autres pays membres de la Communauté seraient prêts à sacrifier leur culture, leur spécificité, leur fierté de nation et que seuls les Français craignent un super-pouvoir anonyme et incontrôlé? Pourquoi, dans ces conditions, des États de grande tradition nationale auraient-ils signé ce traité, pourquoi d'autres frapperaient-ils aux portes de la Communauté? Les éponymes ne font pas peur qu'aux moineaux, et encore...

La réalité est bien différente. Outre ses compétences exécutives, le Conseil des ministres détient le pouvoir législatif. La cohésion de ce conseil et son efficacité sont fonction de sa capacité de concilier l'indispensable nécessité d'agir avec une sélection avisée des priorités et une prise en compte des réalités nationales. La Commission se doit d'être le porte-parole de bien content, l'alignement indispensable pour éviter l'enlisement du débat, mais le Conseil assume la responsabilité finale, à lui de jouer pleinement son rôle.

« Nous avons besoin de vous »

Des questions essentielles seront à l'agenda du Conseil :

- la mise en œuvre de Maastricht, et chacun sait que la mise en œuvre est plus importante encore que la définition du cadre général ;
- l'établissement ;
- la solidarité économique ;
- la définition du rôle et de la place de l'Europe sur le plan de la politique extérieure et de la défense.

Or c'est à ce moment précis que la France déciderait elle-même de prendre place au second rang, alors qu'elle siège de droit au premier.

Si vous croyez qu'en disant « non », vous augmenteriez votre pouvoir de négociation, vous contestez une évidence de la vie communautaire : seule une participation active permet d'exercer pleinement son influence. La Grande-Bretagne, après en avoir dressé un bilan négatif, tire finalement sur le fil européen, la leçon du négativisme thatcherien. Croyez-vous que ce soit le moment de reprendre une tactique britannique qui a échoué? Ce serait d'autant plus étonnant que beaucoup de vos partenaires souhaitent au contraire voir prévaloir des positions que vous préconisez.

La France ne sera isolée que si elle en prend la décision. La vie continuera, mais pas de la même manière. Peut-être voudriez-vous aussi voter « non » parce que vous voulez faire passer un message à vos dirigeants. Croyez-vous que dans nos pays nous soyons si satisfaits des nôtres? Mais nous vous en voyons si vous choisissez une méthode qui nous portera préjudice. C'est parce que nous avons besoin de vous, que nous vous demandons de dire « oui ».

La Communauté est à la croisée des chemins et il est bon de méditer un instant ce que disait P. H. Spaak à l'occasion de la signature du traité de Rome : « Cette fois les hommes d'Occident n'ont pas manqué d'audace et n'ont pas agi trop tard. Ils ont fait une grande chose et ils l'ont faite, ce qui est remarquable et peut-être unique, en répétant tout usage de la force, toute contrainte, toute menace. »

La génération a fait son devoir, que les générations futures ne puissent nous reprocher de n'avoir pas fait le nôtre.

Je vous adresse ce message avec gravité, j'espère que vous le lirez avec attention, tout espoir.

» Etienne Davignon est ancien commissaire européen.

L'intérêt bien compris des agriculteurs

par Henri Nallet

DE nombreux agriculteurs et responsables agricoles sont tentés de voter « non » au référendum sur le traité d'Union européenne. Ils attribuent les difficultés qu'ils connaissent à la Communauté alors que nombre d'entre elles, comme le surendettement, sont purement nationales ; ils redoutent la réforme de la PAC, qui pourtant aidera les plus fragiles d'entre eux ; ils critiquent, souvent avec raison, la rigidité de la réglementation communautaire. Mais dans leur inquiétude face à l'avenir, ils oublient tout ce que la construction européenne leur a apporté depuis trente ans : des prix nettement plus élevés que le marché mondial, un vaste marché sur lequel ils écoulent une part croissante de leur production, une protection aux frontières contre les importations de l'Est et de l'Ouest et les aides publiques de leurs exportations. Bref, un système relativement protégé à l'abri duquel l'agriculture française est devenue la plus importante d'Europe. Cette politique agricole commune a toujours progressé, grâce à une complexité non écrite entre la France, l'Allemagne et la Commission de Bruxelles.

En m'appuyant sur mon expérience personnelle, je suis convaincu que la victoire du « non » au référendum détruirait, dans un premier temps, le moteur de la PAC puis, dans un second temps, permettrait le démantèlement des mécanismes de la PAC, qui sont les plus favorables aux agriculteurs français. Le raisonnement qui me conduit à cette conclusion est simple et pratique. Si le « non » l'emportait le 20 septembre, quel serait le poids politique du ministre français de l'Agriculture, quel qu'il soit, pour défendre les intérêts de nos agriculteurs lors du conseil des ministres de l'Agriculture du 21 septembre? Comment résisterait-il aux ministres britanniques, néerlandais et danois qui ne rêvent depuis longtemps que de l'alignement sur les prix mondiaux et de la disparition de la préférence communautaire?

naître? Pourquoi le ministre allemand voterait au secours du ministre français, comme ce fut toujours le cas, si la construction européenne tombe en panne de notre fait?

Or, dès le 21 septembre, le ministre français de l'Agriculture aura besoin de toute son autorité et du soutien sans faille de l'Allemagne pour définir un ferme mandat de négociation au GATT et organiser la résistance aux Américains. Un peu plus tard, le ministre français de l'Agriculture devra pouvoir compter sur une Communauté sûre d'elle-même et sur une Allemagne fidèle et déterminée pour contenir dans des limites raisonnables les demandes des pays de l'Est de nous vendre les seules marchandises qu'ils peuvent produire aujourd'hui : céréales, produits laitiers, vins et fruits.

Pour ces raisons simples et immédiates, l'intérêt bien compris des agriculteurs français est de voter « oui », malgré tout! Même si le « non » peut les tenter, ils savent bien, malgré les beaux discours, les dangers qu'il recèle pour eux. Le « non », ce sont les Britanniques victorieux mettant enfin en œuvre la PAC qu'ils réclament : prix mondiaux, fin des restitutions, fin des organisations de marché. Le « non », ce sont les Américains récupérant l'arme alimentaire en totalité et nous chassant des marchés que l'Europe nous a aidés à conquérir. Le « non », enfin, ce sont les Allemands lassés de nous soutenir et achetant leurs produits agricoles en Pologne, en Hongrie ou en Ukraine plutôt que chez nous.

Ne tournons pas le dos, sur un mouvement d'humeur ou de colère, aux deux générations de paysans et de responsables professionnels qui ont fait de la France, par l'Europe, l'une des premières puissances agricoles du monde.

» Henri Nallet est ancien ministre de l'Agriculture.

Des non-dits et de l'échec de la pensée

par Pierre Lamaison

QU'IL faille, après trente ans, changer la philosophie régissant la politique agricole de la Communauté relève de l'évidence. Les négociations en cours, aussi bien à Bruxelles que dans le cadre du GATT, et les mesures d'accompagnement que le gouvernement français vient de prendre en accord avec les syndicats, constituent de fait une reconnaissance de cette évidence.

Pour autant, on voit bien sur le terrain que les problèmes majeurs n'ont pas été résolus, que les inquiétudes demeurent très vives, essentiellement par un manque de communication.

On ne peut traiter le monde agricole de la même façon que d'autres domaines industriels : le premier est plus que millénaire alors que les autres ont une tradition récente. Il est impossible pour un paysan d'accepter, si on ne lui offre pas une perspective positive qui pourrait être l'aménagement de l'espace et du paysage (à condition de bien définir sa fonction), qu'il soit payé pour ne pas produire.

Même s'il est évident que les paysans français et européens ne survivent aujourd'hui, pour la plupart, qu'en raison du soutien des prix, et qu'ils ne survivront demain qu'à travers les aides directes prévues, il est essentiel de comprendre qu'ils ne perçoivent pas les deux modalités de la même façon. Ils considèrent qu'ils vont être assistés, ce qui n'était pas le cas auparavant, et qu'on va leur demander de nouvelles tâches qu'ils n'ont pas envie de remplir. Le jachère et le gât des terres demeurent pour eux, de façon métaphorique, la régression de leur identité et de leur rôle au sein de la société. Ils ne comprennent pas en outre que l'on n'utilise pas les terres gâtées afin de produire, à des fins industrielles, des carburants. Les techniques sont parfaitement connues mais il faut probablement aider financièrement l'agriculture pour qu'elle puisse devenir concurrente financièrement par rapport aux grands groupes pétroliers. Enfin, et c'est à l'essentiel, les agriculteurs admettent

très difficilement d'être eux-mêmes payés pour ne pas produire alors que plusieurs centaines de millions de personnes, dont des paysans, meurent aujourd'hui de faim à travers le monde.

Il est urgent d'expliquer plus avant les raisons de la politique que mène aujourd'hui l'Europe, de dessiner plus clairement des perspectives pour les enfants des exploitants de notre continent. Quelque parcourt la campagne et interroge en ce moment les exploitants agricoles se rend compte, contrairement à ce que prétendent certains technocrates et statisticiens, de l'absence dramatique de successeurs. Y compris sur des propriétés parfaitement viables économiquement.

L'aide à l'installation des jeunes doit être une priorité absolue, qui suppose aussi une réelle politique pour les jeunes fermiers, qui n'ont plus dans de nombreux territoires ni les services minimums ni la sociabilité qui leur permettent aujourd'hui de rester à la terre.

Il est également urgent que l'on puisse enfin sortir du débat et de la contradiction intellectuelle qui ont prévalu depuis la guerre concernant l'assistance aux pays « en voie de développement » et aux pays « pauvres ». On sait bien maintenant et depuis longtemps qu'il est impossible de transférer globalement des surplus à ces pays, ne serait-ce qu'en raison de la déstabilisation inévitable de leur agriculture qui en découle. Mais ce constat est maintenant ancien, et malheureusement on n'a pas avancé d'un iota pour régler ce problème de la faim. On meurt en Éthiopie, au Soudan, au Kenya et ailleurs, tandis que l'on tente d'imposer, alors qu'ils ne le veulent pas, aux paysans européens d'être payés pour ne pas produire, ce qui pour eux est immoral.

C'est de là que vient leur révolte.

» Pierre Lamaison est directeur de la revue *Études rurales* et membre du Laboratoire d'anthropologie sociale (Collège de France).

Une Europe plus modeste

par Roger Stéphane

L'OBSCURITÉ du texte des accords de Maastricht n'est pas innocente, mais révélatrice : chaque négociateur du traité s'est employé à y introduire subrepticement ses restrictions mentales. Presque chaque article peut faire l'objet de lectures contradictoires (1). Ainsi, le 20 septembre, on ne nous demandera rien moins qu'un blanc-seing. A le refuser, nous apparitions comme destructeurs de l'Europe.

Donc, le rejet, par le peuple français, des accords de Maastricht entraînerait le dépeçage de la Communauté économique européenne, du système monétaire européen, de l'acte unique? Mouvement d'humeur de nos partenaires, mesure de rétorsion? Vingt-cinq ans de construction européenne effacés par le seul refus français - puisqu'il est admis que le peuple danois compte pour le peuple belge? Heureusement que le pro-

mier ministre britannique garde, lui, son sang-froid! Aux yeux de M. Major : « Le refus français signifierait la mort du traité, mais pas celle de l'Europe communautaire ; et si la réponse française est oui, il faudra trouver une solution au problème posé par les Danois ». M. Major signale que la ratification par la Chambre des communes « pourrait être un passage éphémère puisque - seuls au sein de la Communauté - nous allons éprouver le projet ligne par ligne, clause par clause » (le Monde du 9 septembre 1992).

Accusation encore plus grossière : en votant « non », les Français libéreraient les démons xénophobes, chauvins, impérialistes qui n'attendent qu'un signal pour s'emparer de la République fédérale allemande. C'est tout le cas que nous faisons de notre allié privilégié! Ainsi le général de Gaulle, M. Giscard d'Estaing,

M. Mitterrand auraient prodigué de bonnes paroles aux dirigeants allemands en les soupçonnant de tolérer secrètement des mouvements revanchards! Notre allié serait fragile et nostalgique. N'aurait-on pas dû nous prévenir plus tôt? Personnellement, je trouve que l'Allemagne nous donne un bon exemple, ou, plus précisément, nous indique les limites réelles d'une politique européenne. Sa ratification lui coûte plus cher que prévu, elle a besoin d'attirer des capitaux, de manifester la constance de son refus des facilités inflationnistes ; malgré les prières françaises, elle augmente ses taux d'intérêt. La Yougoslavie explose, elle encourage les sécessionnistes libéraux et, malgré les autres chefs d'État et de gouvernement, elle reconnaît la Slovénie et la Croatie. N'est-ce pas ce souci naturel de sa souveraineté que nos Européens trouvent suspect? Pour ma part, je souhaiterais que la France défende aussi naturellement ses intérêts que l'Angleterre ou l'Allemagne.

Il convient aussi d'être modestes ; toutes constructions interétatiques ont échoué dans notre siècle : l'empire austro-hongrois (1920), les empires coloniaux français et anglais, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Fédération yougoslave. Est-il bien raisonnable de coeser à l'avance une alliance qui progressait naturellement? Est-il bien raisonnable d'imposer un nouveau traité à une Europe qui n'a pas encore expérimenté les effets de l'acte unique. Enfin, est-il bien raisonnable d'annoncer la prochaine adhésion à notre Europe des Douze, ou des Onze, on ne sait plus, de quatre nations neutres (2). La neutralité, demain, d'un quart du Conseil européen permettra-t-elle à leurs partenaires d'avoir une diplomatie éventuellement offensive? Déjà, la Grèce nous empêche de reconnaître la nouvelle République de Macédoine... Un vote « oui » écarte ces interrogations, et beaucoup d'autres. Il facilitera l'émergence d'une Europe ambiguë. Le « non » peut gêner l'organisation d'une Europe plus lucide ; plus modeste.

» Roger Stéphane est écrivain.

(1) Qu'on relise, en particulier, les articles 13 et 14.
(2) L'Autriche, la Finlande, la Suède, la Suisse.

Le Monde

HORS-SÉRIE

L'EUROPE DE MAASTRICHT

Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

RENDUM S

ntérêt bien comp
des agriculteurs

par Henri Nain

Les agriculteurs ont un intérêt bien compris à ce que le traité de Maastricht soit ratifié. Ils savent que leur avenir dépend de la réponse hexagonale, comme ceux des pays qui trappent à sa porte, et qui, à l'image du premier ministre polonais, redoutent les conséquences d'un « non » français.

Ce regard inquiet de l'étranger est mis en avant par les partisans du « oui » pour convaincre les électeurs de mesurer l'importance de leur vote. Mais les avocats du « non » en usent tout autant pour affirmer que si des étrangers souhaitent tant la ratification du traité de Maastricht, c'est peut-être parce que les Français, eux, n'y ont pas intérêt : le PCF souligne le soutien de patrons américains et japonais à la construction de l'Union européenne ; M. Philippe Villiers s'étonne que le chancelier allemand ait à ce point besoin d'un « oui » français qu'il en soit arrivé à mettre à

s non-dits et de l'éch
de la pensée

Le traité de Maastricht est un acte de foi. Il engage l'avenir de l'Europe. Les Français ont le droit de se demander si ce traité est vraiment dans leur intérêt. Les partisans du « oui » disent que oui. Les partisans du « non » disent que non. Mais qui a raison ?

Les partisans du « oui » disent que le traité de Maastricht est un acte de foi. Il engage l'avenir de l'Europe. Les Français ont le droit de se demander si ce traité est vraiment dans leur intérêt. Les partisans du « oui » disent que oui. Les partisans du « non » disent que non. Mais qui a raison ?

هكذا من الامم

LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Le Monde • Vendredi 18 septembre 1992 3

ICI MAASTRICHT !
LES EUROPEENS
PARLENT AUX EUROPEENS !



LES Français sont interrogés sur l'Europe, mais certains d'entre eux ont envie d'user du procédé dont se moquait Thierry Le Luron : « C'est pas votre question, mais c'est ma réponse. » Nombre d'Européens souhaitent pourtant pouvoir, eux aussi, répondre à cette question, qui ne leur sera pas posée. Ceux de l'actuelle Communauté qui savent que leur avenir dépend de la réponse hexagonale, comme ceux des pays qui trappent à sa porte, et qui, à l'image du premier ministre polonais, redoutent les conséquences d'un « non » français.

Ce regard inquiet de l'étranger est mis en avant par les partisans du « oui » pour convaincre les électeurs de mesurer l'importance de leur vote. Mais les avocats du « non » en usent tout autant pour affirmer que si des étrangers souhaitent tant la ratification du traité de Maastricht, c'est peut-être parce que les Français, eux, n'y ont pas intérêt : le PCF souligne le soutien de patrons américains et japonais à la construction de l'Union européenne ; M. Philippe Villiers s'étonne que le chancelier allemand ait à ce point besoin d'un « oui » français qu'il en soit arrivé à mettre à

américains et japonais à la construction de l'Union européenne ; M. Philippe Villiers s'étonne que le chancelier allemand ait à ce point besoin d'un « oui » français qu'il en soit arrivé à mettre à

meeting socialiste de Créteil, de mettre en avant, à nouveau, les conséquences économiques et monétaires d'un rejet de Maastricht. Expliquant qu'il s'agit, dans l'après-midi, d'entretenu avec

ment des citoyens. » M. Philippe Séguin, en meeting à Nancy, a affirmé que si le « non » l'emporte, « Jacques Chirac continuera à être le meilleur fédérateur possible des « oui » et des « non » au sein du RPR et de l'opposition », alors que, dans le cas contraire, la « situation serait plus complexe au RPR, puisqu'une grande partie des militants se sont prononcés pour le « non ».

Le maire de Paris, comme la plupart des autres partisans du « oui », aimerait que les électeurs ne répondent qu'à la question posée. Au micro d'Europe 1, mercredi, il a lancé aux agriculteurs, qui lui ont si longtemps fait confiance : « Vous avez été ignorés, assommés et donc vous allez voter « non » dans votre immense majorité, et vous avez tort » car « nous avons besoin demain d'une France qui ait l'énergie nécessaire pour obtenir à Bruxelles les aménagements indispen-

sables à la réforme de la politique agricole commune pour qu'elle devienne acceptable.

L'annonce de la maladie du questionnaire ne va-t-elle pas, elle aussi, influencer la réponse des Français ? Les spéculations sur les conséquences du cancer présidentiel sont devenues le dernier jeu à la mode, même si, à l'exception malheureusement prévisible de M. Jean-Marie Le Pen, tous les dirigeants politiques se contentent pour l'instant de souhaiter un prompt rétablissement au président de la République. Les électeurs vont avoir du mal à se déterminer sereinement.

THIERRY BRÉHIER

Influences

mal le dogme de l'indépendance de la Bundesbank.

L'utilisation des perturbations monétaires dans la campagne référendaire n'est pas du goût de tous les défenseurs du « oui ». Au micro de Radio-Shannon, mercredi 16, M. Lionel Jospin a benoîtement expliqué qu'il « sourit » quand il entendait certains partisans du « oui » dire : « Vous voyez, l'aspect de Maastricht souffre » parce que la banque centrale allemande avait baissé ses taux d'intérêt. M. Pierre Bérégovoy, auteur de cette formule, a dû apprécier. Cela n'a pas empêché le premier ministre, su

MM. John Major et Helmut Kohl, il a assuré : « Aucun d'entre eux n'appartient au même courant politique que moi, et ils attendent avec une certaine angoisse le vote des Français. »

INFLUENCES étrangères, influences monétaires, mais aussi influence de la politique intérieure. M. Jean-Pierre Chevènement affirme, dans un entretien à Sud-Ouest, qu'une « grande majorité d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs et d'artisans ont l'intention de voter « non », ajoutant : « C'est significatif ; il faut reconnaître un grand pôle progressiste ; nous y travaillons avec le Mouve-

M. Giscard d'Estaing ne veut pas d'un « petit oui »

STRASBOURG
de notre correspondant

La salle d'un millier de places du Palais des congrès de Strasbourg était pleine à craquer pour accueillir, mercredi 16 septembre, M. Giscard d'Estaing, qui avait choisi d'achever son tour de France dans la capitale alsacienne, le défenseur acharné du traité de Maastricht. Dans une région qui donnait récemment, selon un sondage publié dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 65 % d'intentions de vote au « oui », seuls les communistes et le Front national militent en faveur du « non ».

Même M. Robert Spöcker, dissident du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen, président d'Alsace d'abord, s'est exprimé en faveur de la ratification de l'Union européenne, dans laquelle il voit une chance pour la région de la CEE de jouer la carte de l'autonomie. De son côté, M. Claude Truchot, adjoint au maire de Strasbourg chargé des relations internationales, garde un silence gêné : malgré sa fidélité à M. Jean-Pierre Chevènement, il ne peut décemment pas se prononcer ouvertement alors que M. Catherine Trautmann fait valoir qu'un « non » français serait une menace supplémentaire contre le siège du Parlement européen dans sa ville.

Les élus alsaciens de l'opposition UDF-RPR étaient largement représentés pour la dernière réunion de M. Giscard d'Estaing. Parmi eux, M. Robert Grossmann, conseiller municipal de Strasbourg et secrétaire national du RPR, pour qui « le référendum n'a qu'une seule signification, l'Europe ou le refus de l'Europe ».

Face à un auditoire qui lui était complètement acquis, le président de l'UDF n'a eu aucune difficulté à conduire le dialogue avec onze jeunes gens et jeunes filles de nationalité française, britannique et allemande. Appliqué et pédagogue

□ M. Neuwirth (RPR) votera « non ». — M. Lucien Neuwirth, sénateur (RPR) de la Loire, indique, dans un entretien accordé mardi 15 septembre au quotidien *la Tribune-Le Progrès*, qu'il votera « non » au référendum. M. Neuwirth, qui précise avoir « longuement réfléchi » avant de déterminer son vote, se déclare hostile à une Europe « partie civile » qui aurait enfanter les ordinateurs des technocrates. Ancien résistant, M. Neuwirth ajoute : « Déjà, le 18 juin, j'avais dit « non » à l'effacement de la France. Je reste fidèle à ce « non ». Dans notre enquête sur le choix des élus, région par région, M. Neuwirth avait été classé parmi les personnalités qui ne s'étaient pas prononcées (*le Monde* du 17 septembre).

□ M. Deniau (UDF) votera « oui ». — M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher, ancien ministre, qui avait subordonné son approbation du traité de Maastricht à plusieurs conditions, notamment à l'organisation d'un débat à l'Assemblée nationale sur ses conditions d'application, a annoncé, mercredi 16 septembre, après avoir été reçu au Quai d'Orsay par M. Roland Dumas, qu'il votera « oui » le 20 septembre, le ministre des affaires étrangères lui ayant assuré qu'un tel débat aurait lieu après le référendum.

□ Le Parti occitan : un « non » provoquerait un « repli franchouillard et dangereux ». — Le Parti occitan, mouvement régionaliste occitan, a appelé à voter « oui » au référendum du 20 septembre. Tout en reconnaissant que le traité de Maastricht reste éloigné de « l'Europe démocratique des régions », le bureau national du mouvement a estimé qu'une victoire du « non » provoquerait le « retour à la France jacobine » et un « repli franchouillard et dangereux ».

su possible, M. Giscard d'Estaing a passé en revue les principaux votes du traité de Maastricht avec une attention particulière pour l'Union économique et monétaire qui permettra de remplacer « le rôle prépondérant du mark par celui de l'écu, ce dernier devant être géré collectivement ».

La question de la « peur de l'Allemagne » a conduit à hausser le ton. « C'est une tentative pour ramener un conflit franco-allemand et je trouve choquant certaines déclarations d'hommes politiques qui espèrent à de hautes responsabilités, a-t-il dit. Le défi qui se pose aux Français est de faire aussi bien que leurs amis allemands. » Pour l'ancien chef de l'Etat, mettre en danger l'entente franco-allemande, c'est s'engager vers « une autre Europe qui serait moins française ». Pour M. Giscard d'Estaing, « un petit « oui » marquerait un certain désengagement » du pays, alors qu'un « gros « oui » créerait « un phénomène d'entraînement fort ».

« Vous détenez une part significative du destin de la France, a-t-il lancé à ses auditeurs. Si le « oui » l'emporte, nous reprendrons une sorte de leadership. L'Union de l'Europe ne peut se faire sans nous. »

MARCEL SCOTTO

M. Bérégovoy redoute des « turbulences financières et économiques » en cas de vote négatif

Le dernier grand meeting de la campagne socialiste pour le « oui » au référendum a réuni environ deux mille personnes, mercredi 16 septembre, à Créteil, dans le Val-de-Marne.

En présence de nombreux membres du gouvernement — dont le moins remarqué n'aura pas été M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, proche de M. Jean-Pierre Chevènement — le maire de Créteil, M. Laurent Cathala, lui-même secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, a ouvert la réunion en rappelant qu'en 1981 sa ville avait accueilli le congrès extraordinaire du PS au cours duquel M. François Mitterrand avait été désigné officiellement comme candidat à la présidence de la République. Chacun des trois principaux orateurs, MM. Laurent Fabius, Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, a exprimé son émotion après l'annonce de la maladie à laquelle le chef de l'Etat doit faire face, et rendu hommage à sa volonté de transparence.

« Nous avons quatre jours pour décider si l'Europe va être renforcée ou diluée », a lancé M. Fabius en ouverture d'un discours très polém-

que. Reconnaisant que « des inquiétudes réelles s'expriment » devant le traité de Maastricht, le premier secrétaire du PS a ajouté que « des boniments fleurissent ». Il s'en est pris, sans le nommer, à M. Charles Pasqua, qui s'était prononcé pour la ratification du traité en juin dernier avant d'opter finalement pour le « non ». « L'Europe ne l'intéresse pas vraiment », a affirmé M. Fabius. Il s'en sert pour mettre en cause les dirigeants de l'organisation à laquelle il appartient.

« On a joué avec la peur »

Si le traité est adopté, a affirmé M. Rocard, « il n'y aura pas, dimanche soir, la victoire du parti du « oui » sur le parti du « non ». L'ancien premier ministre a voulu une fois encore, alors que va s'achever « un vrai débat », qui « aura montré ce que la politique peut proposer de meilleur », répondre aux inquiétudes qui nourrissent le « non » à Maastricht. Il a évoqué, entre autres, le chômage — face-à-face-je-traité — mais « comme une perspective » — et la technocratie, pour dénoncer les « petites lâchetés quotidiennes » des politiques, qui se déchargent sur Bruxelles des aspects impopulaires

des compromis auxquels ils souscrivent. « La construction européenne, c'est une nouvelle jeunesse pour la France », a affirmé M. Rocard à l'adresse de ceux qui s'inquiètent de voir l'identité française se dissoudre dans l'Europe.

M. Bérégovoy s'est montré moins satisfait que son prédécesseur de la qualité de la campagne, regrettant qu'« au lieu d'avoir un grand débat, on ait joué avec la peur ». Il a consacré l'essentiel de son propos à l'Union économique et monétaire et à la situation actuelle des monnaies

euroennes, en affirmant qu'un vote négatif provoquerait « des turbulences politiques, mais aussi des turbulences financières et économiques ». Le premier ministre a expliqué que « l'attente du vote de la France pèse beaucoup » sur les marchés des changes et que « si elle votait « non », le système monétaire européen traverserait une grave crise ». « Je ne veux exercer aucune pression sur la conscience des Français, a-t-il dit, mais je ne voudrais pas qu'ils me reprochent de ne pas les avoir avertis. »

P. J.

Au « quartier général » de MM. Séguin et Pasqua

La tête et les jambes

Bien que le « quartier général » du « non » de l'opposition parlementaire à la ratification du traité de Maastricht soit situé rue François-Mitterrand, au numéro 1, nul panache blanc n'y flotte pour rallier les électeurs parisiens à la cause du Rassemblement de MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua. L'entre du « non » de droite — un quinquett qui chagrine le maire d'Epinal — est un ancien hôtel particulier aux pilastres apocryphes qui, depuis plusieurs semaines, bourdonne comme une ruche. A gauche de l'entrée, le bureau de l'ancien ministre des affaires sociales. En face du standard, celui de l'ancien ministre de l'intérieur.

Toutes les pièces sont occupées par une nuée de collaborateurs et d'attachées de presse. Beaucoup d'entre eux viennent du Sénat, où M. Pasqua préside aux destinées du groupe RPR, et du conseil régional des Hauts-de-

Seine dont le même assure le pilotage. A l'évidence, la logistique est leur affaire. A Philippe, l'argumentation. A Charles, l'organisation. Ce couple n'est pas sans rappeler les candidats d'un ancien jeu télévisé : la tête et les jambes.

Tôt le matin, le « staff Pasqua » fait habilement remarquer au visiteur qu'il est le premier sur le pont. Ingurgitant force cafés, l'équipe fait régulièrement un briefing matinal dans la salle de réunion qui accueille les caméras de télévision au soir du 20 septembre. Autour de la table ronde, mardi 15 septembre, il y avait MM. Bernard Tormey, chef de cabinet, Pierre-Henri Paillet, collaborateur du conseil général, Jean-Jacques Guillet, secrétaire général du groupe du Sénat, Alain Robert, secrétaire général du Mouvement national des élus locaux (MNEL), William Abitbol, en qui certains voient « le gou-

rou » de M. Pasqua, et M. Isabelle Balkany, conseiller général des Hauts-de-Seine qui s'investit à fond pour le « non ». Bras droit de son époux, M. Patrick Balkany, maire (RPR) de Lavallois-Perret, elle se baptise elle-même, par dérision, « la reine de la crêpe ».

Ce matin-là, pendant que l'équipe mettait au point les préparatifs de la soirée électorale, une douzaine de militants, au sous-sol, collaient consciencieusement des timbres sur des enveloppes d'invitation. Dans les bureaux du « staff Séguin », MM. Roger Karuch et Henri Guaino « planchaient » sur le prochain déplacement de M. Séguin pendant que leur « patron » enregistrait son temps de parole de la campagne officielle.

O. B.

Le maire d'Epinal à domicile

ÉPINAL

de notre correspondant

Mardi soir, Palais des congrès d'Epinal. C'est une soirée de retrouvailles entre M. Philippe Séguin, maire de la ville, et ses concitoyens. Tout est prêt pour accueillir le mentor du « non » à Maastricht. L'homme aussi qu'à débattu avec M. Mitterrand. Décor sofi : la tribune drapée de bleu est hérissée de seize drapeaux bleu blanc rouge alternant avec la bannière européenne. En toile de fond, l'affiche de campagne du Rassemblement pour le « non » au référendum : « Liberté, je chéris ton non ». La salle ne tarde pas à devenir trop petite. On s'installe dans les allées. Beaucoup devront se

contenter de la retransmission en direct depuis le hall.

20 h 45, la « star » fait son entrée sur une musique façon Jean-Michel Jarre, soutenu par la jeune garde du RPR scandant son nom. « Me voilà au terme de mon périple. C'est mon honneur et ma joie de pouvoir dire que ce soir je suis chez moi. » Ces quelques mots chaleureusement applaudis introduisent la prestation de l'orateur venu seul à la rencontre des Epinaliens. Le professeur Séguin donnera de la voix pendant deux heures, il argumentera, démontrera, disséquera, avec des pointes d'humour alternant avec des accents de gravité. Parmi ses cibles, M. Elisabeth Guigou, qui, la veille, tenait débat dans cette même salle. Il est près de

23 heures. Il faut conclure, Philippe Séguin manie l'émotion : « Bientôt quinze ans qu'entre les Vosges et moi il a été décidé de vivre une aventure exaltante. Qu'avions-nous de si fort en commun pour nous rencontrer ? Un même amour passionné de la France, d'une France dynamique, généreuse. » Et de conclure : « Les Vosges ne peuvent pas vouloir de l'Europe contre la France, et je sais qu'elles sauront dire « non ». La Marseillaise met un point final à cette soirée, Philippe Séguin repart pour Paris. Dimanche, il sera de nouveau à Epinal pour déposer son bulletin dans l'urne, à l'école Victor-Hugo, un grand européen en son temps.

CLAUDINE CUNAT

L'ETAT DU MONDE 1993

annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie.

Le plus complet
Le plus fiable
Le plus lu

◆ 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. ◆ 80 pages de statistiques, 12 000 données mises à jour. ◆ 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées. ◆ Les dessins de Plantu.

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.



LA DÉCOUVERTE

ici MAASRICHT!
LES EUROPÉENS
PARLENT AUX EUROPÉENS!

LE RÉFÉRENDUM SUR

Un nouvel espace de négociation pour l'Europe sociale

Patronat et syndicats pourraient peser sur certaines décisions du pouvoir politique, et même s'y substituer

Ceux qui cherchent dans le traité de Maastricht une Europe sociale «clée en main» ne pourront qu'être déçus. Le texte soumis au référendum du 20 septembre prévoit certes, d'appliquer la majorité qualifiée pour les décisions se rapportant non plus seulement à la santé et à la sécurité des salariés, mais également à celles relatives aux conditions de travail, à l'information et à la consultation du personnel ou à l'égalité professionnelle (1). Mais ces champs d'application, malgré leur diversité, ne paraissent pas susceptibles de faire l'objet d'un règlement plus contraignant que celui adopté ces dernières années. Chacun en conviendrait : le principal obstacle à la construction d'une Europe sociale réside dans les différences de niveau de développement économique des pays membres.

En revanche, le traité de Maastricht contient de véritables innovations dans le domaine des pratiques sociales. Intégré dans le texte soumis au référendum, l'accord conclu le 31 octobre 1991 par les représentants du patronat européen (l'UNICE pour les entreprises privées, le CEEP pour les sociétés publiques) et de la Confédération européenne des syndicats (CES) permet aux partenaires sociaux de se substituer à la Commission. Ils peuvent ainsi établir des directives susceptibles d'être étendues - c'est-à-dire rendues obligatoires - à la majorité qualifiée ou à l'unanimité des États membres, selon les cas. Au plan national, leur mise en œuvre pourra être aussi faite l'objet d'une négociation.

Cette adaptation conventionnelle du principe de subsidiarité ouvre la voie à un espace de négociation sociale susceptible de déboucher certains projets de directives tout en permettant aux pays les plus avancés de conserver une législation sociale plus avancée. «Pour la première fois, des pages d'un traité ont été rédigées par les acteurs sociaux», se félicite M. Alain Benzeard, l'un des experts de la CFDT. Selon lui, «la consultation du personnel des entreprises européennes, l'équivalence des qualifications mais aussi l'échange d'informations pour la prévention des accidents du travail» devraient être l'objet de premières discussions.

Reste que cet espace risque de trouver rapidement ses limites. Tout d'abord, il ne concerne que onze pays puisque la Grande-Bretagne a obtenu de rester à l'écart de toute harmonisation sociale. A terme, la pérennisation d'un tel traitement particulier, surtout dans un domaine qui reste à la traîne par rapport à la dimension économique de la construction communautaire, risque de constituer un précédent fâcheux. En second lieu, la concrétisation de

l'Europe sociale dépendra - en cas d'application des accords de Maastricht - de la volonté du patronat et des syndicats de s'entendre sur des domaines de négociation et de leur capacité à trouver des compromis. Or, les approches des uns et des autres sont largement divergentes.

Côté patronal, la définition d'un espace contractuel répond d'abord à la nécessité de contenir une éventuelle dérive de la Commission. «Mieux vaut prévenir et contrôler l'intervention de la Commission plutôt que de la subir», estime en substance l'UNICE. A l'opposé, la CES (qui regroupe plus de quarante confédérations dans une vingtaine de pays) voit une occasion de promouvoir une harmonisation sociale «par le haut». On peut dès lors

redouter que la confrontation entre ces deux stratégies - l'une défensive, l'autre offensive - ne débouche sur une impasse.

Non seulement les syndicats n'ont guère les moyens d'imposer à leurs homologues patronaux de s'écarter à la table des négociations mais ils ne semblent pas non plus en mesure de pouvoir compter dans un proche avenir sur un coup d'accélérateur politique à l'Europe sociale. En juin, le comité exécutif de la CES rappelait d'ailleurs que, si «le mouvement syndical européen» reste résolument engagé pour la ratification du traité de Maastricht, il éprouve de l'«inquiétude» à l'égard «des politiques de convergence en vue de l'Union économique et monétaire qui ne font pas référence, par exemple, à des critères

tel que le niveau de l'emploi». Certains gouvernements, ajoutait la CES en faisant directement allusion à l'Espagne, en profitent «pour faire payer la facture de l'assainissement économique aux travailleurs».

L'Europe sociale réduite à sa plus simple expression? Cette vision pessimiste fait l'impasse sur les conséquences qu'entraînera la création d'un véritable espace économique européen. «Dans un marché, il faut des règles. Or, pour éviter le dumping, les acteurs sociaux, à commencer par les employeurs des pays les plus avancés, devront intervenir pour élaborer ces règles à moins d'aboutir à une cacophonie inacceptable pour les plus forts», assure M. Jacques Moreau, délégué général de la fondation Europe et société et secrétaire général

du Comité économique et social européen. «Dans ces conditions, poursuit-il, la dynamique viendra de négociations sectorielles.»

«Effet d'aspiration»

A défaut de bénéficier d'une volonté politique volontariste - «est le moins que l'on puisse dire», l'Europe sociale pourrait compter sur un «effet d'aspiration» dans le sillage de l'Union économique et monétaire. Les salariés dont la législation est la moins avantageuse en seraient les premiers bénéficiaires.

Dans un entretien publié le 14 septembre par les Echos, M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, paraît donner quelques éléments à cette analyse. Rappelant que les partenaires sociaux européens devront aborder «des problèmes qui ne peuvent être réglés convenablement par une action au niveau de l'Etat membre», il précise que «c'est le cas, par exemple, des questions affectant le bon fonctionnement du marché unique ou celles indispensables pour empêcher des formes inacceptables de concurrence». On peut imaginer que des accords-cadres conclus au niveau central soient précipités par des dispositifs beaucoup plus opérationnels, négociés à l'échelon des branches professionnelles. Une articulation mieux adaptée à l'organisation très décentralisée des structures syndicales les plus puissantes, tel le DGB allemand.

En attendant, l'Europe sociale reste en pointillé. Le traité de Maastricht offre un moyen de la faire progresser en permettant aux partenaires sociaux de peser sur les décisions du pouvoir politique. Mais il faudra utiliser cet outil sans tarder. S'il ne s'exerce pas rapidement d'un contenu - même de portée limitée - l'espace de négociation européen risquerait fort de tomber en désuétude.

JEAN-MICHEL NORMAND

De meilleures conditions de travail

Si l'Europe sociale pousse, il est un domaine dans lequel elle a sensiblement progressé : celui de la sécurité et de la santé des travailleurs communautaires. Seule matière sociale à faire, jusqu'à présent, l'objet d'un vote à la majorité qualifiée du Conseil (1), l'amélioration des conditions de travail a suscité l'adoption de quinze directives depuis 1989. La principale d'entre elles, la directive-cadre du 12 juin 1989, pose les principes généraux en matière de santé et de sécurité au travail applicables dans chaque Etat membre à compter du 1^{er} janvier 1993.

Repris en France dans la loi du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et celui de la santé publique, ce texte concerne l'ensemble des travailleurs salariés des

secteurs publics et privés à l'exception des employés de maison. Il fait, d'une part, obligation à tous les employeurs d'évaluer les risques inhérents à leur activité, d'informer leurs salariés et de leur donner une formation adéquate. Il consacre, d'autre part, la participation des travailleurs à la mise en pratique des règles de sécurité de leur entreprise.

A la suite de cette directive-cadre, quatorze directives spécifiques ont jusqu'à présent été adoptées par le Conseil. Elles définissent les prescriptions minimales à respecter à compter du 1^{er} janvier 1993, voire du 1^{er} janvier 1996, lorsqu'il s'agit de la mise à niveau de matériels existants. Plus de la moitié de ces directives ont déjà été transposées en droit national ou

sont sur le point de l'être. Elles concernent le travail sur écran de visualisation (décret du 14 mai 1991), l'organisation des lieux de travail (décret du 31 mai 1992), la conception des machines et des équipements de protection individuelle (décrets du 29 juillet 1992), la maintenance manuelle des charges (décret du 3 septembre 1992).

Les prescriptions européennes relatives à la sécurité des travailleurs atypiques sont, pour leur part, déjà inspirées de celles en vigueur en France. Le ministère du travail doit en outre publier, d'ici la fin de l'année, les décrets relatifs à l'utilisation des machines et des équipements individuels et à la prévention des risques liés aux biotechnologies. Il dispose enfin d'un délai d'un

an pour transcrire les directives adoptées en 1992 (organisation de la sécurité sur les chantiers temporaires et mobiles, signalisation sur les lieux de travail, prévention dans les industries extractives et minières, assistance médicale à bord des navires).

Parallèlement à la définition de ces prescriptions minimales, le Conseil a adopté plusieurs directives améliorant la législation communautaire déjà en vigueur, telles que l'exposition à des agents cancérogènes, chimiques ou ionisants et la prévention des risques liés à l'armement.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Article 118A de l'Acte unique.

Outre-mer : un débat trop lointain...

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, n'a pas ménagé sa peine pour essayer de convaincre les citoyens d'outre-mer d'acquiescer à la signature du traité de Maastricht, mais il n'est pas certain que sa visite du mois de juillet dans les territoires du Pacifique et celle de ces derniers jours dans les deux départements antillais et en Guyane aient suffi à dissiper les craintes de cette France du grand large une passion pour la loi nationale en 1991.

A la différence des quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) qui appartiennent de plein droit à la Communauté européenne au même titre que les départements métropolitains, les trois territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis-et-Futuna) et les deux collectivités territoriales (Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) n'y sont qu'associés, au travers d'une décision annexée au Traité de Rome et renouvelée en 1991.

C'est outre-mer, au demeurant, qu'ont été enregistrées, aux élections européennes de juin 1989, les taux d'abstention les plus élevés : 90,01 % en Guadeloupe, 89,24 % en Polynésie, 88,51 % en Guyane, 85,94 % en Martinique, 77,10 % à la Réunion, 74,19 % à Saint-Pierre-et-Miquelon, 69,63 % à Mayotte et 61,31 % en Nouvelle-Calédonie. Seul l'électorat de Wallis-et-Futuna, très sensible aux consignes de vote de ses chefs coutumiers et de ses élus, s'était distingué par une abstention à peine inférieure à celle des autres territoires.

Divergences en Nouvelle-Calédonie

Malgré la campagne très active de M. Le Penec en faveur du «oui», le référendum du 20 septembre risque fort de rencontrer, dans les DOM-TOM, une égale indifférence de la part des électeurs, sauf peut-être, encore, à Wallis-et-Futuna, où le débat sur le traité de Maastricht servira de prétexte à une nouvelle confrontation pacifique entre les partisans et les adversaires du gouvernement central, autrement dit entre les partisans du député, M. Gata, et du nouveau président de l'Assemblée territoriale, M. Soane Muni Uthila (ss étia), partisans du «oui», et ceux du sénateur RPR, M. Sosefo Makapé Papilio, converti au «non».

Le panorama politique est analogue en Polynésie. Les deux députés, MM. Alexandre Léontieff et Emile Vernaudon, qui se réclament de la majorité présidentielle, voteront «oui», comme le sénateur RPR, M. Daniel Millaud, alors que le pré-

sident du gouvernement territorial, M. Gaston Flosse, chef de file de la majorité locale, ancien député RPR, appelle à l'abstention, de même que le chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie (FLP), M. Oscar Temaru. Mais la population s'intéresse moins au traité de Maastricht qu'aux nouvelles «affaires», à la suite de l'inculpation de de l'ancien chef de l'exécutif «corruption et trafic d'influence» de deux des plus proches collaborateurs du maire de Papeete, M. Jean Juventin, président de l'Assemblée territoriale et allié de M. Flosse.

En Nouvelle-Calédonie, la situation est plus confuse. A titre personnel, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, a opté pour le «non» en reprenant à son compte les arguments du président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua.

Le second député RPR du territoire, M. Maurice Nenou-Pwataho, apparemment réconcilié avec M. Lafleur, a fait le même choix, cette option ne fait pas l'unanimité au sein du RPCR. Le sénateur RPR, M. Dick Ukeiwé, s'est prononcé, au contraire, en faveur du «oui», «comme Jacques Chirac», et comme l'Union océanienne qui regroupe les calédoniens d'origine wallisienne opposés au RPCR.

La rupture entre M. Ukeiwé et M. Lafleur semble d'autant plus consommée que M. Lafleur soutient la candidature aux élections sénatoriales du président du congrès, M. Simon Loueckhote, devenu le candidat officiel du RPCR.

Quant au Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), il a invité ses militants à participer au référendum mais sans donner de consigne de vote. Lui aussi semble plus intéressé par la préparation des échéances électorales. La coalition indépendantiste a en effet décidé de changer de stratégie en mettant fin au boycottage des élections nationales qu'elle observait depuis les événements insurrectionnels de 1994 : elle présentera son propre candidat aux sénatoriales en la personne de M. Rock Wanytan, vice-président du FLNKS, membre de l'Union calédonienne.

Les préoccupations locales seront prédominantes à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Dans la collectivité territoriale de l'océan indien, le Mouvement populaire majoritaire (MPM), qui contrôle le conseil général et la vie politique a appelé à boycotter le référendum, en reprochant au gouvernement de refuser de rétablir les visas d'entrée pour les ressortissants comoriens. Le «oui» et du député UDC, M. Henry Jean-Baptiste, apparaît marginalisé bien

qu'il soit épousé par la nouvelle fédération socialiste. Dans l'archipel d'Amérique du Nord, dont la population se sent abandonnée par le gouvernement au fil de ses déboires maritimes avec le Canada, le maire de Saint-Pierre, M. Albert Pen, en rupture de ban avec le groupe socialiste du Sénat, a fait savoir qu'il se plait, dimanche, contre son gré, à l'obligation d'organiser les opérations de vote, mais la campagne menée contre le pouvoir exécutif par tous les élus locaux a été tellement virulente qu'elle laissera sans doute beaucoup de traces protestataires dans les urnes.

La peur d'une Europe aliénante

Des quatre départements d'outre-mer, celui de la Réunion est le seul où le «oui» paraît réunir une majorité. Un sénateur local, M. Auguste Legros, député non-inscrit, ancien maire de Saint-Denis et ancien président du conseil général, s'est prononcé en faveur du «non», pour lequel militent aussi la CGT départementale.

Le Parti communiste réunionnais s'est isolé en appelant à la «non participation», comme en 1989, pour répondre «au refus de la CEE de respecter les spécificités des DOM», mais le parti de M. Paul Vergès, qui a perdu beaucoup de terrain aux dernières régionales, cherche surtout à rassembler l'abstention protestataire dans la perspective des législatives. Son député, M. Elie Hoarau, a justifié ce mot d'ordre en regrettant que le gouvernement n'ait pas accepté d'introduire dans la Constitution un amendement reconnaissant la spécificité des DOM lors du débat parlementaire sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité.

Dans les trois autres DOM, les arguments de MM. François Mitterrand et Louis Le Penec rencontrent des échos divers mais, à l'exception des socialistes alignés sur la rue de Solferino, les partis de gauche restent plutôt, au mieux, vagues.

En Guadeloupe, le PCG votera «non», comme le PCF, mais aussi comme la plupart des groupes indépendants, tandis que les «réformateurs» communistes, regroupés derrière M. Ernest Moutousamy, député, et Henri Bangou, sénateur, à l'intérieur du nouveau PPDG (Parti progressiste démocratique guadeloupéen), recommandent le boycottage.

En Martinique, le principal allié des socialistes, le PPM (Parti progressiste martiniquais), qui dispose, depuis mars, de la présidence du conseil général, préconise le vote blanc en réclamant que le «peuple

martiniquais» soit «consulté», séparément «sur son intégration ou son association à l'Europe». Idem en Guyane où le PSQ (Parti socialiste guyanais), qui contrôle les deux assemblées, recommande l'abstention bien que le ministre des DOM-TOM ait promis le déblocage à court terme de deux cents millions de francs de crédits d'Etat pour permettre de nouveaux grands chantiers publics.

Ni l'adhésion au traité de Maastricht de la «Déclaration relative à la représentation des intérêts des pays et territoires d'outre-mer»,

ouvrant la voie à des mesures dérogatoires, ni la réforme de l'électorat de mer adoptée par le Parlement à l'initiative du gouvernement ne sont visiblement parvenues, dans ces anciennes colonies, à dissiper les craintes d'une Europe aliénante et sociale, la peur diffuse «que ces pays ne se transforment pas purement et simplement en pays-sages», selon la formule imagée du maire-poète de Fort-de-France, M. Aimé Césaire.

ALAIN ROLLAT

Le choix des élus

Nous achevons avec l'outre-mer le recensement, région par région, des prises de position des élus - députés, sénateurs, parlementaires européens, présidents des conseils généraux et régionaux - sur le traité de Maastricht (le Monde du 16 et du 17 septembre).

OUTRE-MER

GUADELOUPE
Oui : Frédéric Jalton (PS, d.), Dominique Larifa (PS, d. et prés. cons. gén.), François Louisy (PS, s.), Lucette Michaux-Chevry (RPR, d. et prés. cons. rég.).
Abstention : Ernest Moutousamy (app. PC, d.), Henri Bangou (app. PC, s.).

GUYANE
Non : Léon Bertrand (RPR, d.), Georges Othily (div. g. s.).
Abstention : Elie Hoarau (app. PS, d. et prés. cons. gén.), Antoine Karam (app. PS, prés. cons. rég.).

MARTINIQUE
Oui : Guy Lordinot (app. PS, d.), Roger Lise (UDF, s.), Rodolphe Désiré (app. PS, s.).
Non : Emile Cyprien (app. PC, prés. cons. rég.).

Ni : Claude Lise (app. PS, d. et prés. cons. gén.).
Ne se prononce pas : Aimé Césaire (app. PS, d.), Maurice Louis-Joseph-Dogué (PS, d.).

MAYOTTE
Oui : Henry Jean-Baptiste (UDF, CDS, d.).
Abstention : Marcel Henry (div. d. s.), Yvonoussa Bamana (div. d. prés. cons. gén.).

NOUVELLE-CALÉDONIE
Oui : Dick Ukeiwé (RPR, s. et p. c.).
Non : Jacques Lafleur (RPR, d.), Maurice Nenou-Pwataho (RPR, d.).

Ne se prononce pas : Simon Loueckhote (RPR, prés. du Congrès).

POLYNÉSIE FRANÇAISE
Oui : Alexandre Léontieff (maj. p. d.), Emile Vernaudon (app. PS, d.), Daniel Millaud (div. d. s.).
Abstention : Gaston Flosse (RPR, prés. du gouvernement du Territoire).

LA RÉUNION
Oui : Alexis Pota (ex-PC, d.), André Thien-Ah-Koon (div. d. d.), Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS, d.), Paul Moreau (RPR, s.), Albert Ramassamy (PS, s.), Louis Virapoulle (UDF-CDS, s.), Camille Sudre (div. p. s. prés. rég.), Eric Boyer (div. d. prés. cons. gén.).

Non : Auguste Legros (ex-RPR, d.).
Abstention : Elie Hoarau (app. PC, d.).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
Ne se prononce pas : Gérard Grignon (UDF-CDS, d.), Albert Pen (ex-PS, s.), Marc Plantegues (ex-PS, prés. cons. gén.).

WALLIS-ET-FUTUNA
Oui : Kamilo Gata (MRG, d.), Soane Muni Uthila (div. g. prés. de l'Assemblée territoriale).
Non : Sosefo Makapé Papilio (RPR, s.).

SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
Oui : Jean-Pierre Bayle (PS), Pierre Blarins (PS), Jean-Pierre Cantegrit (UDF-rad.), Charles Halbert (UDF), Hubert Durand-Chastel (div. d.), Guy Fenne (PS), Xavier de Villepin (UDF).

Non : Paulette Brispierre (RPR), Pierre Croze (UDF), Charles de Cuttoli (RPR), Paul d'Ornano (RPR).

Ne se prononce pas : Olivier Roux (UDF).

Le traité déjà ratifié par quatre pays de la Communauté

Le traité de Maastricht a déjà été ratifié par quatre pays :

- L'Espagne, par référendum, le 19 juin (69 % en faveur du «oui»).

- Le Luxembourg, par voie parlementaire, le 2 juillet (51 voix contre 9).

- La Belgique, par voie parlementaire, le 17 juillet (148 «pour», 33 «contre», 3 abstentions).

- La Grèce, par voie parlementaire, le 1^{er} août (286 «pour», 6 «contre», 6 abstentions).

En dehors du Danemark, qui a voté «non» le 2 juin (50,7 %), et de la France, qui se prononce le 20 septembre par référendum, tous les autres pays ont choisi la voie parlementaire :

- En Italie, le Sénat devait voter la ratification, jeudi 17 septembre, après le vote favorable de sa commission des affaires étrangères. Le vote de la Chambre des députés est nécessaire pour une ratification définitive. Celle-ci n'interviendra qu'après le 20 septembre.

- En Espagne, le Congrès (sénateurs et députés) approuvé à l'unanimité, en juillet, la réforme constitutionnelle préalable à la ratification parlementaire du traité.

- En Allemagne, la Chambre des députés (Bundestag), le 7 octobre, et la Chambre haute (Bundesrat), le 25 novembre, doivent se prononcer d'une part sur le projet de ratification, d'autre part sur un texte modifiant la Constitution.

- En Grande-Bretagne, le gouvernement a suspendu, le 3 juin, le débat parlementaire. Le texte avait été adopté en deuxième lecture le 21 mai aux Communes par 336 voix contre 92. Le «oui» français relancerait la procédure parlementaire.

- Aux Pays-Bas, les députés doivent se prononcer dans le courant de l'automne.

- Au Portugal, le projet doit être également soumis dans les mois qui viennent au Parlement.



هكذا من لا أمل

• La Monde • Vendredi 18 septembre 1992 5

LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Un entretien avec M. Alain Juppé

« Si le « oui » l'emporte, l'engagement d'une grande partie de l'opposition aura sauvé l'idée européenne »
nous déclare le secrétaire général du RPR

ici MAASTRICHT!
LES EUROPÉENS
PARLENT AIX COMPLETS!



« Vous attendiez-vous à une telle audience du « non » dans la campagne pour le référendum de ratification du traité de Maastricht ? Et comment l'expliquez-vous ? »

« C'est pour moi une surprise. Il y a quelques mois, le « oui » recueillait de l'ordre de 60 % des suffrages dans les intentions de vote. La montée du « non » a, me semble-t-il, deux raisons : la campagne très intense de ses partisans, qui ont utilisé des arguments méritants, pour la plupart, considération, et l'amalgame entre le refus de Maastricht et le rejet du président de la République. Compte tenu de l'état de l'opinion, cela a considérablement fait progresser le « non ».

« Pour ce qui nous concerne, nous sommes entrés en campagne au bon moment. Notre campagne a été active et elle a influencé l'électorat du RPR : le « oui » a gagné des points au cours des dernières semaines. Nous la poursuivons jusqu'au terme. Elle a été intéressante et elle s'est déroulée sans agressivité. Le débat a été riche, il a été à l'essentiel, ce qui est la vertu du référendum.

« Au-delà d'une réaction de l'opinion à l'égard de M. Mitterrand, diriez-vous qu'il y a une réaction de peur ou de repli de l'électorat vis-à-vis de l'Europe ? »

« Ce réflexe a joué et il a été exploité par certains, mais il ne faut pas le prendre d'une manière uniquement négative en considérant que c'est de l'archaïsme, du conservatisme, de la peur ou du nationalisme dans le mauvais sens du terme. Il y a aussi une véritable interrogation dont il faudra tenir compte, quoi qu'il arrive. Même si le « oui » l'emporte, ce que j'espère, il y aura quand même eu un Français sur deux environ qui aura voté « non ». C'est un signal. Le signal d'un malaise vis-à-vis d'une certaine forme de fonc-

tionnement des institutions communautaires : la technocratie. Le comportement de la Commission ne pourra jamais plus être ce qu'il a été jusqu'à maintenant. De ce point de vue encore, le débat aura été utile.

« Il est un peu paradoxal d'entendre un gaulliste dire, à propos d'un référendum, qu'on peut séparer la question posée de celui qui la pose.

« Je suis très admiratif envers ceux qui se réclament, jour et nuit, des mânes du général de Gaulle. Quand j'entends dire qu'il aurait plutôt voté « non », cela me fait sourire. Ceux qui le soutenaient avant 1958, du reste, annonçaient qu'il n'applaudirait pas le traité de Rome. Ou qu'il ferait l'Algérie française. Le général de Gaulle a parfois surpris ses plus fervents partisans. Il n'est plus là pour trancher.

« Je reproche à M. Mitterrand d'avoir divisé les Français »

« La pratique référendaire telle que l'envoie le RPR, aussi bien Jacques Chirac que Charles Pasqua, a évolué. Nous souhaitons maintenant une extension du champ du référendum, notamment aux questions de société, pour en faire vraiment un instrument de démocratie directe. Dès lors qu'on s'oriente vers cette pratique du référendum, on ne peut pas en faire à tous les coups un plébiscite. Il ne faut donc pas confondre la question posée et le choix politique, qui s'exerce, le moment venu, à l'encontre de M. Mitterrand.

« Ne pensez-vous pas que M. Mitterrand a pris un risque trop élevé pour la construction européenne ? »

« L'argument de ceux qui disent que Maastricht est trop compliqué pour faire l'objet d'un référendum est un peu surprenant en démocratie. Si le débat n'avait été que parlementaire, il serait resté extrêmement technique et juridique. On serait passé à côté des vrais problèmes politiques qui se seraient posés d'une autre manière, un jour ou l'autre. Le référendum est évidemment un risque, mais si le « oui » l'emporte, il donnera une légitimité nouvelle à la construction européenne. Cela permettra, au passage, de couper les ailes d'un canard qui volait depuis quelques temps, selon lequel les Français rejettent la politique, les politiques et le débat politique.

« Je ne reproche pas à M. Mitterrand d'avoir pris le risque d'un référendum. Je lui reproche, en revanche, d'avoir créé les conditions d'une division des Français sur l'idée européenne qui les rassemblait, il y a quelques mois encore. Il porte une responsabilité personnelle, car il a voulu faire une opération de politique intérieure, une arme de division de l'opposition. Résultat, c'est devenu une arme de division des Français.

« Vous évoquez le vote des étrangers communautaires aux élections locales et européennes dont plus personne ne parle ? »

« Charles Pasqua a fait au Sénat toute sa campagne là-dessus et cette préoccupation n'a pas disparu de l'esprit des Français. Elle nourrit la hantise des étrangers qui avait été entretenue par d'autres. On a aussi entendu dire qu'avec Maastricht, il n'y aurait plus de frontières, que ce serait la foire d'empoigne. Or, il y a belle lurette que les frontières intérieures en Europe sont des passoirs. Il ne faut pas nous dire que Maastricht va dégrader la situation actuelle. Au contraire, Maa-

tricht, en proposant de créer de véritables frontières extérieures, des contrôles, une coopération policière, peut apporter un « plus ». Cela dépendra certes de la mise en œuvre du traité, mais quand on dit que Maastricht démantèle toute possibilité de contrôle, c'est faux !



« Que répondez-vous à l'argument selon lequel le réaménagement monétaire qui vient de se dérouler n'aurait pas pu avoir lieu dans le cadre de Maastricht ? »

« Cette question a suscité des réactions très exactement contradictoires. Les partisans du « non » expliquent que c'est la démonstration de la justesse de leurs thèses selon laquelle la banque centrale européenne échappera au pouvoir politique. Les partisans du « oui » affirment que c'est, au contraire, la preuve de l'influence des gouvernements sur les banques centrales, en particulier la Bundesbank, qui a cédé à la pression du chancelier. Il faut que chacun aille jusqu'au bout de son raisonnement.

« Ce qui vient de se passer prouve que la marge de manœu-

vre de la France en matière de politique monétaire est, dès aujourd'hui, quasiment nulle, car, depuis 1979, nous sommes dans un système monétaire qui crée une solidarité stricte. Nous ne pouvons pas baisser nos taux d'intérêt tout seul quand nous le décidons. M. Sapin se glorifie de cette décision ; en fait, il n'y est pour rien. Seul M. Chevènement est un peu cohérent puisqu'il préconise, à terme, une sortie du SME. Mais cela se traduira par la dévaluation du franc, la reprise de l'inflation et donc la baisse de la compétitivité française, c'est-à-dire l'augmentation du chômage. Nous avons vécu cela entre 1981 et 1983.

« Rien d'irréversible n'a été commis »

« Ne craignez-vous pas que la fracture soit telle au sein de l'opposition qu'il sera impossible de la résorber ? »

« Je ne le crois pas. Cette campagne n'a pas été agressive. On n'a pas entendu d'excommunications réciproques. Chacun prend bien la peine d'expliquer que le point de vue du camp adverse est respectable : Philippe Séguin l'a fait à plusieurs reprises, Jacques Chirac et moi-même l'avons fait également. Rien d'irréversible n'a été commis. Charles Pasqua répète qu'il ne met pas en cause l'unité du RPR, que Jacques Chirac en est le leader naturel et qu'il est le meilleur candidat à l'élection présidentielle.

« Si le « oui » l'emporte, on parlera très rapidement d'autre chose. On sera très vite dans la pré-campagne législative. Une force centriste puissante s'exercera sur l'opposition : la nécessité de resserrer les rangs pour gagner les élections législatives. Les gens sur le terrain devien-

dront tout à fait unitaires et raisonnables.

« Si le « non » l'emporte, je ne sais pas très bien ce qui va se passer. Nous vivrons une phase d'incertitude, d'abord du côté du pouvoir, car M. Mitterrand ne pourra pas rester inerte, ensuite du côté du RPR et de l'opposition, qui entreront dans une période de remise en question. La seule façon de lever l'hypothèque sera, pour le président du RPR et pour son équipe, de demander à nos militants s'ils nous font toujours confiance. Cela concernera évidemment, aussi, le secrétaire général, qui procédera du président du mouvement.

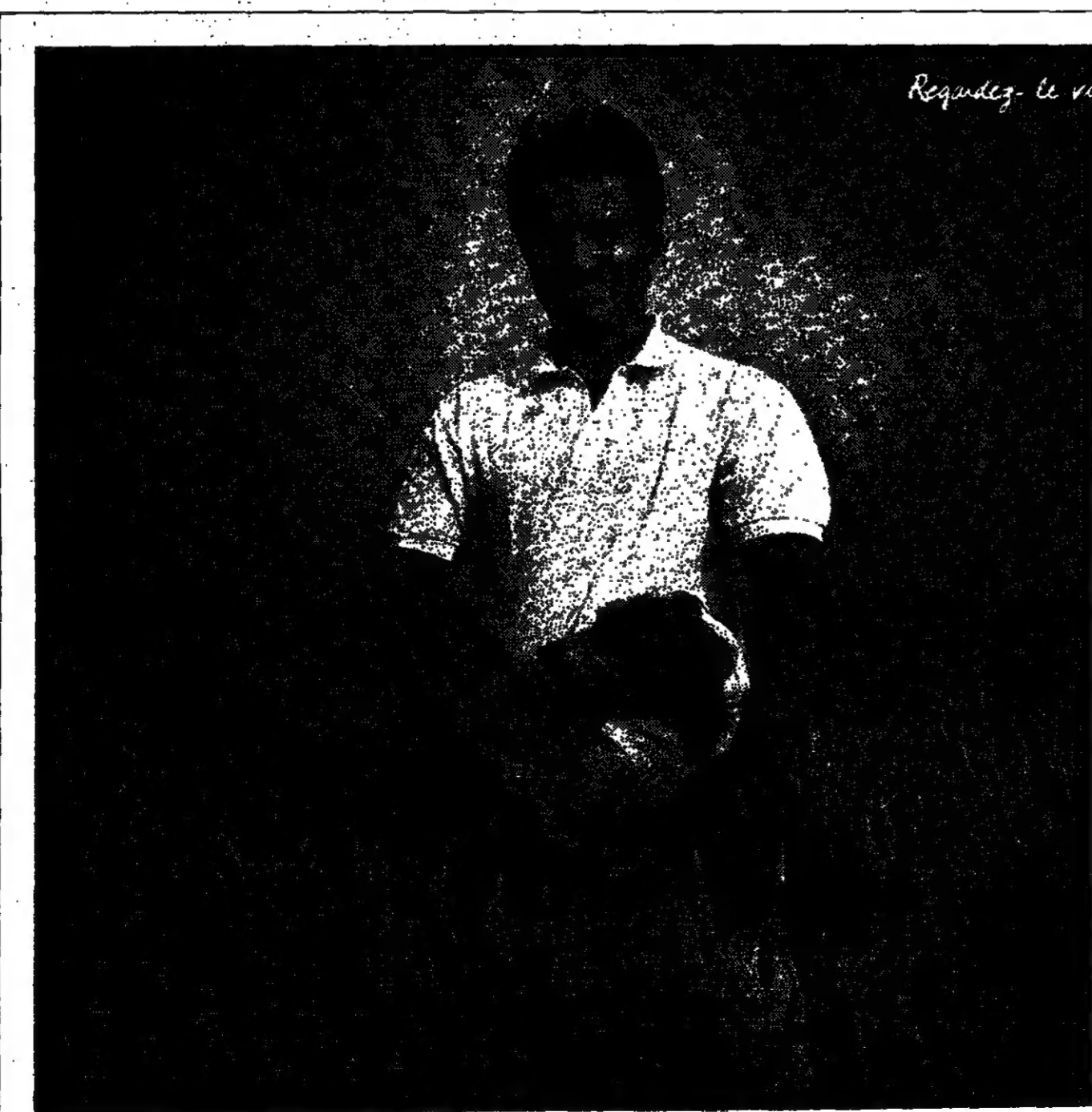
« Une très courte victoire du « oui » ne sera-t-elle pas extrêmement difficile à gérer pour le RPR ? »

« Ce sera beaucoup plus facile à gérer qu'une victoire du « non ». Nous lancerons immédiatement une campagne très vigoureuse contre les socialistes pour préparer les législatives et nous entraînerons nos troupes, qui n'attendent que cela.

« Vous avez donc le sentiment d'avoir trouvé un espace pour le « oui antisocialiste » dans cette campagne.

« Certains me demandent ce que je faisais avec M. Jack Lang, dimanche dernier. Je réponds : la même chose que Charles Pasqua à côté de M. Chevènement, le dimanche précédent. Je défendais mon point de vue, en marquant ma distance avec le pouvoir en place. Nous sommes parvenus à exister par nous-mêmes, et si le « oui » l'emporte on sera bien obligé d'admettre que l'engagement d'une grande partie de l'opposition aura sauvé l'idée européenne.

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD
ET THOMAS FERENCZI



Pascal Bécart, agriculteur céréalier à Volp, avec son meilleur complice Gini

Marque déposée de Du Pont de Nemours

Requidez-le vous. De quoi est faite sa vie ? De produits

biodégradables, comme ALLIE*, quand il passe dans ses cultures pour protéger ses céréales. De lubrifiants, tout le temps que ses machines doivent tenir la cadence. De QUALLOPIL*, lorsqu'il gèle et qu'il faut mettre une chaude veste d'hiver. Ces produits découverts par Du Pont font partie de son confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à : Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A.132, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

ici MAASTRICHT!
LES EUROPEENS
PARLENT AINSI

POINT / LES ENJEUX DE MAASTRICHT

Une étape décisive

■ POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DÉFENSE

L'un des objectifs de l'Union, fixé par le traité, est l'affirmation de « son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune ». Le titre V dispose que, pour l'essentiel, la prise de décision reste soumise à la règle de l'unanimité, mais des « actions communes » peuvent être décidées, dans le cadre desquelles les modalités pratiques seront décidées à la majorité qualifiée.

Les partisans du « non » arguent qu'une « politique étrangère et de sécurité commune » est incompatible avec l'indépendance nationale, d'autant que les États membres, s'engageant, après coordination, à défendre des positions communes devant les organisations et conférences internationales; quand tous les partenaires de la Communauté ne sont pas présents, ceux qui y participent défendent ces positions communes (par exemple, la France et la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui fait dire à Philippe Séguin que ces

deux pays ou bien violeront l'esprit de la Charte des Nations unies, ou bien céderont leur siège à la Communauté). Ils affirment que la France, au nom de la solidarité communautaire, sera amenée à défendre des positions contraires à ses intérêts. Citant le cas de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ils redoutent aussi une paralysie de la diplomatie.

Les partisans du « oui » se réfèrent également à la crise yougoslave pour souligner que la volonté d'union a évité un débordement hors des frontières de l'ex-Yougoslavie. M. Balladur a observé qu'en outre « l'Union européenne est indispensable si les Douze ne veulent pas encore et toujours dépendre des autres, c'est-à-dire des États-Unis ». Quant aux menaces que ferait peser le traité sur la souveraineté de la France, ils observent que c'est une politique « commune » qui est prévue et non « unique », ce qui laisse à la France la possibilité de conduire une politique correspondant à ce qu'elle estime être son intérêt et d'empêcher par son droit de veto une politique qui y serait contraire.

■ MONNAIE UNIQUE

L'écu européen remplacera le franc français, et le mark allemand. Cette principale innovation du traité de Maastricht n'entrera en application qu'entre le 31 décembre 1997 et le 1^{er} janvier 1999, mais sans attendre elle implique un rapprochement des situations économiques et monétaires des États membres, imposant à leurs gouvernements une stricte discipline budgétaire. Cette union économique et monétaire viendra achever un mécanisme commencé avec l'union douanière du traité de Rome et le grand marché de l'Acte unique.

Cette monnaie unique sera gérée par la Banque centrale européenne, dont l'indépendance par rapport au pouvoir politique sera comparable à celle de la Federal Reserve américaine ou de la Bundesbank allemande. Sa mission première sera de « maintenir la stabilité des prix » (article 105 du nouveau traité), mais c'est le Conseil européen qui fixera les grandes orientations de la politique économique et le conseil des ministres qui surveillera les déficits budgétaires des États membres et déterminera les rapports entre l'écu et les monnaies non européennes.

Les partisans du « non » refusent

cet abandon par la France de sa souveraineté monétaire. Ceux de gauche affirment que le gouvernement français ne pourra déterminer librement sa politique budgétaire, donc fiscale. Ceux de droite ajoutent que le libre jeu du marché implique aussi la concurrence des monnaies, M. de Villiers résumant « une monnaie espéranto ». Les uns et les autres refusent que la politique monétaire ne soit gérée que par des fonctionnaires sans directives des politiques. Ils contestent aussi la priorité donnée à la lutte contre l'inflation.

Les partisans du « oui » répondent que la création d'un marché unique impose que la monnaie soit aussi unique, que l'interconnexion des économies réduit déjà l'indépendance monétaire de la France, qu'actuellement, en fait, c'est la Bundesbank qui impose ses choix, alors que des représentants de tous les États participeront à la gestion de l'écu. Ils insistent, à l'image de M. Bérégovoy, sur la nécessité d'une monnaie « forte », garantie d'une « croissance saine », et soulignent que l'écu deviendra la plus puissante monnaie mondiale.

■ INSTITUTIONS

Les modifications institutionnelles apportées par le traité de Maastricht renforcent le caractère hybride des institutions de l'Union. Le Conseil européen, réunion des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, qui n'avait pas d'existence juridique depuis sa création en 1975, est reconnu comme étant l'institution qui « donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales ». Mais à côté de cet aspect confédéral, les domaines où le conseil des ministres peut décider à la majorité, sur proposition de la Commission, sont accrus. Les prérogatives du Parlement européen sont aussi augmentées : les sujets sur lesquels le conseil des ministres doit tenir compte de ses avis, avant d'adopter des règlements ou directives, sont plus nombreux; il en est même pour lesquels l'assemblée dispose d'un droit de veto. Sur tout le président de la Commission et les autres commissaires, après avoir été désignés par les gouvernements des États membres, devront, avant leur nomination définitive, se soumettre à un vote d'approbation par le Parlement européen.

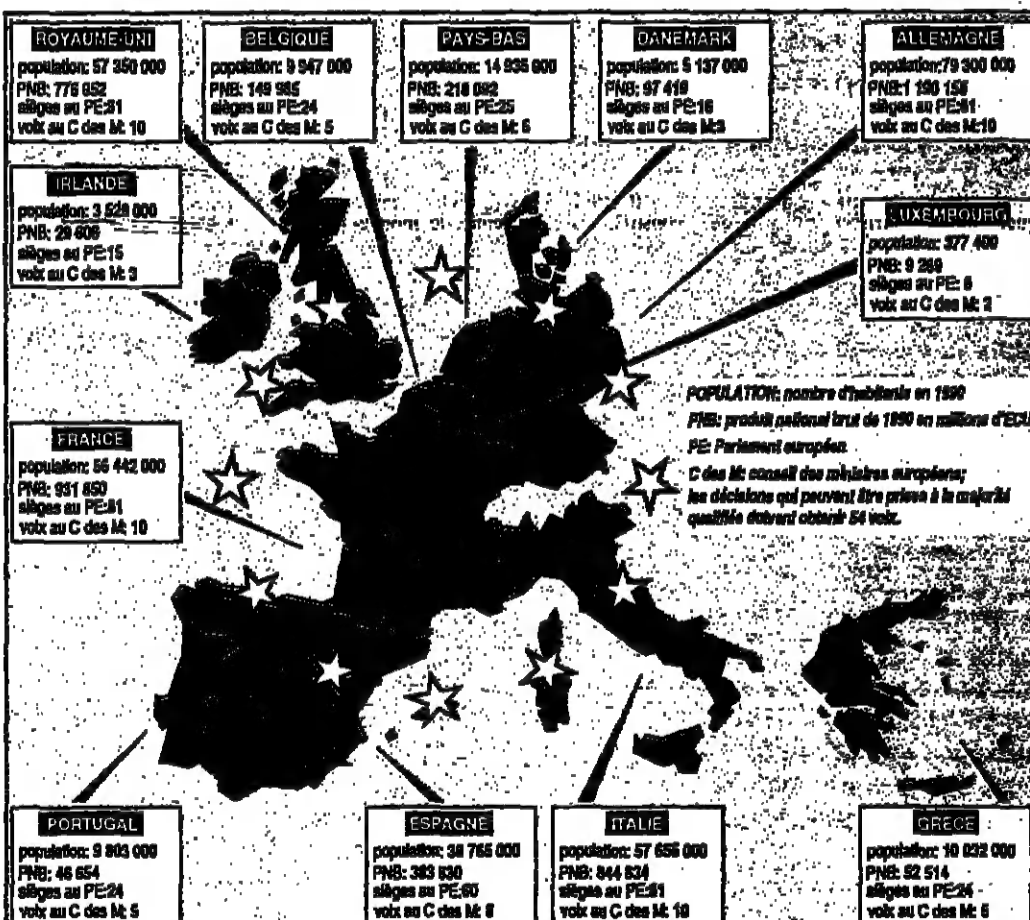
Les partisans du « non » ne se satisfont pas de ces modifications. Ils dénoncent la « bureaucratie » bruxelloise qui imposerait ses vues « sans contrôle démocratique ». Ils contestent la légitimité du Parlement européen, dont les membres élus, en France, à la proportionnelle sur des listes nationales sont en fait choisis par les élus-majors des partis et non par les électeurs. Ils demandent que les Parlements nationaux puissent réellement contrôler toutes les décisions prises à Bruxelles.

Les partisans du « oui » ne nient pas les abus commis par les « eurocrates ». Mais ils soulignent que, justement, les changements prévus par le traité de Maastricht permettront dorénavant de les éviter. Ils font remarquer que le pouvoir de décision appartient au conseil des ministres européens dont tous les membres sont responsables devant des assemblées démocratiquement élues. Ils ajoutent que la réforme constitutionnelle, votée au printemps par le Congrès, va permettre au Parlement français de donner son avis avant que le gouvernement ne participe aux négociations bruxelloises.

Et si c'était « non » ?

Les partisans du « oui » n'ont pas manqué de dramatiser les conséquences d'une éventuelle victoire du « non ». Les dirigeants socialistes ont affirmé, comme M. Roland Dumas, que le rejet du traité de Maastricht porterait « un coup d'arrêt peut-être fatal » à la construction européenne.

La débat porte en fait sur la possibilité d'une renégociation du traité. Les partisans du « non », qui se déclarent opposés à Maastricht, mais favorables à l'Europe, affirment que, le traité de Rome et l'Acte unique demeurant en vigueur, il suffirait de renégocier un nouveau traité pour que la construction européenne continue. Ils font observer que l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954 n'a pas empêché, trois ans plus tard, la signature du traité de Rome. Les partisans du « oui » répondent qu'une renégociation ne peut être envisagée ou que la dynamique européenne serait cassée. Ils soulignent que, treize ans après le rejet de la CED, la Communauté ne dispose toujours pas d'une défense commune.



Un nouveau principe : la subsidiarité

Le traité de Maastricht a fait entrer dans le débat politique un nouveau concept, emprunté à la doctrine de l'Église et développé par le pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno* en 1931 : le principe de subsidiarité. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui lui a consacré un rapport, le définit comme « un principe de limitation des pouvoirs du niveau européen par rapport au niveau national et par rapport au niveau local ». L'article 3.8 du traité précise que « dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire ».

Les partisans du « non » formulent plusieurs objections. La première est qu'en conférant à la Communauté de nombreuses

compétences supplémentaires le traité va exactement dans la direction opposée à la subsidiarité. La seconde est que la Communauté « glissera » elle-même de son champ d'intervention et qu'elle sera donc, comme le souligne M. Giscard d'Estaing, « une machine à se déborder ». M. Giscard d'Estaing a proposé que les Douze engagent une négociation pour mieux définir les conditions d'application de ce principe.

Les partisans du « oui » soulignent que l'application de ce principe empêchera la Communauté de se mêler de tout, sur un problème donné, on se demandera, avant de se tourner vers elle, s'il n'est pas plus efficace de faire appel aux gouvernements nationaux, voire aux institutions régionales. Les signataires du traité présentent donc la subsidiarité comme un remède aux dérives bureaucratiques et une manière de rapprocher les pouvoirs de la réalité quotidienne.

■ SÉCURITÉ ET IMMIGRATION

« Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application. » (Titre II, art. 8A, du traité). Le titre VI relatif à la « coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures » établit la liste des missions relevant de la coopération intergouvernementale : « La politique d'asile, les règles régissant le franchissement des frontières extérieures (...), la politique d'immigration et la politique à l'égard des ressortissants des pays tiers (...), la lutte contre la toxicomanie (...), la coopération judiciaire en matière pénale, la coopération douanière, la coopération policière en vue de la prévention de la traite des êtres humains, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves de criminalité internationale ».

Cette « Europe des citoyens », marquée par la suppression des contrôles aux frontières internes à la Communauté européenne, doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Les accords de Schengen, signés par l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le

Portugal, ont en outre établi une liste de pays pour lesquels un visa sera obligatoire à l'entrée dans la Communauté et ils ont institué un outil de coopération policière, Europol.

Les partisans du « non » craignent que la liberté de circulation n'entraîne d'une part un afflux de réfugiés et d'immigrés clandestins dans la Communauté et particulièrement en France — une « Europe-passeoire » (M. Garaud, M. de Villiers); ils prédisent, d'autre part, une Europe « mafieuse », une « communauté de la criminalité et de la délinquance » et s'inquiètent de l'harmonisation à venir des législations, en matière de consommation de stupéfiants par exemple.

Les partisans du « oui » soulignent que l'Union européenne renforcera la coopération judiciaire et policière entre les pays membres et permettra une plus grande efficacité, notamment par l'échange d'informations. Ils estiment également que face aux pressions migratoires de l'Europe de l'Est et du Sud, seule la Communauté peut établir des règles communes pour l'entrée et le séjour des ressortissants étrangers et lutter contre l'immigration clandestine.

■ COÛT DU TRAITÉ

« On ne peut à la fois signer un nouveau traité et en rejeter les conséquences », a rappelé M. Jacques Delors en présentant son projet d'augmentation du budget de la Communauté. Il a calculé qu'il faudrait que celui-ci augmente de 30 % en cinq ans. Mais seule la moitié de la somme supplémentaire réclamée par le président de la Commission aux États membres est directement liée à la mise en application du traité de Maastricht, c'est-à-dire à l'aide aux régions les plus pauvres pour aboutir à « la cohésion économique et sociale ».

Le reste serait consacré à l'aide aux pays de l'Est, à un soutien à la formation professionnelle et à la réforme de la politique agricole commune.

Les partisans du « non » affirment donc que l'Europe, qui d'après M. Garaud, « coûte actuellement 4 287 francs par ménage français et par an », verrait sa facture augmenter pour atteindre « 5 200 francs par an et par ménage », d'après les calculs de M. de Villiers.

Les partisans du « oui » s'inscrivent en faux contre ces calculs. M. Lamassoure assure que, « à l'heure actuelle, sur 100 francs gagnés, les Français en versent 44 à

l'État français et 1,2 à la CEE. Avec Maastricht, ils verseront 1,37 francs à l'Union européenne. Dans dix ans, l'Europe, dont nous avons besoin, prélèvera au maximum 3 francs ».

Effectivement, le budget de la Communauté a été, en 1991, de 445 milliards de francs, soit 1,13 % du produit national brut communautaire; la France en fournit 19,4 %, ce qui lui coûte à peu près 4,5 % de ses recettes fiscales; elle est le deuxième contributeur derrière l'Allemagne.

Mais si la France donne, elle reçoit aussi, notamment pour ses agriculteurs; ainsi, en 1991, sa contribution nette n'aura été que de l'ordre de 25 milliards de francs.

A quoi il faut ajouter que l'aide accordée aux membres de la Communauté les plus pauvres facilite la vente chez eux des produits français : les exportations de la France vers l'Espagne, le Portugal et l'Irlande ont crû de plus de 60 milliards de francs entre 1985 et 1990.

■ DROIT DE VOTE

« Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside. » (Titre II, art. 8B, du traité).

Cette disposition, qui est l'élément principal de la « citoyenneté de l'Union » instituée par le traité de Maastricht, a suscité une objection en France, où les maires et les élus municipaux, dans certaines conditions, participent à l'élection de l'assemblée sénatoriale, expression de la souveraineté nationale. Dans la loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité, adoptée en juin, le Parlement français a donc précisé, à l'initiative du Sénat, que les citoyens européens résidant en France « ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint, ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs ».

Cette restriction devra figurer dans une directive adoptée par le Conseil européen avant le 31 décembre 1994, qui précisera

également les autres conditions d'ouverture du droit de vote et d'éligibilité, telle que la durée d'installation dans le pays.

Les partisans du « non » estiment que le droit de vote et d'éligibilité est indissociable de la nationalité. Ils dénoncent dans cette mesure une « dérive fédéraliste » (MM. Séguin, RPR, et Chevènement, PS) et craignent qu'elle n'ouvre ensuite la voie au droit de vote de tous les étrangers (MM. de Villiers, UDF, et Le Pen, FN).

Les partisans du « oui » soulignent qu'en raison de son caractère très restrictif, le droit de vote et d'éligibilité ne s'appliquera qu'à une minorité d'étrangers. Ils relèvent également le caractère réciproque de ce droit, qui bénéficiera donc aux Français installés dans un pays étranger membre de la Communauté.

Pour ses plus farouches partisans, ce droit est un pas vers une meilleure intégration, par la création d'une véritable citoyenneté européenne.

هكذا من الإصدار

LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Le « non » favoriserait le commerce américain

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les signaux envoyés par les Américains depuis l'été sont contradictoires. Ils peuvent donner parfois l'impression d'une volonté de calmer le jeu, comme si Washington était conscient de la nécessité de ménager la Communauté dans un moment délicat. Certains insistent ainsi la trêve apparente dans la « guerre du soja ». Les États-Unis, soucieux d'accroître leurs exportations sur le marché européen, se battent pour amener les Douze à réduire les subventions qu'ils accordent à leurs producteurs d'oléagineux et menacent de répliquer par un relèvement des droits de douane sur un volume d'échanges de 1 milliard de dollars s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Ils auraient pu mettre en œuvre ces sanctions (qui visent notamment les producteurs français de vin, de cognac et de fromages) à la fin août ou au début septembre. Mais ils ont préféré pour l'instant laisser les choses en l'état et ont insisté au contraire pour que les négociations avec la Communauté soient poursuivies.

Cette dernière hésite actuellement sur la voie à suivre : il n'est pas exclu qu'elle améliore encore quelque peu l'offre faite aux Américains, par exemple en s'engageant à limiter de 15 % sa production d'oléagineux, ce qui correspondrait grosso modo à la baisse devant normalement résulter de la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Mais, outre le fait qu'une telle concession supplémentaire ne serait guère du goût des agriculteurs, il n'est pas certain qu'elle suffirait à satisfaire l'appétit américain.

Cependant, la trêve n'est pas générale : les dangers que font peser le référendum français sur la construction européenne n'ont pas empêché l'administration Bush de prendre, ou de laisser passer, des mesures dont elle n'ignore pas qu'elles seront perçues comme de la pure provocation. Ainsi en est-il de la décision que vient de prendre le département de l'Agriculture, après instruction d'une plainte déposée par les industriels américains, d'appliquer des droits compensatoires anti-subsidies sur les importations de certains produits sidérurgiques français, allemands et anglais. Une sanction qui, de surcroît, pourrait n'être qu'un début, de nombreuses plaintes ayant été déposées.

Autre nouvelle du plus mauvais effet de ce côté-ci de l'Atlantique, la décision, annoncée récemment par le président Bush de débloquent 1,1 milliard de dollars supplémentaires pour favoriser les exportations de blé américain. Cette initiative, qui a suscité un tollé parmi l'ensemble des producteurs, a été particulièrement mal ressentie dans la Communauté : elle intervient alors que les États-Unis exercent une pression très vive sur les Douze pour qu'ils fassent, dans le cadre de l'Uruguay Round, à très sérieusement limiter (24 %) leurs propres exportations de céréales subventionnées.

M. François Mitterrand a écrit au

président Bush pour regretter cette surenchère, expliquant que ce n'était certainement pas la voie à suivre si l'on voulait trouver les compromis permettant d'enfin conclure l'Uruguay Round. Un avis qui est partagé par la Commission de Bruxelles.

M. Carita Hills, le représentant spécial des États-Unis pour les négociations commerciales, est venue à Bruxelles début septembre pour inviter la Commission à consentir un effort particulier afin de débloquent l'Uruguay Round avant le 3 novembre, date de l'élection présidentielle. A l'entendre, la perspective d'un accord serait très appréciable pour améliorer les chances du candidat Bush. Un discours qui laisse sceptique : « Si c'était tellement important pour le président Bush, est-ce qu'il se permettrait des incartades du type de celle commise en augmentant massivement les subventions à l'exportation de blé ? » s'interroge ainsi un proche collaborateur de M. Delors déjà cité.

Sans compter que les Américains, s'ils pressent la Communauté de faire preuve de souplesse, n'ont pour leur part consenti aucun effort pour tenir compte de ses demandes sur le volet agricole. « La conjoncture économique est plutôt mauvaise et nous sommes en période électorale. M. Bush est donc tenté de prétendre qu'une partie des difficultés que connaît le pays est due aux turbulences des autres et en particulier au comportement des Européens. Les Américains ne semblent pas du tout prêts à baisser la garde, je crois au contraire que le plateau où s'accroissent les conflits ne peut que se charger », explique ainsi un diplomate français.

C'est là une tentation d'autant plus plausible que les Américains ne sont d'aucune manière des partisans fidèles du traité de Maastricht. Ils ont déjà eu l'occasion d'exprimer leurs réticences à l'égard du projet de politique de défense commune. La perspective d'une monnaie unique, de loin la principale innovation du traité, inquiète leurs spécialistes, même s'ils insistent sur des droits sur la capacité de la Communauté d'accomplir ses ambitions. « Ils savent très bien que l'écu pourrait devenir un redoutable concurrent et, voilà là un nouveau moyen pour remettre en cause la suprématie américaine. En matière monétaire comme en matière de défense, ils souhaitent garder leur position prééminente mais sans vouloir en payer le prix. Qui qu'ils prétendent, ils ne seraient pas déçus que les Européens ratent leur coup. Ce n'est pas cette Europe-là, l'Europe de Maastricht, qu'ils ont voulue », commente ce diplomate.

Selon lui, cet état d'esprit, non seulement ne les retient pas, mais les pousse à se montrer agressifs sur le plan commercial et à laisser filer le dollar. Sur ce terrain des conflits commerciaux, un succès du « non » affaiblirait considérablement l'influence de la France dans le débat interne aux Douze et serait donc « une très bonne affaire pour les États-Unis ».

PHILIPPE LEMAITRE

Tres loin de Washington...

WASHINGTON

de notre correspondant

Vu des rives du Potomac, le référendum français sur Maastricht est une affaire bien lointaine, brumeuse, qui suscite des commentaires nuancés dans l'administration américaine, une couverture médiatique parcimonieuse et l'indifférence de l'opinion. Cette consultation est perçue comme une péripétie politico-diplomatique curieuse, tout à la fois franco-française et franco-européenne ; elle ne passionne guère les États-Unis qui ont, à l'heure actuelle, d'autres préoccupations électorales.

La ligne officielle est connue : Maastricht bénéficie d'un a priori positif au sein de l'administration Bush, comme, d'ailleurs, dans l'équipe du candidat démocrate Bill Clinton. « Au-delà de cette appréciation générale positive sur la renforcement de l'unité européenne, dit-on dans les milieux officiels, les détails sont l'affaire des intéressés ».

Cette position de principe n'empêche pas les conflits sur le GATT, l'organisation future de la défense européenne, voire quelques inquiétudes sur l'éventuelle concurrence que l'écu pourrait un jour faire au dollar (voir ci-dessus l'article de Philippe Lemaître). L'exaspération de cette atmosphère conflictuelle a pu faire que les États-Unis, en juin, n'ont pas versé trop de larmes sur le « non »

danais au traité. Mais, au fond, les Américains, républicains et démocrates confondus, veulent une Europe « forte et stable », selon le vocabulaire officiel utilisé à Washington.

Pas question pour les milieux gouvernementaux, bien sûr, de se prononcer sur un référendum qui est avant tout affaire de politique intérieure française qu'euro-péenne. Certains n'en laissent pas moins entendre, assez clairement, qu'un « non » viendrait provoquer en Europe de l'Ouest une période de relative turbulence au moment, précisément, où la partie orientale du Vieux-Continent a besoin d'un pôle de stabilité. C'est là l'une des explications de la position ambiguë, voire d'une certaine ambivalence : d'éventuelles inquiétudes sur l'émergence d'une puissance concurrente coexistent avec le désir d'un renforcement européen qui serait un facteur d'équilibre en Europe à l'heure du démantèlement de l'empire soviétique. L'équipe Clinton le dit ouvertement : l'administration républicaine plus discrètement.

Dans les milieux politiques, on déplorait quelque irritation devant une certaine tonalité anti-américaine de la campagne en France ; cela n'a pas suffi à transformer les Américains en de farouches anti-européens.

ALAIN FRACHON

Les responsables russes craignent une Communauté trop forte

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Maastricht ? Non, je ne connais pas cette entreprise. » Prenant sans doute le journaliste étranger pour un employé d'une entreprise de sondage, ce jeune Moscovite, questionné sur le référendum français, avoue, sans honte, qu'il n'a aucune idée de ce que représente le traité de Maastricht et du débat qu'il suscite en France. Il est loin d'être le seul. A l'aube d'un hiver que tous redoutent, l'immense majorité des Russes semble, bien naturellement, davantage préoccupée par des conditions de vie de plus en plus rudes que par l'éventuelle création d'une Banque centrale européenne ou l'exportation du reblochon français vers les autres pays de la Communauté.

Ce premier moment d'incompréhension passé, et une fois expliqué que le traité de Maastricht vise essentiellement à renforcer l'union européenne, les langues se délient. Le premier se dira « pour l'Europe »

car « nous aussi, nous en faisons partie ». Le second, plus sceptique, conseillera aux Européens de « regarder d'abord ce qui se passe en Yougoslavie », mais s'abstient de préciser si l'impuissance de la Communauté dans ce conflit démontre la nécessité d'une union européenne plus élaborée ou, au contraire, la faillite de cette union. Quant au troisième, un ouvrier vivant à 300 kilomètres de Moscou, en vacances dans la capitale, son hostilité est sans nuances : « Ce sont les pays les plus riches qui s'unissent sur le dos d'abord de leur propre classe ouvrière et ensuite pour exploiter les pays de l'Est, plus pauvres. » De quoi requiescer M. Georges Marchais en personne.

Soulagement au « non » danois

Les hommes politiques sont restés d'une prudence exemplaire et nul ne s'est hasardé à formuler une prévision, et encore moins un souhait, quant à l'issue du référendum français. « Pour le moment, explique

un journaliste moscovite, nous sommes, nous, dans un processus rigoureusement inverse de celui de la Communauté européenne. Nous nous désintégrons progressivement : après la fin du COMECON, puis de l'URSS et les défillements de la CEI, voilà que nous voyons aussi, par endroits, la Russie elle-même se disloquer. C'est du Delors à l'envers ! »

Un autre observateur, plus cynique, note que « nos hommes politiques ne comprennent pas très bien pourquoi se priver d'un pouvoir qu'on possède et qui a été si dur à gagner en acceptant de tels transferts de souveraineté ». Il ajoute que le « non » danois et la forte résistance française ont été souvent accueillis avec un rien de soulagement, voire de jubilation secrète, par tous ceux qui sont comme choqués par le succès de l'angélisme européen comparé à leur propre histoire et leur situation actuelle. Selon que l'on soit né d'un côté ou de l'autre du pays, l'opinion des uns et des autres varie aussi fortement, bien que chacun s'en défende. Un homme politi-

que de Moscou et a fortiori de Saint-Petersbourg se sentira infiniment plus européen qu'un pont de l'une des régions proches de la frontière avec le Kazakhstan.

M. Vladimir Zouev, directeur de recherche sur la Communauté européenne au célèbre Institut économique mondial, estime, pour sa part, que la plupart des responsables russes craignent malgré tout l'émergence d'une Communauté européenne trop unie et trop forte. Et il le regrette : « Nous avons pourtant tenté de prouver le contraire, dit-il. Les conclusions de nos études sur les conséquences pour la Russie de l'intégration européenne montraient très clairement qu'une Communauté européenne forte aurait un triple avantage pour nous : d'abord elle aurait une capacité plus grande pour nous aider économiquement, ensuite elle créerait un pôle de stabilité sur le continent et nous en avons grandement besoin et, enfin, elle serait mieux à même de nous accueillir un jour sans craindre d'être submergée. » Paroles d'expert.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le futur n'existe pas encore, mais rien ne vous empêche d'y aller.

Pour visiter le futur, il y avait la machine à voyager dans le temps.

Maintenant il y a Apple Expo, accessible en RER, métro, bus ou simple voiture particulière.

En effet, au cœur d'Apple Expo, l'Espace Nouvelles Technologies vous présentera la visiofonie, les technologies multimédia, les télécommunications et aussi les différentes manières dont vous utiliserez votre ordinateur en l'an 2000 (ce sera la surprise). A cette occasion, Apple Expo accueillera un invité de marque : Michael Spindler, Président d'Apple



Computer Inc., qui animera une

conférence exceptionnelle sur l'ordinateur de demain, le vendredi 18 septembre à 11 heures. Nouveaux stands avec l'Espace Jeux, l'Espace Musique et tous les nouveaux services Apple ; nouveaux produits avec le nouveau PowerBook et le nouveau Quadra, tout est vraiment nouveau sauf le CNIT qui est toujours à la même place.

Par ailleurs vous retrouverez avec plaisir tous les stands traditionnels d'Apple (appli-cations, éducation, développeurs...)

ainsi que ceux des autres exposants : revendeurs agréés Apple, éditeurs de logiciels, etc. Puisque vous avez lu ce texte jusqu'à la fin, vous méritez bien une petite récompense. Sachez qu'en apportant cette annonce à Apple Expo, vous pourrez y entrer gratuitement. Aller dans le futur pour O.F. c'est tout de même une belle économie et une grande aventure.



Apple Expo - CNIT/La Défense - du 16 au 19 septembre de 10h à 19h - 3614 Apple

Apple

ici MAASTRICHT!
LES EUROPÉENS
PARLENT AUX EUROPÉENS!

LE RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Débats

L'Europe des chercheurs

par Hubert Curien

UN appel vient d'être lancé par des scientifiques français de renommée internationale en faveur du « oui » à Maastricht. Il confirme l'engagement européen du milieu de la recherche.

C'est la création du CERN, le Centre européen de recherche nucléaire, qui marque sans aucun doute, en 1953, la première manifestation de la solidarité scientifique européenne. Quarante ans plus tard, le CERN est toujours un puissant pôle d'attraction, non seulement pour les spécialistes de la physique des particules élémentaires qui y viennent de toute l'Europe, mais aussi pour leurs collègues du monde entier. On ne sait pas assez que le nombre de physiciens américains qui travaillent au CERN est supérieur à celui des physiciens européens qui fréquentent les installations comparables situées aux États-Unis.

Le CERN est l'archétype des grands investissements de recherche en Europe. L'Agence spatiale européenne, plus récente, mérite, elle aussi, une mention particulière : elle donne l'exemple de l'évolution d'une institution qui s'adapte à l'avancement des connaissances et des techniques. En 1962, neuf pays européens décident de créer l'ESRO (Organisation européenne de recherche spatiale). Puis, en 1964, six pays créent l'ELDO (Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux). Mais les technologies spatiales progressent vite. Elles exigent aussi une grande fermeté dans les maîtrises d'œuvre.

Inspirés par les expériences de l'ESRO et de l'ELDO, les Européens réunissent, en 1973, leurs actions spatiales communes sous le chapeau d'une seule agence, plus structurée, l'ASE (Agence spatiale européenne), qui groupe actuellement treize pays membres. Le principe de l'ASE est original, car il permet à chacun de participer à un menu commun, agrémente par un programme à la carte, où chacun peut s'affirmer selon un profil qui lui est propre. C'est ainsi que les Français ont pu et se font les champions d'Ariane.

Evolution dans les structures : poursuivons l'exemple. En 1980, il s'avère que le lanceur Ariane est promis à un bel avenir commercial. Il est donc opportun d'en gérer la production et la vente selon les méthodes les plus appropriées. Nous fondons alors la société Arianeespace, firme européenne, qui prend le relais avec des méthodes plus proches du marché.

Il était bien naturel que l'Europe de la recherche se construisit partout où de grands instruments étaient indispensables : la physique des particules (CERN), les sciences et techniques spatiales (ASE), l'astronomie (ESO, qui groupe les pays européens pour l'exploitation de grands télescopes dans l'hémisphère sud), les grandes sources de rayonnement (ESRF, qui, installé à

Grenoble, va nous fournir des faisceaux de rayons X remarquablement puissants), mais il nous est aussi apparu qu'une concertation entre les grands établissements chargés de la gestion de la recherche dans nos divers pays pouvait être bénéfique.

Nous avons ainsi créé la Fondation européenne de la science (FES), dont le siège est à Strasbourg. Administrativement ultra-léger, la FES est un forum où se rencontrent périodiquement les responsables du CNRS et de l'IN-SERM en France, de la Max-Planck Gesellschaft en Allemagne, des centres nationaux de recherche britanniques, du CNR italien et de bien d'autres venant de tous les pays de l'Europe de l'Ouest. Ils y comparent leurs méthodes, ils y font part de leurs projets. Ils y développent une politique de « réseaux européens » sur des sujets en émergence.

L'intérêt des initiatives d'académies nationales

Europe des instruments scientifiques, Europe des institutions de recherche, mais aussi Europe des chercheurs. Dans chacun de nos pays, et dans chacune des disciplines (mathématiques, physique, chimie, biologie, sciences humaines et sociales...), existent depuis longtemps des « sociétés savantes », qui organisent des réunions spécialisées et éditent des revues, principal support de publication pour les chercheurs. La spécialisation scientifique a conduit bon nombre de ces sociétés à ressentir un isolement dont elles pouvaient utilement sortir en prenant une dimension européenne. C'est ainsi que, par agrégation sans nécessité de fusion, se sont mises en place des associations d'une taille suffisante pour constituer de bons interlocuteurs aux grandes sociétés savantes américaines. La Société européenne de physique, créée en 1968, par exemple, est une entité tout à fait respectable, et respectée.

L'Europe, qui a ainsi ses laboratoires communs, ses « fondations » communes, ses sociétés savantes fédérées, est-elle allée jusqu'à établir une académie ? Oui, plusieurs, même : l'Académie Européenne est la plus connue, et celle à laquelle le plus grand nombre de chercheurs de l'Europe centrale et orientale, ont, dans bon nombre des institutions dont j'ai fait mention, un statut sinon de partenaires, au moins d'associés ou d'observateurs transmissible à terme. L'une des mécaniques de

coopération technique la plus importante maintenant en Europe est sans doute « Euréka ». Idée française, proposée en 1985, transformée en mot d'un an en réalité européenne : qui dit mieux ? Qu'est-ce qu'Euréka ? « Eu » pour Europe, « re » pour recherche, et, si vous le voulez bien, « ka » pour ces parcs Euréka, qui sont une incitation à l'innovation spontanée. Ce sont les ingénieurs et les chercheurs qui proposent des programmes technologiques et industriels susceptibles de mettre l'industrie européenne en bonne position dans la compétition mondiale. Mais ces propositions, émanant des laboratoires et des universités, ne sont reçues que si elles sont multinationales. Raboter les frontières politiques, techniques et conceptuelles, tel était l'objectif des fondateurs d'Euréka. Vingt pays (dont la Hongrie) et la Communauté y participent maintenant. Cent nouveaux projets ont, cette année, reçu le label. De l'épuration des eaux à la gravure des microcircuits électroniques, de la voiture propre à l'usine du futur, l'imagination et le savoir-faire ont tout loisir de consommer d'utiles mariages.

Tout cela est bel et bon, mais Maastricht dans tout cela ? Eh bien, oui, la Communauté européenne est bien au centre de nos actions, et je ne connais guère de bons laboratoires européens qui ne soient impliqués dans l'un ou l'autre de ses programmes. Certes, le budget dont la Communauté dispose pour la science et la technologie est encore relativement modeste : 2,5 milliards d'euros par an, en regard des 100 milliards qui se dépensent au total dans les douze pays. Mais il s'agit là d'argent à caractère catalytique, qui induit des réactions, qui initie des coopérations, qui provoque des échanges.

Initialement, les actions scientifiques et techniques de la Communauté étaient restreintes au domaine de l'énergie. C'est Étienne Davignon qui, en 1978, mit en place de nouveaux programmes, axés d'abord sur l'électronique et l'informatique. « Esprit » a provoqué un changement d'attitude chez nombreux chercheurs et ingénieurs. Leur caractère d'adresses a mué : il était essentiellement américain, il s'est européanisé. L'acte unique, en 1987, a donné officiellement droit de cité à la recherche et au développement technologique dans les secteurs autres que celui de l'énergie. Un programme-cadre pluriannuel règle maintenant ces actions. Le troisième de ces programmes a été adopté pour la période 1990-1994.

Et que nous apportera le traité de Maastricht ? En termes généraux, il conforte l'Europe. Elle a encore besoin de fortifications. Tous ceux qui se sont appliqués, dans l'enthousiasme mais aussi avec patience, à la bâtir le savent. Mais sortons des généralités : pour la science et la technologie, le traité apporte quatre nouveautés. Il affirme le rôle de la recherche comme fondement et appui des

décisions qui doivent être prises non seulement pour améliorer la compétitivité de l'industrie européenne, mais aussi pour mener une politique moderne en matière d'environnement, d'agriculture et de formation.

Le programme-cadre de recherche et de développement regroupera l'ensemble des actions de recherche menées par la Communauté. Nous aurons ainsi une meilleure lisibilité de l'ensemble de ce secteur.

Le programme-cadre sera co-décidé par le conseil des ministres et le Parlement. Ainsi, les élus

Le « oui » d'un gaulliste

par Maurice Herzog

LES chœurs du « non » ne cessent de nous rebattre les oreilles : les gaullistes doivent absolument voter « non » à Maastricht. Ils clament également que seul un « non » franc et massif pourrait contraindre François Mitterrand à partir.

Ces contre-vérités sont tellement flagrantes que les électeurs non avertis se sentent offensés. Les prend-on pour des demeurés ? Mais les mensonges n'ont qu'une durée de vie limitée et le vérité finit toujours par éclater.

A de multiples reprises, le général m'avait affirmé que la constitution d'un noyau franco-allemand devait seule permettre l'avènement de l'Europe. Comme toujours projeté dans l'avenir, attaché à l'Europe des peuples mais beaucoup moins à celle des États, il démontre sa foi européenne en élaborant son plan Fouchet de 1961-1962 qui n'est qu'un dérivé du traité de Maastricht. Les textes en témoi-

européens seront directement impliqués dans la procédure de programmation.

On y gagne en démocratie. Pas en complication, car les procédures de mise en œuvre des actions spécifiques au sein du programme-cadre sont allégées.

Voilà de modestes changements, pensera-t-on peut-être. Pour nous, scientifiques, ils sont bien loin d'être minces, car la science, qui était absente du traité de Rome, devient, avec Maastricht, l'une des bases confirmées de la politique communautaire. Et nous, chercheurs, qui avons le privilège de parcourir le monde, nous savons bien, d'expérience, que tout ce qui, comme le traité de Maastricht, conforte l'Europe nous permet aussi d'être plus assurément français.

Hubert Curien est ministre de la recherche et de l'espace.

Le droit des citoyens

par Léo Hamon

Le résultat du référendum ne sera connu que dans la nuit du 20 au 21 septembre, mais on sait déjà qu'il sera « serré ». Alors que le gouvernement et les leaders confiants des grandes formations ont épousé la cause du « oui », il est déjà acquis que près d'une moitié du corps électoral, malgré une instancie propagande officielle, refuse de répondre à l'appel du « oui ».

Cette « dissidence » du peuple vis-à-vis de ceux qui sont censés le représenter est d'autant plus acquis qu'on ne pourra effacer. Comment s'explique ce divorce ?

voir : s'ils en usaient ? Si les tenants du « oui » réussissent à contenir le mouvement, ils n'y parviendront en tout cas que par un usage intensif des privilèges d'expression et d'influence, des facilités de mobilisation que connaît le pouvoir. Les historiens pourront un jour trouver piquant de voir des socialistes devenus ministres invoquer eux-mêmes contre le « non » la même crainte de la Bourse et des mouvements financiers qui, naguère, était opposée par la droite à une montée des intentions de vote de gauche. En somme, dans le chantage les le pour, chacun son tour ! Qu'il soit donc permis de répondre à notre tour : « N'ayez pas peur, citoyens ».

Le peuple français redevenu souverain

Faut-il encore s'étonner de voir, dans un scrutin qui engage la responsabilité des Français, intervenir des hommes d'État étrangers pressés de nous voir consentir des abandons dont ils se sont eux-mêmes exemptés ou qui se mueraient pour leurs pays en avantages sonnants et frappeants ? Il est normal pour croire que la direction de la Commission, à la veille du référendum, ou encore l'assommolement des taux d'intérêt voisins persisteront quand on n'aura plus besoin de notre « oui », puisqu'il aurait été acquis ?

Et comment ne pas rêver à cette opportune mise en relation des mouvements de la Bourse avec le jugement que les citoyens sont invités à porter sur les exigences de la souveraineté nationale ! Mais quel que soit le résultat final, la révolte se sera produite et il faudra pour l'avenir compter avec elle. On ne pourra plus autant procéder par mise du peuple français devant le fait accompli des décisions des « importants », et les instances communautaires, derrière lesquelles il était jusqu'à présent si commode de s'abriter, auront été trop critiquées pour que l'instinct de conservation n'entraîne pas des gouvernements politiques nationaux de mieux contenir les techniciens à leur place - subordonnée. Les contempteurs inlassables du « jacobinisme » devront revoir leur pratique de la hiérarchie, qui ressemble fort à un autoritarisme.

Il faudra aussi assurer plus sérieusement, par telles voies et tels arbitrages que de droit, un équilibre des moyens d'expression entre les thèses recommandées par le pouvoir et celles qui lui seraient opposées. Faute de quoi on devrait se souvenir, sans le vouloir, du temps de la candidature officielle et de « l'affiche blanche du Second Empire », simplement adaptée au temps des médias. Plus généralement, la restauration justement réclamée de l'État passe par une remise au point de la relation du pouvoir et de la justice.

Pour retrouver le civisme dont on déplore tant la décadence, il ne faut pas parler seulement de l'Europe, aux vertus et aux progrès sans cesse représentés, il faut parler davantage de la France aux Français - et marquer davantage son rôle, son expression, ses intérêts propres. Quelles répercussions auront le référendum et sa grande mobilisation sur le dessin ultérieur du « paysage politique » ? On peut imaginer différents scénarii, après le 20 septembre, selon les résultats du scrutin, et avec, pour chacun, des variétés dans l'évolution. On bien, dans chacun des camps du « oui » et du « non », un regroupement et un approfondissement de la réflexion de tous, sur les implications et la mise en œuvre des sentiments exprimés. Ou bien, à l'intérieur de ce que sont aujourd'hui la majorité et l'opposition, un effort persévérant pour réduire le poids des « importants » et donner davantage de moyens, de pouvoir et de place, à l'expression et à la responsabilité des citoyens.

Pour inciter à voter « oui », les hommes du pouvoir répètent volontiers : « la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir ». Ambiguë, la formule pourrait laisser entendre que « la patrie française appartient maintenant au passé ». Répondons clairement, la France, notre patrie, est notre avenir, le monde est notre environnement, l'Europe entière y tiendra une place de choix. Toujours chez nous, la République sera un effort et un combat.

Léo Hamon est ancien ministre.

« Le Monde » a publié

Outre le numéro spécial de seize pages « L'Europe de Maastricht », d'août-septembre 1992, le Monde a publié notamment :

- Des dossiers**
- Le texte du traité, les principaux extraits (8 février et 30 avril 1992).
 - L'Union économique et monétaire (5 décembre 1991).
 - L'Union politique européenne (7 décembre 1991).
 - Les Douze et les Sept : la CEE et l'ALE (11 février 1992).
 - L'Europe et l'immigration (11 février 1992).
 - Les pays de la CEE et la ratification (3 mars 1992).
 - L'histoire de la défense européenne et la réorganisation de la sécurité européenne (23 juin 1992).
 - La CEE face aux consommateurs (3 décembre 1991).
 - Les chefs d'entreprise français et Maastricht (30 juin 1992).
 - Maastricht et le Bourse, monnaie « unique » et monnaie « commune » (1^{er} septembre 1992).
 - Les banques centrales et le fonctionnement de la future Banque centrale européenne (15 septembre 1992).
 - La construction européenne

et la souveraineté (14 et 15 mars 1991).

Une bibliographie

- Maastricht à travers les livres et les revues (5, 11, 23, 24 juin, 14 juillet 1992).
- Les succès de l'édition (29 août 1992).

Des entretiens

- Avec :
- M^{me} Elisabeth Guigou (3 juin 1992 et 16 septembre 1992).
 - M. Jean-Pierre Chevènement (12 septembre 1992).
 - M. Charles Millon (8 septembre 1992).
 - M^{me} Marie-Christine Blandin (28 août 1992).
 - M. Jack Lang (20 août 1992).
 - M. Philippe Séguin (4 juillet 1992).
 - M. John Major (26 juin 1992).
 - M. Jacques Delors (26 juin 1992).
 - M. Giovanni Agnelli (17 juin 1992).
 - M. Jacques Attali (12 mai 1992).

- M. Laurent Cohen-Tanugi (5 mai 1992).
- M. Claude Cheysson (6 juin 1992).
- M. Valéry Giscard d'Estaing (27 avril 1992).
- M. François Léotard (18 avril 1992).
- M. André Lévy-Lang (14 décembre 1991).
- M. Hans-Dietrich Genscher (14 décembre 1991).
- M. Rüd Lubbers (30 novembre 1991).

Des analyses et des points de vue

- En 1992 :
- La raison de voter « oui », par Valéry Giscard d'Estaing (16 septembre).
 - Réponse aux franchisés du « non », par Michel Noir (11 septembre).
 - Maastricht : association ou barbarie », par Edgar Morin (10 septembre).
 - Terrassier la nationalisme », par Harlem Désir (7 septembre).
 - La cathédrale engloutie », par Maurice Duverger (3 septembre).
 - Catastrophes ou perspectives », par Francis Wurtz (2 septembre).
 - « D'un départ à l'autre », par Alain Minc (1^{er} septembre).
 - « Réponses aux fantasmes », par Paul Quilès (31 août).
 - « L'Est de Maastricht », par Lionel Stoléru (28 août).
 - « La voie de la sagesse », par Philippe de Villiers (27 août).
 - « Sursaut pour l'emploi », par Jean Kasper (26 août).
 - « Pour une Europe politique », par Paul Thibaud (24 août).
 - « Les dangers du « non », par Edouard Bellet (21 août).
 - « Oui, tout simplement », par Alain Juppé (24 juillet).
 - « Dépasser Maastricht », par Edouard Bellet (24 juin).
 - « L'heure de vérité », par Maurice Duverger (19 juin).
 - « Pour une nouvelle agriculture », par Henri Nefter (2 juin).
 - « L'Europe après le traité », par Maurice Duverger (23 mai).
 - « Sans nostalgie ni illusion », par Michel Barnier (9 mai).
 - « Un champ nouveau pour nos ambitions », par Michel Sapin (6 mai).
 - « Maastricht et alors ? », par Alain Carignon (23 avril).
 - « Faire confiance aux Français », par Raymond Barre (25 avril).
 - « Après Maastricht », par Michel Rocard (24 avril).

Un lieu commun de bienveillance

La construction européenne jamais définie - toujours invoquée, avançant en fait par coups de pouce successifs, sans vraiment débattre les choix d'orientation à faire, est devenue à la fois un lieu commun de bienveillance et une utopie à laquelle il fait bon rêver (comme on a déjà naguère rêvé d'un retour à l'ordre moral, tantôt d'une marche au communisme). Bonne conscience sans problèmes ! Mais sur résultat, un jour, surprise, la France se découvre divisée - opposée - alors qu'il est fallu la rassembler, ne fût-ce que pour être plus forte dans l'Europe.

C'est contre cela que se manifeste une révolte venue des profondeurs du peuple, une révolte que mesurent les sondages en attendant le scrutin : contre les États-majors, contre les « importants », c'est la manifestation des citoyens qui veulent secouer la tutelle des prétendus experts. Si nous ne l'avions pas exprimé, cette manifestation eût été la ressource exploitée par d'autres, aux mobiles troubles. En assumant l'expression de ce sentiment naturel, nous avons servi la démocratie. Sans doute le refus du règne des « importants » était déjà notoire : constatons toutefois que la désaffection des citoyens à l'égard de la politique, du nombre élevé des abstentions, des votes de protestation ! La non-représentativité des « importants » nourrit ainsi d'excellents articles dans les journaux, mais elle n'avait pas d'expression juridique possible. Et voilà que le référendum donne aux Français la possibilité de récuser ce pou-

La transparence et ses limites

ERIC CHORIN

*Tapez dans titre : Trans - Europe

EUROPE

CEI : report du sommet de Bichkek

Les velléités d'«intégration» des Républiques ex-soviétiques sont à nouveau contrariées

La réunion des présidents des membres de la Communauté des États indépendants qui devait se tenir le 25 septembre à Bichkek, capitale du Kirghizstan, a été reportée au 11 octobre, a indiqué mercredi 18 septembre l'agence Itar-Tass.

MOSCOU

de notre correspondant

Officiellement, ce report d'un mois des présidents des États indépendants permet de compléter les travaux de la signature des présidents, de faire en sorte que la réunion puisse prendre son cours dans de bonnes conditions. Mais il est symptomatique que le report ait été demandé par la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, c'est à dire par les quatre puissances «quadrilatres» de l'ex-URSS qui n'arrivent toujours pas à mettre complètement d'accord les autres membres de la communauté. Les tensions stratégiques déployées sur le territoire pendant la période de transition, qui prendra fin lorsque la Russie aura le contrôle de la région d'une zone de frappe atomique.

Les réunions des ministres de la défense puis des affaires étrangères, début septembre, ont suffi à résoudre les différends. On ne peut toujours aux désirs des dictateurs de l'Ukraine, qui entendent contrôler l'administration (mais non les opérations)

sur son territoire, et du Kazakhstan, qui veut que l'ensemble du territoire soit chapeauté par le commandement des forces communes - alors que la Russie a hâte d'être seule maîtresse en droit d'une force qu'elle contrôle déjà de fait.

La querelle peut paraître byzantine, mais elle prouve que la phase d'exacerbation des sensibilités nationales au sein de la CEI est loin d'être achevée. D'autres questions épineuses, en particulier celle de la protection des frontières «communautaires» - restent aussi à résoudre. Cela, tout au long du premier semestre, les membres de la CEI ont tendance à s'espérer : le report de la réunion de Bichkek apparaît donc comme un symptôme des velléités inhérentes à la construction d'une communauté en chantier sur les ruines encore déblayées de l'ancienne URSS.

Le rôle du président kazakh

Pourtant, ce contrepoint intervient au moment précis où se manifeste un fort courant «intégrateur», ou «réintégrateur» : c'est le président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaev, qui est le plus porteur de la mise en place d'une solide défense commune que pour une intégration économique et la constitution d'organismes administratifs efficaces. Les velléités larges partagées par la plupart des Républiques d'Asie centrale, qui

non seulement dépendent étroitement de la Russie pour la survie de leur économie (la Turquie n'étant absolument pas en mesure de prendre le relais, du moins à court terme), mais aussi pour la protection de leurs frontières, et des pouvoirs en place. Si, au Tadjikistan, M. Rahmon Nabiev a selon toute apparence perdu son pari de résister à la pression de l'opposition en s'appuyant sur la Russie, au Kirghizstan, M. Islam Karimov, autre apparatchik grand teint, est intéressé au plus au point par une «stabilisation» régionale, à laquelle pourrait contribuer un renforcement de la Communauté.

La tentation d'un certain retour au bercail «soviétique» aussi en dehors de l'Asie centrale : ainsi, l'Azerbaïdjan, que l'on croyait «perdu» pour la CEI depuis le coup d'Etat manqué de l'ex-président Moutalibov, la «réintégration» de l'opposition, flirte désormais avec l'idée d'une adhésion qui lui permettrait de mieux défendre ses intérêts et d'y contribuer par les efforts de l'Arménie.

Même en Ukraine, fer de lance du mouvement d'intégration interprété comme une nouvelle soumission à la Russie, la profonde crise économique et l'échec des velléités d'indépendance monétaire donnent des arguments à ceux qui plaident pour une attitude plus coopérative. Pour sa part, le président Kravtchouk répète d'un même souffle qu'il n'y a pas grand chose à espérer de la CEI, mais qu'il n'est pas question de la quitter.

JAN KRAUZE

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk prépare la voie à un gouvernement non raciel

Le président Frederik De Klerk a annoncé des réformes législatives mercredi 18 septembre, pour préparer la voie à un gouvernement de transition non raciale. Parmi ces réformes figurent un amendement à la Constitution permettant à toute personne, indépendamment de sa race ou de sa couleur, d'être élu ministre, une modification de la loi électorale, une réunification des départements des affaires intérieures, actuellement séparés sur une base raciale, et un «remodelage» des banousses.

Cette réforme d'une rencontre au sommet avec M. Mandela, actuellement en préparation, le président a précisé que le gouver-

nement ne voulait pas mener des réformes «à la russe», mais qu'il voulait simplement «gagner du temps». Ces réformes doivent être discutées lors d'une session extraordinaire du Parlement, la semaine prochaine, au cours de l'année prochaine.

M. De Klerk a ajouté qu'une Constitution transitoire serait en place avant la fin de son mandat, dans une semaine et que tous les Sud-Africains voteront aux prochaines élections générales. Le président a également indiqué qu'il n'y avait pas de menace de démission de M. Mandela, un proche conseiller. - (AFP)

LIBAN

Le gouvernement accepte la démission de quatre ministres

Acceptant la démission du ministre des affaires étrangères, M. Farès Bouz, le gouvernement libanais a décidé, mercredi 18 sep-

tembre, de confier un portefeuille au ministre de la justice, M. Nassir Mousli, quatre-vingt-un ans.

La démission de MM. Georges Sadeh, ministre des postes et télécommunications, Samir Georges, ministre d'Etat sans portefeuille, et Sami Minkara, ministre du tourisme, a également été acceptée. En se démettant, ces hommes entendent protester contre les conditions dans lesquelles ont été organisées les récentes élections législatives, notamment boycottées par les partis chrétiens. - (AFP)

Plus de trois cents personnes seraient été arrêtées. Le Centre d'action et d'information pour le Liban en France vient de dénoncer, dans un communiqué, une campagne d'arrestations arbitraires, dont seraient victimes plus de trois cents civils et militaires. Le communiqué souligne que ces mesures visent à éliminer les opposants au régime.

DIPLOMATIE

Souhaitant accélérer la réforme de l'Organisation

Le secrétaire général de l'ONU veut pénaliser les mauvais payeurs

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

«Transformer une période d'essai en une période de devoir accompli», telle est la mission que M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, assigne à l'Organisation dont il a pris la tête en janvier dernier. Dans son premier rapport annuel, publié mercredi 16 septembre, l'ancien vice-premier ministre égyptien en revue les innombrables conflits dans lesquels l'ONU est désormais engagée et qui font partie d'une conduite à l'échelle mondiale.

Pour s'adapter à cette nouvelle situation, explique-t-il, il faut «accélérer le processus des réformes», tant au sein de l'Organisation que parmi les organismes qui lui sont rattachés. Après avoir procédé à la suppression d'une quinzaine de postes de premier rang au siège de l'Organisation et entrepris de l'attaquer à la bureaucratie des autres institutions, l'ONU, M. Boutros-Ghali, sans doute sensible aux critiques de ceux qui lui reprochaient de trop favoriser l'action politique de l'ONU au détriment de ses autres missions, a décidé une partie importante de sa réforme : «la responsabilité cruciale» qui incombe à l'ONU en matière d'activités économiques et sociales, soulignant que la pauvreté, les pri-

ventions et l'aliénation sociale qui en résulte dans les pays en voie de développement ne favorisent «l'essor de la démocratie» dans cette partie du monde.

La récente inflation des conflits met d'autant plus la machine onusienne à rude épreuve qu'elle est constamment au bord de la banqueroute financière. Entre 1948 et 1987, les Nations unies avaient entrepris treize opérations de maintien de la paix.

Depuis 1988, c'est le même nombre d'opérations nouvelles qui ont été lancées, celle du Cambodge, engageant 18 000 «casques bleus» et civils onusiens, tandis que plus de 50 000 soldats de l'ONU sont bientôt présents en ex-Yougoslavie, alors que l'Organisation a vu le nombre de ses postes financés par le budget général ramené de 11 400 en 1987 à 10 100 aujourd'hui.

Une taxe sur les ventes d'armes

Le coût des opérations de maintien de la paix approuvées au cours des deux derniers mois représente 3 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le montant le plus élevé jamais enregistré au cours d'une année. Comment les financer quand on sait que les mauvais payeurs doivent actuellement 806 millions de dollars à l'ONU au titre du budget général (l'équivalent d'une année budgétaire) et

845 millions pour les opérations de maintien de la paix ? s'interroge M. Boutros-Ghali. Le secrétaire général évite de mentionner le cas des Etats-Unis, qui doivent à ce jour 731 millions de dollars aux Nations unies.

Reprochant la majeure partie des propositions avancées par son prédécesseur avant son départ, le secrétaire général de l'ONU demande notamment que les mauvais payeurs se voient appliquer des pénalités au titre des sommes dues, que le secrétaire général puisse procéder à des emprunts sur les marchés financiers et que soit créé un fonds de réserve de 50 millions de dollars pour financer la première étape des opérations de maintien de la paix.

D'autres suggestions semblent plus difficiles à mettre en place, telle l'instauration d'une taxe sur le trafic aérien, dont le montant dépend du maintien de la paix, ou encore d'une taxe sur les ventes d'armes dont le produit servirait à financer par l'ONU le registre consignant les ventes d'armes à l'échelle mondiale.

Une attention délicate à l'intention des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) qui sont à la fois les artisans de la paix dans le monde, mais aussi les principaux marchands d'armes de la planète.

SERGE MARTE

La campagne en Allemagne pour l'obtention d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU

Le SPD apporte son soutien au gouvernement

Le chef de l'opposition social-démocrate (SPD) allemande, M. Bodo Hombach, s'est prononcé mercredi 16 septembre, en faveur de l'obtention par l'Allemagne d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Le SPD apporte ainsi son soutien ouvert à la campagne que mène le gouvernement allemand pour obtenir un tel siège. «Après quatre décennies de dévouement à la démocratie, ce ne serait pas une mauvaise chose d'avoir un siège», a-t-il estimé au cours d'une émission télévisée à la ZDF. «Le monde entier attend de nous que nous fassions beaucoup, en faveur du développement. Souvent, nous ne pouvons pas le faire», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, avait indiqué à des journalistes, en début de semaine, qu'il comptait faire savoir, la semaine prochaine, l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, que son gouvernement allemand pour obtenir un tel siège. «Après quatre décennies de dévouement à la démocratie, ce ne serait pas une mauvaise chose d'avoir un siège», a-t-il estimé au cours d'une émission télévisée à la ZDF. «Le monde entier attend de nous que nous fassions beaucoup, en faveur du développement. Souvent, nous ne pouvons pas le faire», a-t-il ajouté.

Réuni à Berlin

Le congrès de l'Internationale socialiste accueille plusieurs nouveaux membres

Le Parti démocratique de la gauche (PDS), ancien Parti communiste allemand, a officiellement, mercredi 16 septembre, rejoint le parti entité de l'Internationale socialiste (IS), avec l'accord du Parti socialiste italien de M. Bettino Craxi (le Monde du 9 septembre).

Le dix-neuvième congrès de l'IS, réuni à Berlin jusqu'à jeudi, avait statué sur la demande de plus de soixante pays. Parmi la première vague, un ancien parti communiste d'Europe de l'Est, le Parti socialiste hongrois, et le Parti d'observation M. Pierre Hain, qui devait être élu jeudi président de l'IS, a souligné la nécessité d'être «prudent et ferme» en matière d'adhésion à ces pays en raison d'une «confusion entretenue à l'Est entre le socialisme et la social-démocratie».

Une nouvelle formation politique, le Parti du congrès des mouvements démocratiques (KONAKOM), de gauche social-démocrate - qui n'avait qu'un seul d'observateur - a été officiel-

ment admise au sein de l'IS, a annoncé mercredi le responsable de la commission des affaires internationales du parti. Un parti politique haïtien, le Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA, socialiste), avait jusqu'à présent membre de l'IS.

Le FPI de Côte d'Ivoire et le FFS de Mali Hahmed, d'Algérie, ont rejoint l'IS à titre de membres consultatifs. Les anciens mouvements révolutionnaires en Amérique latine, qui avaient pratiqué la guérilla et qui se sont reconvertis dans la social-démocratie - les sandinistes et le M19 de Colombie - entrent comme observateurs.

M. Bettino Craxi a pris la parole mercredi devant le congrès. Il a invité les participants à continuer à défendre un socialisme ouvert à l'invention d'un «nouveau humanisme». Notre correspondant Henri de Bréson a précisé que M. Gorbatchev a ensuite ovationné par plusieurs milliers de Berlinois devant l'ancien hôtel de ville de Berlin-Est.

DÉFINITION NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

Les «révélation» de la télévision russe

Est-ce bien Adolf Hitler?

La télévision russe a diffusé, mardi 15 septembre, un film d'actualité montrant le cadavre d'un homme qui ressemblait à Adolf Hitler, que l'on disait avoir été tué après son échec. Le visage, la posture, le mouchoir, la corpulence et l'uniforme peuvent faire penser à la légende du chef nazi, surtout quelques secondes, lorsque la cour de la chancellerie à Berlin, les jambes recouvertes par une capote, entouré d'officiers soviétiques. La télévision n'a donné aucune indication sur la provenance du film, dont le réalisateur, interrogé, s'est refusé à révéler l'origine. L'émission fut interrompue à une minute du Führer entré par la porte et mort dans un camp.

Selon la version couramment admise, Hitler se serait suicidé le 30 avril 1945 en se tirant une balle dans la tête par son officier allemand. Mais un historien russe a affirmé en juillet que les cadavres avaient été incriminés par des officiers soviétiques (le renseignement : M. Lev Dikhtchik) prétendant que les nazis avaient enterré, au quai de la gare de Magdebourg, dans l'ex-RDA, mais en 1970, les corps de deux groupes nazis pour éviter que les groupes nazis ne soient exhumés à un point de rendez-vous. - (Reuters, AFP)

ALLEMAGNE : profanation d'un cimetière juif à Berlin. - Un grand cimetière juif de Berlin-Weissensee a été profané par des inconnus qui ont peint une croix gammée sur un de ses murs, a annoncé mercredi 16 septembre, la direction juive israélienne. A Berlin, à l'ouest de l'Allemagne, une bombe de dynamite artisanale a explosé sans faire de victimes dans un foyer pour étrangers. En outre, toujours dans l'ex-RDA, une opération de perquisitions a été effectuée dans des lieux néo-nazis. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

AZERBAÏDJAN : poursuite des bombardements aériens. - Dans la guerre arméno-azerbaïdjanaise pour le contrôle du Haut-Karabakh, un hélicoptère azerbaïdjanais a été abattu mercredi 16 septembre, alors que des avions azéris et des hélicoptères arméniens bombardaient les zones tenues par l'adversaire, a rapporté le service des deux parties. - (Tass)

Une soirée référendum pas comme les autres

3 MÉDIAS INTERNATIONAUX

pour

COMPRENDRE L'APRÈS-MAASTRICHT



LE MONDE diplomatique



RFI : pour aller plus loin avec ses spécialistes et son réseau de correspondants en Europe et dans le monde.

LE MONDE DIPLOMATIQUE : pour analyser les conséquences du référendum chez les Douze, à l'Est et dans les pays du Sud.

TV5 : pour animer les débats et les transmettre dans le monde : Afrique, Europe de l'Est et en France, sur le câble.

RFI ET LE MONDE DIPLOMATIQUE SUR LA CHAÎNE TV5

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE DE 19 H 30 à 23 H

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Le HCR confirme que l'avion humanitaire italien a été abattu par un missile

GENÈVE
de notre correspondante

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a confirmé, mercredi 10 septembre, que l'appareil italien transportant des réfugiés bosniaques a été abattu par un missile à guidage infrarouge, vraisemblablement du type SA-9 ou SA-16 ou une version améliorée d'un missile du type Stinger, armes qui sont toutes aisément transportables. Les débris de l'avion étaient disséminés sur une grande surface, et il est possible que l'appareil ait été touché par plusieurs missiles, d'autant plus que ses deux moteurs ont été atteints.

Pas plus que les auteurs du rapport établi par le gouvernement italien, le HCR n'avance d'indications quant aux responsables de la destruction de l'appareil qui avait interrompu le pont aérien humanitaire instauré le 3 juillet en coopération avec la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Le HCR attend les conclusions de l'enquête italienne et celles du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que de nouvelles garanties de sécurité de toutes les parties au conflit. S'il obtient satisfaction sur ce dernier point, le HCR espère pouvoir reprendre le pont aérien à la fin de cette semaine.

Première évacuation de prisonniers

Cependant, un avion russe, affrété à Zagreb par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a pu accomplir avec succès le 15 septembre une mission humanitaire : l'évacuation de soixante-huit prisonniers gravement blessés ou malades détenus par les forces serbes dans la région de Banja-Luka, au nord-est de la Bosnie, et qui ont été libérés pour être remis au délégué du CICR. Ces prisonniers, tous dans un état dramatique, au point que les membres du Volontariat russe n'ont

pu s'empêcher de pleurer, ont été transportés vers la Grande-Bretagne pour être hospitalisés et soignés. Les autorités britanniques ont fait savoir que leurs familles pourraient les rejoindre dès que possible.

Cette opération intervient deux semaines après la destruction à Londres qui stipulait que les

parties au conflit devaient libérer sans condition la totalité des civils détenus. Malheureusement, le CICR n'a toujours pas obtenu des factions en guerre des informations satisfaisantes sur les divers camps de détention ni les listes nominatives des personnes arbitrairement internées.

ISABELLE VICHNIAC

PROCHE-ORIENT

Aux pourparlers de Washington

Les négociateurs syriens évoquent l'attitude « sérieuse » d'Israël

Les participants aux pourparlers de paix à Washington soufflent le chaud et le froid, à mi-parcours de la sixième session de leurs travaux. Alors qu'entre les israéliens et les palestiniens le dialogue semble faire du sur place, le chef de la délégation syrienne, M. Mouaffik El Alai, qui jusqu'ici n'avait pas caché son mécontentement, a déclaré pour la première fois mardi 16 septembre que les pourparlers pourraient déboucher sur un document « acceptable pour les deux parties ». A la condition toutefois, a-t-il précisé, que « l'attitude d'Israël vis-à-vis de la Syrie soit sérieuse qu'elle l'est aujourd'hui » lorsqu'il s'agit de discuter du retrait du Golan. « Nous avons pu nous mettre d'accord d'une manière générale sur certains éléments », a-t-il ajouté, tout en soulignant qu'il restait encore plusieurs points importants en suspens.

Le chef de la délégation israélienne, M. Itamar Rabinovich, a indiqué que la « question territoriale » serait abordée dès jeudi 17 septembre et s'est déclaré satisfait par certaines réactions syriennes aux demandes israéliennes concernant la

« nature d'une paix future ». Il a estimé que les négociations ont été « très constructives ».

Avant que se poursuivent les pourparlers de Washington, le président syrien M. Hafez El Assad a effectué une visite imprévue en Egypte, où il a passé pendant près de six heures - dont deux en tête à tête - un entretien avec son homologue égyptien, M. Hosni Moubarak. Les deux chefs d'Etat ont estimé qu'il était nécessaire de régler « enfin et définitivement » l'impasse qui existait entre eux et ont affirmé leur détermination à surmonter les difficultés qui commencent à apparaître dans les pourparlers. A l'issue de la session, M. El Baz, l'Egyptien, a déclaré au chef de l'Etat syrien, M. El Assad, qu'il avait « constaté qu'un progrès tangible est toujours possible au cours des prochains mois », a-t-il ajouté. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a déclaré pour sa part à son retour en Israël en provenance d'Allemagne : « L'expression que dans un délai d'un an, Israël parviendra à un accord ou à des accords avec les parties arabes. » (AFP, Reuters)

La CSCE publie un rapport accablant pour les dirigeants des trois communautés bosniaques

Le Comité des hauts fonctionnaires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réuni mardi 16 septembre à Prague, a publié un rapport accablant pour les trois communautés bosniaques sur la détention en Bosnie-Herzégovine.

PRAGUE

de notre correspondant

« Je crois qu'une telle barbarie était inconnue de Hitler, ce n'est pas le cas », a déclaré à la presse M. Kenneth Blackwell, représentant américain au Comité des droits de l'homme de l'ONU et coauteur du rapport de la mission d'enquête de la CSCE en Bosnie-Herzégovine. Dirigée par le Britannique Sir John Thompson et M. Blackwell, cette mission a été réalisée entre le 29 août et le 4 septembre ; elle s'est rendue dans une vingtaine de camps et centres de détention, essentiellement en Bosnie-Herzégovine.

Selon M. Blackwell, les mêmes mauvais traitements, les mêmes conditions de vie déplorables et la sous-alimentation ont été constatés dans tous les camps, qu'ils soient tenus par des Croates ou des musulmans. Néanmoins, les camps musulmans par les Serbes sont les plus nombreux, la grande majorité des prisonniers musulmans, les détenus croates étant plus rares.

Le rapport de la CSCE indique que la plupart des prisonniers sont des civils de tous âges, hommes, femmes et enfants, qui ont été chassés de leur foyer. La mission n'a par contre presque pas rencontré de prisonniers de guerre ayant pris une part active aux combats. « Il est très vraisemblable que beaucoup aient été exécutés, comme l'affirment de nombreux témoignages », a estimé M. Blackwell. Il considère également probable l'existence de « camps privés » tenus par des groupes incontrôlés. Dans certains cas, ce seraient des villages ou des quartiers entiers qui fonctionneraient

comme camps de détention, les habitants, isolés du monde et persécutés par les autorités de la communauté majoritaire, ne pouvant quitter les lieux.

Selon M. Blackwell, les camps sont un élément fondamental de la politique de « nettoyage ethnique ». Ils ne relèvent pas de la seule initiative des chefs militaires, mais sont proclamés par les dirigeants bosniaques, serbes ou croates, d'ailleurs contredits par les autorités des camps, qui déclarent : « appliquer les ordres ». « Les leaders politiques contrôlent leurs structures militaires et administratives »,

les éléments incontrôlés sont nombreux, affirme le rapport, qui condamne les trois parties en conflit pour leur non-respect de leurs engagements pris le 12 mai 1992 sur le traitement des prisonniers et les populations civiles.

Le rapport, dont les recommandations rejoignent celles de M. Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial de l'ONU, appelle une présence permanente de la CSCE en Bosnie-Herzégovine et encourage l'organisation d'autres missions humanitaires.

MARTIN PLICHTA

MM. David Owen et Cyrus Vance misent sur l'« attitude positive » du gouvernement de Belgrade

S'adressant à la presse, mercredi 16 septembre, à deux jours des pourparlers sur la Bosnie-Herzégovine à Genève, les deux coprésidents de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, M. Cyrus Vance (pour l'ONU) et Lord Owen (pour la CSCE), se sont félicités de l'« attitude positive » du gouvernement de la nouvelle Yougoslavie de M. Milan Pavic. Lord Owen a notamment mis au crédit de M. Pavic le fait qu'il ait accepté la présence d'observateurs sur les aéroports de Belgrade et du Monténégro et qu'il jure cette présence souhaitable sur les aéroports de Bosnie-Herzégovine.

MM. Vance et Owen ont indiqué qu'une éventuelle exclusion ou suspension de la nouvelle Yougoslavie des instances de l'ONU « n'affecterait pas la conférence ». « Nous devons avoir toutes les parties nécessaires à la table de négociations », a déclaré M. Vance.

Des représentants de Belgrade et de Zagreb devaient participer, mardi 15 septembre, au début des travaux du groupe sur la Bosnie-Herzégovine avec les représentants des trois communautés en guerre de cette République : le ministre musulman

des affaires étrangères, M. Silajdzic, le dirigeant des Serbes, M. Radovan Karadzic, et M. Boban, pour les Croates. Il sera question du degré de coopération dont dispose Belgrade sur les Serbes de Bosnie et Karadzic sur ses partisans, à propos duquel M. Vance a émis des « doutes ».

MM. Vance et Owen ont rappelé qu'il appartenait au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, M. Hassan Ogata, de décider quand reprendra le pont humanitaire de Sarajevo, interrompu le 11 septembre. (AFP)

Les Serbes de Bosnie favorables au rattachement à Belgrade. - Le Parlement de la « République serbe » de Bosnie (auto-proclamée) a prononcé, mercredi 16 septembre, pour le rattachement à la nouvelle Yougoslavie (Serbie-Monténégro). Il a invité les autorités de Sarajevo à déclarer un cessez-le-feu et à négocier une « délimitation concertée » des frontières. Les forces serbes occupent actuellement environ les deux tiers du territoire de la République de Bosnie-Herzégovine. (AFP)



a/ Sachant que la BNP est, en France, la première banque des entreprises;

b/ Sachant qu'un PEA est un plan d'épargne en actions d'entreprises;

Quelle banque allez-vous choisir pour votre PEA ?

EQUATION, LE PEA BNP.

Pour savoir dans quelle banque choisir un PEA, il suffit d'avoir un esprit logique. Première banque en France des entreprises, la BNP a mis à profit sa connaissance des marchés boursiers pour créer

gamme de PEA : EQUATION. Avec quatre formules, Liberté, Variété, Sécurité et Sérénité, EQUATION répond à vos besoins en matière d'épargne. Renseignez-vous dans votre agence ou 3614 BNP.



TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

JUSTICE

Après l'échec des discussions

La chancellerie prend de nouvelles sanctions contre les surveillants de prison en grève

Après l'échec et la confusion de la journée de discussions mardi, la chancellerie a pris, mercredi 16 septembre, de nouvelles sanctions contre les surveillants de prison en grève. Des lettres de mise en demeure leur demandant de reprendre leur travail dans un délai de deux heures ont été adressées dans la journée aux personnels pénitentiaires.

A l'issue du fax fixé par la chancellerie, quarante-cinq agents qui n'avaient repris leur travail ont été frappés d'une exclusion temporaire d'un an. Ces sanctions s'ajoutent aux trente-neuf exclus temporaires de trois mois prononcées dimanche, à la veille de l'enterrement du surveillant

Clairvaux. Selon le ministère de la justice, ces mises en demeure ont produit les effets suivants : mercredi 16 septembre, 100 surveillants étaient présents, contre 127 mardi soir et 140 mercredi matin. Quant aux lettres de mise en demeure, elles assuraient totalement le travail des surveillants présents au lieu de 72 mardi.

Ces deux lieux ont été contestés par les syndicats, qui ont déposé des recours. Les chiffres des différents lieux étaient : Clairvaux, 144 surveillants étaient présents par le mouvement mercredi. Pour la première fois depuis le début du conflit, les cinq syndicats des personnels pénitentiaires se sont mis d'accord pour exiger la levée immédiate de toutes les sanctions, y compris les exclusions temporaires, avant la reprise du dialogue. Dans un communiqué, l'Union nationale autonome pénitentiaire (UNAP),

35,3 % des voix, l'UGSP-CGT (11,55 %), l'Union des syndicats pénitentiaires (10,8 %) et la CFDT (3,3 %) les syndicats estiment qu'il est « capital de nous unifier » en concluant : « Qui pourrait sanctionner des centaines de fonctionnaires pénitentiaires ? Qui pourrait se permettre de refuser de porter remède aux maux de la pénitencière ? »

Les policiers appelés à « rentrer dans l'action »

Les mouvements de détenus ont été poursuivis mercredi 16 septembre. Parfois de parloir, de messagerie, de dortoir, de cuisine, depuis l'admission de Clairvaux, certains n'ont quasiment pas quitté leur cellule depuis cinq jours. Dans les établissements où le mouvement a été suivi, le courrier

n'est pas distribué et les cantines, ces systèmes qui permettent aux détenus de s'approvisionner en cigarettes, en papier à lettres ou en nourriture, ne fonctionnent plus. Dans un communiqué, la Fédération des associations réflexion-action prison et justice (FARAPJ), qui a « compris l'émotion des personnels, s'inquiète des formes du mouvement de protestation : « L'absence de la population pénale et les familles de détenus ne doivent en aucun cas subir d'atteintes à leurs droits fondamentaux ».

Le mouvement commence également à perturber le fonctionnement de l'institution judiciaire : dans certains endroits, depuis le début de la semaine, les juges d'instruction ne peuvent pas entendre les inculpés et les débats ne peuvent pas comparaitre devant les tribunaux. L'ordre des avocats de Paris a ainsi souligné qu'aucun mouvement de protestation, « aussi légitime soit-il », ne doit justifier des atteintes intolérables aux libertés en empêchant la sortie de prison des condamnés ayant accompli leur peine ou les prévenus remis en liberté par décision judiciaire, en prolongeant les détentions provisoires par l'arrêt des instructions et procédures en cours, et en entravant l'exercice des droits de la défense, les avocats ne pouvant s'entretenir avec leurs clients. A Grenoble, l'hôtel de police a été transformé en commissariat remplissant ses fonctions à Saint-Etienne.

Certains syndicats de policiers ont protesté contre le recours, dans les prisons, aux forces de l'ordre. Le secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, 52,2 %), M. Richard Gerbain, a lancé mercredi un appel à la négociation en affirmant, craignant une « escalade » du mouvement au sein de la police. Pour sa part, l'Union des syndicats catégoriels de la police (USCP, 29,5 %) a décidé d'« entrer dans l'action » aux côtés des surveillants de prison afin de « contraindre le gouvernement à prendre ses responsabilités ».

ANNE CHEMIN

FAITS DIVERS

L'accident ferroviaire près de Lyon

Le train Corail aurait franchi un feu rouge avant de percuter un convoi de marchandises

LYON

de notre bureau régional

Une collision entre un train de voyageurs et un train de marchandises roulant dans le même sens sur la ligne de Curis-au-Mont-d'Or (Rhône) a fait un mort et un blessé, mercredi 16 septembre. De 14 h 15 à 15 h, la locomotive du train Corail, les pompiers ont extrait son conducteur, tué sur le coup.

Le ministre des transports, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé sur place la création d'une commission d'enquête confiée à un ingénieur de son ministère, M. René Waldman, dont les conclusions seront publiées « d'ici un mois ».

Cette commission s'ajoute aux travaux de l'enquête judiciaire menée par le parquet de Lyon et deux commissions internes de la SNCF.

Leurs travaux s'appuieront sur les déclarations des témoins, dont le conducteur du train de marchandises, et surtout sur les bandes d'enregistrement des conditions de conduite, saisies moins d'une heure après le choc par la justice.

Dans une fourgonnette de la gendarmerie, et sous contrôle, un technicien de la SNCF a pu, dans les minutes qui ont suivi la saisie des bandes, se livrer à une première analyse de leur contenu.

Ses conclusions ainsi que les déclarations du chauffeur du train de marchandises ont donné lieu, sur place, à un premier rapport oral à M. Jacques Fourrier, président de la SNCF. Le conducteur du train de marchandises aurait déclaré avoir obtenu le feu rouge à 100 km/h, le feu orange à 120 km/h.

La procédure de réexamen de l'accident a conduit en fait à un arrêt un peu tardif : avant le choc, le train de marchandises était en train de repartir, à 100 km/h, lorsqu'il a été violemment heurté par le Corail.

La boîte noire du Corail indiquait que le train circulait à 80 km/h lors du choc, alors que

d'après les premiers relevés, les deux signaux précédents étaient à feu orange. Autrement dit, après un feu orange nécessitant un ralentissement, le Corail aurait franchi un feu rouge obligatoire à 120 km/h. La boîte noire indiquait que le Corail arrivait à environ 135 km/h sur le feu orange. Un premier ralentissement le ramenait à 120 km/h, mais, en dépit d'un nouveau freinage énergique en vue du feu rouge au kilomètre 493, il venait heurter 700 mètres plus loin, le train de marchandises.

ROBERT MARMOZ

A l'aéroport de Marignane

Arrestation d'un chef présumé de la Mafia calabraise

L'un des chefs présumés de la Mafia calabraise, Dominico Libri, a été arrêté, mercredi 16 septembre, à l'aéroport de Marseille-Mari-gnane (Bouches-du-Rhône). Il se trouvait d'un avion en provenance de Paris. Ce « parrain », âgé de cinquante-huit ans, a été interpellé par des inspecteurs du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Marseille et des hommes des renseignements généraux marseillais et parisiens.

Originaire de Reggio-de-Calabre (sud de l'Italie), il fait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt internationaux pour association de malfaiteurs et meurtres. Il avait disparu en 1989 après avoir échappé à une tentative d'arrestation dans le cadre de la lutte que se livrent plusieurs unités de la « Ndrangheta », la Mafia calabraise. Cette « guerre des familles » avait été fatale à plusieurs de ses proches, dont un de ses fils, Dominico Libri, installé sous une fausse identité dans la région de Marseille. Il a été localisé à la suite d'une enquête menée en collaboration entre la police française et la Sids, un service privé italien qui concourt à la lutte contre la Mafia.

La misère de « Madame Claude »

Derrière des barreaux rouillés, un vieillard d'origine marocaine, le visage marqué par les souffrances, se tient dans la 10^e chambre correctionnelle de Paris. D'ordinaire, c'est dans l'audience que les juges de cette juridiction spécialisée dans la proximité de la rue et du trafic de stupéfiants des femmes un peu trop faciles ou de jeunes toxicomanes au visage hâlé. Mais l'audience du mercredi 16 septembre est notamment consacrée à M^{me} Fernande Grudet, 45 ans, qui répond du délit de « proxénétisme aggravé ». Derrière ce nom se cache un prénom sur une légende : « Madame Claude ».

Le procureur Michel Deshayes, en termes glacés des circonstances pour l'acte, parle d'une « prostitution » et d'une « exploitation » d'une époque où « Madame Claude » offrait les services de

sa fille dans la rue. Mais il évoque une autre misère. Celle de la prostitution, thème de la zone, dans laquelle, aussi, M^{me} Fernande Grudet a été prise. Elle a été condamnée à 10 000 F pour une « prostitution » et à 25 F pour « Madame ». Et son fils, Michel Grudet, 25 ans, a été condamné à 10 000 F pour une « prostitution » et à 25 F pour « Madame ». Et son fils, Michel Grudet, 25 ans, a été condamné à 10 000 F pour une « prostitution » et à 25 F pour « Madame ».

M^{me} « Madame Claude » n'est pas riche. D'ailleurs, elle n'a rien de plus que son argent et son compte en banque en France où l'étranger sont au nom d'un fils qui lui rendent visite.

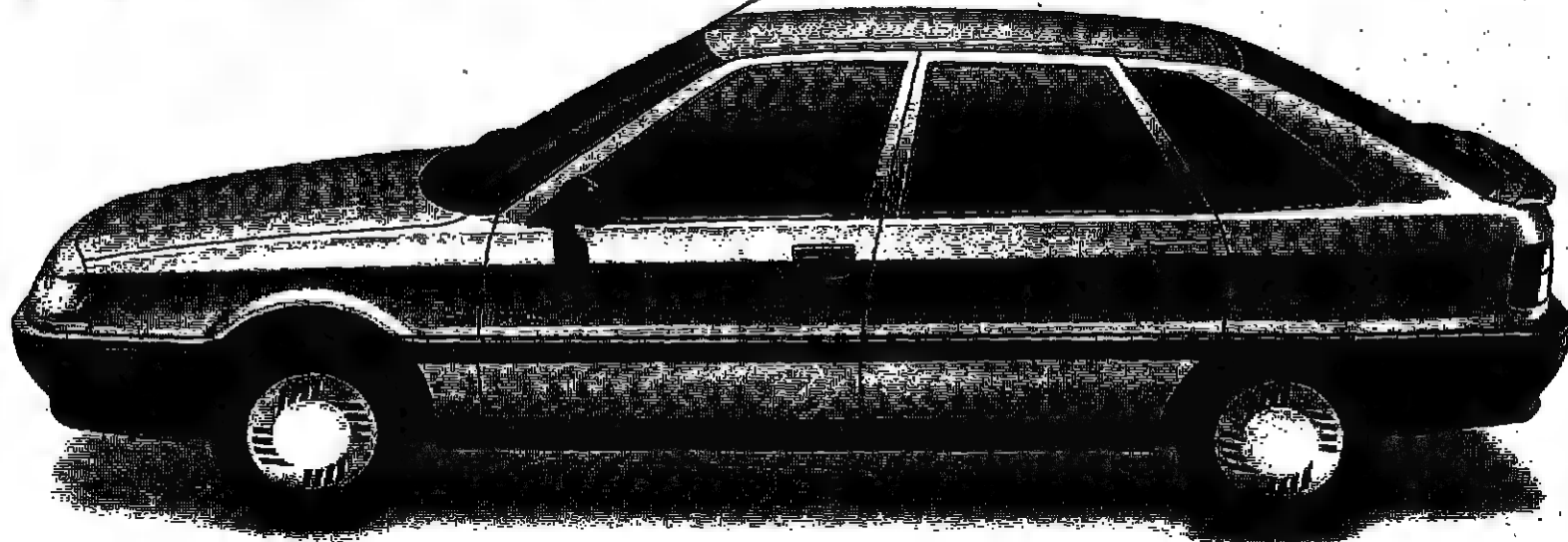
Cette misère, le procureur Etienne Apey n'y voit pas. « De l'argent, elle en a », dit-il.

magistret. Mais il évoque une autre misère. Celle de la prostitution, thème de la zone, dans laquelle, aussi, M^{me} Fernande Grudet a été prise. Elle a été condamnée à 10 000 F pour une « prostitution » et à 25 F pour « Madame ». Et son fils, Michel Grudet, 25 ans, a été condamné à 10 000 F pour une « prostitution » et à 25 F pour « Madame ».

MAURICE PEYROT

Renault 21 Prima, pour 88 900 F repartez avec 95 Ch. Une grande routière ne voit jamais petit.

Nouvelle motorisation 95 ch
Injection multipoint.



Un moteur 95 Ch., une boîte 5 vitesses, 5 portes et, en série : l'auto-radio stéréo à affichage digital, la nouvelle sellerie velours, les appuie-tête avant réglables en hauteur, les rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur. Avouez que pour une grande routière, nous n'avons pas vu petit. Modèle présenté : Renault 21 Prima

à partir de 88 900 F. Motorisations répondant aux normes de pollution CEE 93. Consommation (l/100 km) : 5,5 à 90 km/h, 7,1 à 120 km/h et 9,9 en cycle urbain. Existe également en version Diesel à partir de 98 000 F. Tarif au 01/09/92 A.M. 93. Garantie anticorrosion Renault 6 ans. Discutez votre financement. Renault présente GILF



RENAULT 21 PRIMA SERIE SPECIALE

LETO 1995							SEPTEMBER 18 SEPTEMBER 1995							
3	12	23	24	36	44	5								
Number of people: 38							points: 450							
6	9	18	27	30	33	39	1230	985	F					
6	9	18	27	30	33	39	57	680	F					
6	9	18	27	30	33	39	4	850	F					
6	9	18	27	30	33	39	71	865	F					
6	9	18	27	30	33	39	1300	990	F					
20X36														
14	21	23	24	36	44	13								
Number of people: 26							points: 1100							
6	9	18	27	30	33	39	8	878	860	F				
6	9	18	27	30	33	39	85	100	F					
6	9	18	27	30	33	39	8	880	F					
6	9	18	27	30	33	39	85	875	F					
6	9	18	27	30	33	39	85	875	F					

CULTURE

CINÉMA

Dernières nouvelles d'un monde en convulsion

Entre truculence méditerranéenne et frénésie d'Europe centrale
la Roumanie à l'heure de Ceausescu vécue par le réalisateur Lucian Pintillé

LE CHÊNE

de Lucian Pintillé

Un homme, vieil apparatchik, vient de mourir. Sa fille (Maia Morgenstern) le veille en fumant, en buvant, en regardant les images du temps de gloire. L'appartement donne l'impression de n'avoir vu ni le jour ni un balai depuis des années. Pour obéir aux dernières volontés de son père, Nela veut léguer son corps à la science, mais l'hôpital rien ne marche, on ne peut pas se débarrasser. Elle s'est vu en province une éducatrice, un médecin (Razvan Vasilescu) anticommuniste qu'elle, elle, d'autres gens hauts en leur, brailards et débrouillards, elle suite d'instincts férocement picaresques. C'est la fin d'un empire, les derniers jours du régime Ceausescu, les masques imbeciles, la confusion démente, les frénésies désespérées, les rêves qui tentent de surmonter, dans les rues pathétiques.

Un monde de folie - totalement - souffre le film de Lucian Pintillé, *Le Chêne*, d'après un roman de Ion Balescu, qui se présente comme un roman de la décadence, malgré une qui n'a rien à voir avec la pauvreté. Pintillé ne règle pas ses comptes avec son pays, d'où il a parti pendant dix-huit ans. En Roumanie, il a vu, lucide, dénoncé, il le raconte. « Pendant dix-huit ans, au Chêne, je n'ai

attendu qu'une chose : revenir en Roumanie. J'aurais pu le faire car j'étais un exilé privilégié, j'avais gardé mon statut. Mais il m'était impossible de travailler dans des conditions normales. Dans mon retour, j'ai été directeur du studio de la création au ministère de la culture, avec une subvention de 10 millions, qui m'a permis de produire - coproduire, naturellement - trois ou quatre films. J'ai solennellement déclaré que je ne faisais aucune déclaration. On avait trop parlé. Pourtant, les derniers jours, j'ai dénoncé le régime Ceausescu, la catastrophe que je me suis vu obligé d'imposer devant moi. J'ai dénoncé la façon dont le régime nous.

« Refuser de tout accepter »

Si nous manquons ce train, nous serons perdus pour longtemps. Or - je dois le constater - l'intense émotion que je ressens dans le Chêne est toujours là. Elle est devenue une stratégie, pratique, ceux qui sont méthodiquement organisés le savent. C'est le monde à l'envers. La confusion existe, l'esprit des Roumains, elle est le produit de leur situation politique. Mais je ne sais pas si c'est une technique précoce pour prolonger la situation actuelle et se maintenir au pouvoir. En diffusant le procès des Ceau-



Razvan Vasilescu et Maia Morgenstern

scus, ils ont été tous montrés, un couple qui s'aimait. « Notre enfant est normal, je le tiens de mes propres mains » dit-il. Il refuse de tout accepter, y compris le fait que son fils soit un enfant pris en otage. Je suis parti d'un fait réel, que j'ai interprété - en réalité il n'y avait pas que la Roumanie, j'ai envoyé mes assistants interroger les

survivants, et un an après la chute de Ceausescu, ils ont été encore montrés comme « normale ». Je suis certain qu'à présent ils n'ont plus la même opinion, mais c'est dire à quel point l'esprit d'obéissance et de discipline était ancré en eux.

La Roumanie a été l'ordre communiste partout existé en dépit des différences biologiques et culturelles - après tout, nous

sommes latins, méditerranéens. Je ne savais pas que ce serait si long de redevenir ce que nous sommes. La scène de beuverie chez le popo de campagne, quand tous seignent de ne pas savoir que deux agents de la Securitate sont là - à ce moment, tout juste des braves types qui font leur métier tranquillement, et cherchent comme tout le monde à rapporter quelque nourriture de la campagne - prouve une complicité collective.

« L'humour était un bouclier »

Les personnages, en particulier le médecin, démontrent l'angoisse dans un humour macabre. Je pose la question : est-ce que cette faculté de dérision ne serait pas un bouclier vulnérable, quelque chose qui nous amène à tout relativiser, à minimiser, tout mettre au même plan, c'est-à-dire nous amène à la confusion ? Sans doute pendant le règne de Ceausescu, l'humour était un bouclier solide, d'ailleurs il n'y avait pas d'autre. Mais après la chute de Ceausescu, le bloc communiste a été dissout, et les mêmes personnages, et j'ai rompu le silence aujourd'hui, c'est pour réclamer un peu de gravité, pour dire que si le temps de la Roumanie est fini, nous devons aussi changer.

J'ai compris quelque chose en 1972 quand le gouvernement a interdit ma scène du *Ravine de Gogol* - c'était ma première œuvre interdite. J'ai voulu faire la grève de la faim, ce qui n'était pas courant chez nous à l'époque.

Elle a duré trois heures parce qu'ils ont voulu de ma représentation sans toucher à ma mise en scène. Une seule, mais ils avaient reculé, avaient révélé leur faiblesse. Nela, l'héroïne du mon film, est fille d'apparatchik, elle est tous connus dans leur intimité la plus misérable. Ils la dominaient mais ne lui font pas peur.

Si je tiens à revenir en Roumanie, c'est pour retrouver ma famille. J'ai travaillé avec une équipe de jeunes formidables, mais j'ai augmenté systématiquement leurs salaires quand ils étaient quelque chose d'important. Ils n'étaient pas habitués. Pour eux, plus que de l'argent, c'était la reconnaissance de leurs qualités, la preuve qu'ils étaient appréciés. L'argent prenait une valeur morale. Si j'avais voulu ne pas comprendre que le système capitaliste n'interdit pas de subventionner la culture, les gens comme Serban ou Ciulei, qui sont revenus à faire le public au théâtre, vont se faire de plus en plus rares, et les jeunes vont partir. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis révolté. Je n'ai pas cette attitude, cette pensée bestiale à propos des artistes. Je retourne à Bucarest où, pour la première fois de ma vie, je vais voter.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

L'impolitesse du désespoir

Plongée dans le noir enfer des souffrances infantiles

LEOLO

de Jean-Claude Lauzon

L'enfance selon Jean-Claude Lauzon développe l'image apocalyptique de la famille Lozeau, de sa décadence, doublée par la pauvreté et la folie. Le père, les enfants, vont se venger entre eux, maison et l'hôpital psychiatrique. Seuls restent fixes, la mère (interprétée par la chanteuse Ginette Reno) accrochée au bon sens, aux tâches quotidiennes, qui ne peut que limiter les dégâts, rendre supportable l'insupportable, et Fernand, le grand frère curieuse, protégé du monde extérieur par son incommensurable bêtise.

Pour arriver à l'échapper, il faut aller à Leolo : la lecture et l'écriture qui font irruption par hasard dans l'appartement. Leolo se met à noircir le cahier, s'invente un amour avec une voisine italienne, la source du malheur de la famille, écrit à trouver dans la folie de son grand-père (Julien Guzmán, seul comédien professionnel de la distribution).

Pour que la décadence de cette enfance, Jean-Claude Lauzon s'est imposé une méthode très particulière : le film est découpé en

scènes séparées par de longs fondus au noir. La bande-son est occupée par une voix off et par la musique, assemblage de rock (Tom Waits, les Rolling Stones), de musiques religieuses de l'Orient (pour Marie Kazroux ou Nusrat Fateh Ali Khan) et de compositions originales. Les acteurs n'ont pas droit au texte ni au jeu. Ils parlent à peine, ils ont dit à son cahier, mais ne sont que des souvenirs que seule la mémoire de Lauzon met en mouvement.

L'attachement qui se forme entre spectateurs et comédiens passe à la trappe et l'horreur des situations n'est tempérée que par la musique, par la photographie, chaleureuse, un peu esthétisante et par l'intervention d'un personnage baptisé « dompteur ».

THOMAS SOTINEL

L'inconnue dans la maison

Deux filles pour un suspense hitchcockien

J. F. PARTAGLIA

APPARTÈMENT

de Barbet Schroeder

Un monde new-yorkais immense, comme un monde à lui tout seul, avec de gigantesques couloirs, des labryrins de caves, de parkings et de bureaux en sous-sol, l'Ansonia. Dans un des grands appartements, une jeune femme, compositrice de cheveux roux et courts, d'énergie moderne et de l'Allie. Elle, qui vient de vivre son fiancé, coupable d'un retour de la mort, pour une seule que le domicile est. Elle passe donc l'annonce qui donne son nom au film. Arrive Hedy.

Les scènes d'exposition suffisent presque toujours à nous faire connaître l'histoire, la manière dont elle sera racontée. Ici, déjà, passés cinq premières minutes du film de Schroeder, que ce sera rapide et léger, efficace, à l'indicateur des codes solidement établis du cinéma de suspense.

Hedy, donc, n'a guère que l'âge de commun avec Allie. Brune, assez mal attirée, aussi forme de caractère

que la rouille est incertaine, aussi paumée dans l'existence que l'autre est déterminée à réussir, elle s'installe, s'impose, dans la cuisine, dans et reçoit des cadeaux, devient vite plus qu'une colocataire, une amie, une complice, la « fille » d'Allie. Le ressort du suspense est la rivalité dont s'interrompt l'histoire, tourne à l'angoisse, puis au drame.

Hedy révèle dissimulatrice, mentant une double. Elle pousse l'imitation à la copie vers un d'identification, un appareillage des psychiques nés d'un traumatisme d'apparence. Pareille histoire alimentant volontiers des méditations sur le thème du double, de l'impossible unité du Moi. Elle appellera les références cinématographiques, *Vertigo* et *Persona* en tête, et les gloires sur l'écran.

Le grand mérite de Barbet Schroeder, cinéaste européen qui n'est pas tombé de la dernière pluie psychanalytique (il est, entre autres, l'auteur de *Méduse*) et qui, ancien des Cahiers et vétéran de la Nouvelle Vague, connaît ses références sur le bout des doigts, est d'utiliser tout cet arrière-plan sans s'y embourber.

Après la réussite du *Mystère von Sadow* il y a deux ans, il triomphe de cette nouvelle expérience américaine en jouant à fond les règles du film de genre.

Des premiers glissements intriqués à l'affrontement final entre ses deux héroïnes - remarquablement interprétées par Jennifer Jason Leigh et Bridget Fonda (le Monde du 3 septembre) - sa mise en scène trouve à chaque scène, à chaque passage obligé d'une intrigue « classique », une solution élégante, qui évite les facilités spectaculaires et l'insistance explicative. Résultat : un bel exercice de virtuosité au service d'un excellent moment de distraction pimentée d'une once de saine misanthropie. Ainsi, après les lourdes manipulations des épigones d'Hitchcock dont nous fumes rassasiés (*Basic Instinct*, *Sang chaud* pour meurtre de sang-froid, *Dead Again*...) ou serons abruties (*Raising Cain*, le nouveau De Palma), J. F. Partaglia apparaît fait figure d'unique héritier d'Alfred Hitchcock.

JEAN-MICHEL FRODON

Tourisme vers l'Ouest

HORIZONS LOINTAINS

de Ron Howard

Irlande, 1892. Joseph Donnelly (Tom Cruise), jeune paysan illettré et vagabond, se fait une vieillesse à la figure en voulant tuer le grand propriétaire responsable de la ruine et de la mort de son père. Tandis qu'on le soigne au château, Shannon (Nicole Kidman), la fille de la maison, refuse ses attents virils. Fort impressionnée, elle abandonne son fiancé et ses parents, embarque pour l'Amérique avec Joseph, qu'elle a enlevé pour lui servir de domestique. Selon Shannon, il est facile de trouver des terres en Oklahoma. A Boston, il lui faut déchanter. Elle partage châtiment une chambre misérable dans un bordel avec Joseph, plume. L'argent des matches de boxe crapuleux, devient un champion prétentieux, se fait séduire par un vireux malpropre. Plus de différences sociales : les tourtereaux unis par la misère noire glissent dans la neige. On est encore bien loin de la fin du film qui, lui, affiche un budget de nouveau riche.

Il paraît qu'il a fallu huit ans pour écrire le scénario truffé d'intrigues et de tordues, et de « romances » se note dans l'ou de rose et les hypocrisies victorienne. Ron Howard

copie l'Irlande de John Ford et de la *Fille de Ryan*, les bagarres à la Stallone, les westerns d'un peu tout le monde, spécialement d'Anthony Mann pour la grande course de la distribution des terres en Oklahoma. Tom Cruise a deux ou trois expressions pour servir et se faire circuler. Kidman est et potelée. Ils s'embrassent et tournent de *Jours de tonnerre* : ils se sont mariés en décembre 1990. *Horizons lointains*, en somme, leur voyage de noces.

JACQUES SICLER

Barcelone vers de Marseille. - La Maison méditerranéenne de l'image poursuit son travail d'étude thématique sur les grandes cités du pourtour de la mer intérieure. Après Athènes, elle organise une série de projections de films de fiction et de documentaires, et un cycle de conférences, consacrés à Barcelone, des années 20 aux Jeux olympiques. Parmi les films retenus, dont une grande partie sont inédits en France, une rétrospective du sulfureux Bigas Luna (*Caniche*, *Lola*, *Angoisse*) et la découverte du jeune catalan Manuel Huerga.

Jusqu'au 29 septembre à la Maison méditerranéenne de l'image, Centre de la Vieillesse, Marseille (2^e). Tél. : 91-56-08-09.

MUSIQUE

Nomination à l'Opéra de Paris

Sur proposition de M. Pierre président de l'Opéra de Paris, à M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation, M. Jean-Paul Chazal, quarante-cinq ans, inspecteur général des finances, succède à M. Philippe Belaval, au poste de directeur général de l'Opéra de Paris. Cette nomination intervient quelques jours après celle de M. Jean-Marie Blanchard à l'Opéra-Bastille et celle de M. Brigitte Lefèvre à l'Opéra-Carlier (le Monde du 10 septembre).

M. Bergé a confié la mission suivante à M. Chazal : « Les activités lyriques et chorégraphiques gérées par M. Jean-Marie Blanchard, M. Brigitte Lefèvre, M. Jean-Paul Chazal, Patrick Dupond, M. Chazal devront également organiser des conventions collectives interrégionales au lendemain de la fin de la Seville (le Monde du 7 août), nouvelle affectation à M. François Hirsch, qui occupait le poste d'administrateur général de l'Opéra à Paris supprimé avec

nomination de Jean-Marie Blanchard et Brigitte Lefèvre, n'est toujours pas connue.

A. L.

[Né le 29 janvier 1947, à Paris, Jean-Paul Chazal est premier prix du concours général d'économie (1966), diplômé de l'Institut d'études politiques de l'université de Chicago. Il a travaillé (1970-1972), inspecteur des finances (1972-1976), chargé de mission au ministère général de comité interministériel des questions de coopération technique au cabinet du ministre des affaires étrangères (1976-1981), inspecteur général des finances (1981-1982), du Trésor (1982-1984), chargé de mission, et développement, puis directeur de l'Institut de l'économie et du développement, puis directeur du cabinet du ministre des affaires européennes (1984-1986), secrétaire général de l'inspection des finances (1986-1987), chargé, par le ministère de la culture, d'une mission de réflexion sur la

THÉÂTRE

Elle et lui

LES PETITS MARTEAUX

de la Cartoucherie

Théâtre de la Tempête

« Pourquoi tu me regardes comme ça ? » Ainsi commence le rituel des disputes entre Léo et Jeanne. Les deux jeunes, pas vains, pas pauvres et ils s'aiment. C'est peut-être justement cela qui les perturbe : l'amour. Parce que c'est une notion qui n'entre pas dans la logique de la vie, ils voudraient comprendre mais n'ont pas les codes d'analyse. Alors ils tournent autour de l'amour, lui donnent des petits coups de griffe - des petits coups de marteau - pour en tester la solidité, se font mal, et quand ils souffrent trop, d'une souffrance qu'ils ne savent pas décrire, ils se laissent aller à la passion, et même à la tendresse, comme des enfants gâtés.

Gilles Cohen a écrit et mis en scène les *Petits Marteaux* : un mariage à la fois puéril et incisif, dont la désinvolture un peu rétrograde fait penser à la Nouvelle Vague.

Vague. Le piano (tenu par Jean-François Boleaud) qui rythme et commente les disputes, le décor de Julia Martweiller, qui rassemble différents lieux - un pont en dos de chat, une grille de jardin, quelques fleurs rouges en pot, des maisons miniatures perchées sur une galerie, entre Lego et jeu de l'oie - accusent le parti pris d'enfance ambigu. Carrément cruel par moments : ce jeune couple a peur de lui-même en tant que couple, ce garçon et cette fille ont peur l'un de l'autre, ont peur de se regarder, ont peur de cet âge adulte qui les menace. Ne seraient-ils pas capables de meurtre pour se débarrasser de toutes ces angoisses ennuieuses ?

Mais Gilles Cohen ne dérape pas dans le drame. Lionel Abelenki et Marie Corbucci vibrent avec grâce autour, le trépidant sans s'y brûler vraiment. Le spectacle reste ce qu'il est : un divertissement tout en charme léger.

C. G.

Jusqu'au 15 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-38.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

هكذا من لامل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La querelle franco-américaine sur la découverte du virus du sida

Les Etats-Unis refusent un accord à l'amiable avec l'Institut Pasteur

La polémique opposant l'Institut Pasteur de Paris à l'Institut national de la santé américaine (NIH) à propos de la répartition des bénéfices provenant de la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida s'est poursuivie. Lors d'une réunion qui avait lieu, le 16 septembre, au NIH (Maryland), les représentants du gouvernement américain siégeant à la Fondation franco-américaine sur le sida (charité de gestion des fonds) ont refusé une proposition de l'Institut Pasteur visant à accorder à ce dernier 75 % des royalties (les 25 % restant en vertu de l'accord signé le 30 mars 1987 par l'Institut Pasteur et le Département of Health and Human Services (HHS), attribués à un fonds spécial chargé de lutter contre le sida).

apparaître que le virus du sida découvert dans le laboratoire du professeur Luc Montagnier (Institut national du cancer) n'est autre que le virus découvert quelques mois auparavant à l'Institut Pasteur de Paris par l'équipe du professeur Luc Montagnier, il était fondé à réclamer une nouvelle répartition des bénéfices en faveur des chercheurs français (jusqu'à présent, les royalties sont partagées pour moitié entre les équipes des deux instituts).

Dans un communiqué publié mercredi 16 septembre, l'Institut Pasteur « regrette » le refus persistant de l'Institut américain de prendre une décision, à la suite de l'avis du docteur Gallo qui a déclaré avoir utilisé le virus qu'il avait reçu de l'Institut Pasteur pour mettre au point un test de dépistage du sida. Selon l'Institut Pasteur, la solution qui a été écrite par les Américains, mais d'« éviter un litige international massif et prolongé ». Malheureusement, ajoute le communiqué, le refus du gouvernement américain,

serait-ce que d'examiner notre proposition, va nécessairement nous forcer à faire appel à d'autres instances ».

Il y a quelques jours, M. Hubert Corien, ministre de la recherche et de l'espace avait estimé que dans une telle situation, il serait « de faire l'économie d'un procès ».

Quelques semaines avant la présidentielle, l'attitude adoptée par les Américains était prévisible. Il n'en demeure pas moins qu'à force de refuser d'admettre ce qui est aujourd'hui devenu une évidence, le gouvernement américain fragilise de plus en plus sa position. Ainsi le professeur Joas Salik, l'un des deux découvreurs du vaccin contre la polio, et l'un des plus grands artisans de l'accord de 1987, a-t-il, dans une lettre adressée le 14 septembre au NIH, réitéré son soutien à la position américaine à la santé. M. Louis Sullivan, récipiendaire des médailles de la présidence, réclame une redistribution des royalties en faveur des chercheurs français. Il insiste sur la publication dans la revue britannique Nature d'une très importante étude démontrant sans la moindre ambiguïté que la souche de LAV de la IITV (HIV) était la souche LAI, découverte à l'Institut Pasteur. - F. N.]

DÉFENSE

D'ici à 1998

La marine va accroître le nombre de femmes embarquées sur ses navires de guerre

La marine nationale va embarquer, à bord de ses navires de guerre, un nombre accru de femmes, officiers ou officiers marins, dans les prochaines années. Avant 1998, on devra compter quelque cinq cents femmes sur les bâtiments, contre à peine une vingtaine aujourd'hui. Les officiers d'une quinzaine d'officiers marins, l'équivalent des sous-officiers dans la marine.

dont les locaux - trop exigus - imposent des conditions de vie contraignantes à toute règle communautaire.

« L'embarquement de femmes à bord des bâtiments, précise la marine, jusqu'ici relativement marginal et soumis à un acte de volontariat, sera rendu normal. Les seules exceptions seront faites pour les mères de famille pour qui le volontariat sera maintenu. Les effectifs féminins embarqués sur les navires de guerre ne pourront dépasser 15 % de l'équipage du navire ».

10 % des effectifs globaux

En appel aux femmes, qui pourront désormais se présenter par exemple à l'Ecole navale, à l'Ecole militaire de la flotte, à l'Ecole de commissariat aux écoles d'officiers marins, la marine considère « une élague son recrutement à un point de vue de qualité ». Les effectifs féminins devraient doubler les cinq ans à venir, deux mille actuellement à environ quatre mille.

La marine française a une politique de féminisation de ses équipages embarqués, à un moment où les autres armées expérimentent du même genre, l'exception des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Outre celui de marinier, les femmes sont en France restées réservées aux hommes : la spécialité de fusilier marin, le pilotage d'avions embarqués, comme le Super-Éclair ou le Crusier.

Dans le même temps, l'état-major de la marine nationale a prévu de réformer la carrière des officiers dans le sens d'une spécialisation accrue durant la formation et dans l'emploi, au lieu de la polyvalence. La formation de la spécialité, précise l'état-major dans son communiqué, comprendra un premier niveau initial après la formation initiale

SPORTS

Le décès de Larbi Ben Bark

Mort de « la perle noire »

Larbi Ben Bark est mort l'indifférence. A soixante-cinq ans, l'ancien footballeur marocain, qui porte dix-sept fois le maillot de l'équipe de France entre 1939 et 1954, a été découvert, mercredi 16 septembre, dans son appartement à Casablanca, depuis au moins une semaine. Surnommé « la perle noire » pour sa virtuosité technique et sa créativité, Ben Bark a été la grande star du football international avant et après la guerre. Après des débuts à l'Idéal de Casablanca et à l'US marocaine, il avait rejoint l'Olympique de Marseille en 1938, enflammant les foules par sa science du dribble et du but. Après la Libération, c'est à Stade français et en équipe de France qu'il a écrit les plus belles pages de sa longue carrière, marquée à l'âge de 19 ans par un but à Marseille qui était revenu après un exil à l'Atletico de Madrid. Le style de jeu de ce créateur-finière, idolâtré par toute une génération, préfigurait le football spectaculaire de ses cadets, les Kopa, Di Stéfano, Puskas et autre Pelé. Oublié à France, il est resté une grande figure du sport au Maroc, où son charisme avait été la cause - perdue - de la candidature marocaine à l'organisation de la Coupe du monde de football pour 1994, puis

EN BREF

□ M. Le Drian, ministre de l'Intérieur, souhaite être inculpé pour les affaires Ulys et SAGES. - Dans un entretien accordé au quotidien régional Ouest-France et publié jeudi 17 septembre, le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Yves Le Drian (PS), affirme qu'il « souhaite être inculpé » par le juge rennais Renaud Van Ruymbeke, chargé de plusieurs enquêtes sur le financement du Front socialiste. L'ancien secrétaire d'Etat à la mer explique qu'il en a été « surpris », et ajoute : « Pour que mon nom soit reconnu, la seule solution légale, c'est que je sois inculpé. » Il précise aussi : « Je n'ai aucune raison de mettre en doute le travail du juge, Van Ruymbeke, je souhaite qu'il fasse justice ».

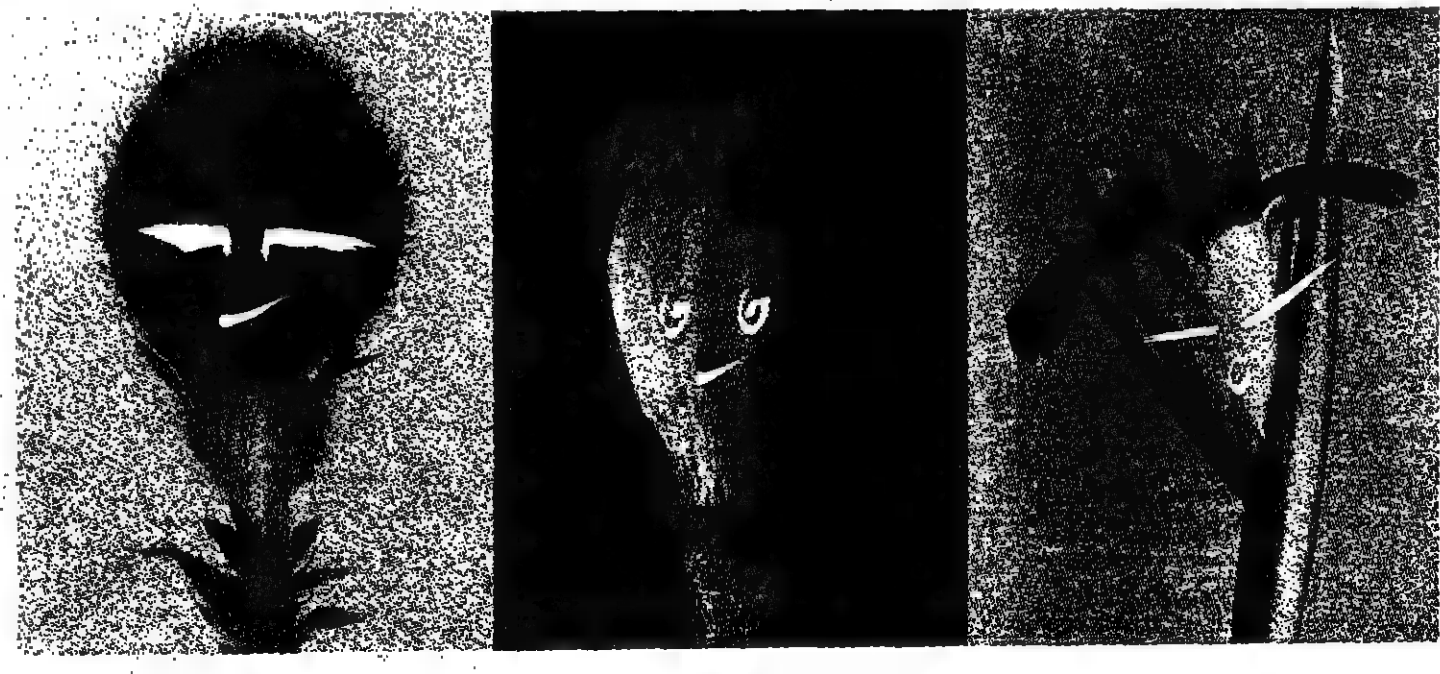
□ Le meurtrier présumé d'une jeune Autrichienne a été inculpé à Marseille. - Le meurtrier présumé d'une jeune touriste autrichienne, qui a été reconnue l'agression et le viol de l'Amie de celle-ci, dans la nuit du 11 au 12 septembre, près de Marseille, a été inculpé, mercredi 16 septembre, de viol, assassinat aggravé et tentative d'assassinat aggravé, et placé sous mandat de dépôt. « Depuis une dizaine de jours, j'avais la haine. C'était incontrôlable. Je voulais tuer quelqu'un au hasard », a déclaré Marc Clemente, un chômeur âgé de vingt-cinq ans, aux enquêteurs de la sûreté urbaine qui l'ont interpellé lundi. Le jeune homme, qui vivait chez ses parents, était inconnu des services de police.

□ FOOTBALL : premier tour aller des Coupes d'Europe. - Les clubs français engagés dans les Coupes d'Europe se sont bien comportés mercredi 16 septembre, lors des matches aller du premier tour. Vainqueur (5-0) sur des Irlandais du Nord de Glentoran, l'Olympique de Marseille a toutes les chances de se qualifier pour le deuxième tour de la Coupe des champions. En Coupe des vainqueurs de Coupes, Monaco est allé chercher une courte victoire (1-0) sur la formation polonaise de Miedza Legnica. En Coupe de l'UEFA, Arsenal a fait match nul (2-2) en Bulgarie avec le Lokomotiv de Plovdiv et le Paris-Saint-Germain s'est imposé (2-0) sur le PAOK de Salonique. A l'issue de cette rencontre, trois clubs supplémentaires pourraient être qualifiés pour le deuxième tour.

qué des incidents aux abords du Parc des Princes. Quelques milliers de fans ont été endommagés.

□ AUTOMOBILISME : Jean-Marie Balestre réélu président de la FISA. - M. Jean-Marie Balestre, âgé de soixante-dix ans, a été réélu à l'unanimité, mercredi 16 septembre, pour un troisième mandat à la tête de la Fédération française du sport automobile (FFSA), lors de l'assemblée générale que celle-ci tenait à Paris. Également président de la Fédération internationale automobile (FIA), il a indiqué qu'il se présenterait à la présidence de la FIA pour la présidence de la Fédération internationale du sport automobile (FISA).

Réussir l'école, grandir la vie



Création républicaine, le droit à l'instruction laïque et obligatoire dans les 200 ans. Aujourd'hui, le monde entre dans le troisième millénaire. La scolarité est déjà trois à quatre fois plus longue. L'école, c'est la possibilité pour chacun de pousser, mûrir, cultiver. Pour tous, la maîtrise d'une culture intégrant une lecture renouvelée du passé et des connaissances nouvelles. Proposons des parcours multiples jusqu'à 18 ans et au delà. Cultivons un épanouissement commun de la promotion sociale, de l'épanouissement individuel dans une éducation nationale qui n'oublie personne.

Parce qu'il ne suffit pas de quelques épines pour défendre, il est temps d'accroître les droits à l'éducation, à l'emploi, à la citoyenneté et à la démocratie.

Le SNES vous invite au dialogue lors des premières rencontres nationales pour l'éducation, d'ici décembre 1992.

Prof : métier de vie

SNES

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Nous publions le jeudi (date vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

Rues de 11 h à 18 h 30. Jusqu'au 28 septembre.
LES THEATRES EN INDE. Musée Guichon, 41, rue Francis-Bourgeois (42-72-83-42). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 septembre.
VAN CLEFF. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.
IMPRESSIONS DE CHINE. Musée de la Photographie, Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
MARY ELLEN MARK. ANS DE PHOTOGRAPHIE, Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA MÈNAGERIE DU PALAIS. Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
MODE ET LIBERTÉ. Musée des Arts de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, occupe le rez. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 octobre.
MOINS TRENTÉ 82. Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
MONNAIES DE CHINE. Cabinet des Monnaies et des Médailles, 1, rue de la Harpe (47-03-83-30). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 6 décembre.
GUSTAV-ADOLF. L'œuvre symboliste : 1500-1575. Pavillon des Arts, 101, rue de la Harpe (42-60-89-59). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 45 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.
PATRIMOINE MONDIAL. Centre national des monuments historiques, hôtel de Sully, 82, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 septembre.
PIER LUISI PIZZ. Bibliothèque du Palais de la Culture, place de l'Odéon (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 octobre.
PRIX NIEPCE 92. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
SPECTACLES DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

CENTRES CULTURELS

AKSEI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVÈLE DE LA FINLANDE. De naturalisme post-impressionnisme au symbolisme nordique. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-08). T.J. et mar. de 14 h à 19 h, jus. jusqu'à 21 h. Du 20 septembre au 14 novembre.
PIERRE ANTONIUCI. Cœur des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (43-65-73-82). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 45 à 13 h et de 14 h à 18 h 45. Jusqu'au 27 septembre.
AUTOUR DU BOIS. ADAC grand atelier, 21, rue Saint-Paul (42-77-86-11). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Du 18 septembre au 18 octobre.
RECU DE RÈVE, NOÛT DE BILICIA. Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
JEAN CHAUVIN. Espace art et patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.
COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS. Musées acquisitions, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
DISTINCTIF ENSEMBLE. Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
TIL VILLIERS, ULRICA HYDMAN-VALIEN. Centre national de la photographie, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
HELOPOUS. La maison de Baron Esplan, Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
LES JARDINS DU BARON HAUSMANN. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-67-27-03). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 octobre.

CENTRES CULTURELS

AKSEI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVÈLE DE LA FINLANDE. De naturalisme post-impressionnisme au symbolisme nordique. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-08). T.J. et mar. de 14 h à 19 h, jus. jusqu'à 21 h. Du 20 septembre au 14 novembre.
PIERRE ANTONIUCI. Cœur des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (43-65-73-82). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 45 à 13 h et de 14 h à 18 h 45. Jusqu'au 27 septembre.
AUTOUR DU BOIS. ADAC grand atelier, 21, rue Saint-Paul (42-77-86-11). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Du 18 septembre au 18 octobre.
RECU DE RÈVE, NOÛT DE BILICIA. Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
JEAN CHAUVIN. Espace art et patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.
COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS. Musées acquisitions, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
DISTINCTIF ENSEMBLE. Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
TIL VILLIERS, ULRICA HYDMAN-VALIEN. Centre national de la photographie, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
HELOPOUS. La maison de Baron Esplan, Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
LES JARDINS DU BARON HAUSMANN. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-67-27-03). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 octobre.

CENTRES CULTURELS

AKSEI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVÈLE DE LA FINLANDE. De naturalisme post-impressionnisme au symbolisme nordique. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-08). T.J. et mar. de 14 h à 19 h, jus. jusqu'à 21 h. Du 20 septembre au 14 novembre.
PIERRE ANTONIUCI. Cœur des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (43-65-73-82). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 45 à 13 h et de 14 h à 18 h 45. Jusqu'au 27 septembre.
AUTOUR DU BOIS. ADAC grand atelier, 21, rue Saint-Paul (42-77-86-11). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Du 18 septembre au 18 octobre.
RECU DE RÈVE, NOÛT DE BILICIA. Centre de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 octobre.
JEAN CHAUVIN. Espace art et patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.
COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS. Musées acquisitions, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
DISTINCTIF ENSEMBLE. Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
TIL VILLIERS, ULRICA HYDMAN-VALIEN. Centre national de la photographie, Palais de la Culture, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
HELOPOUS. La maison de Baron Esplan, Institut de la Photographie, 1, rue de la Harpe (40-48-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 17 novembre.
LES JARDINS DU BARON HAUSMANN. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-67-27-03). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 octobre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA MANIPULATION DE JEAN-LOUIS TRASSARD. Galerie de la Spt. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans d'orientation en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 17 h.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRUNO MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-58-85-24). T.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Du 18 septembre au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-59). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 19 h, rez. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

MUSEE D'ART MODERNE DE TOKYO. Centre de la photographie. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 octobre.
LES COULEURS DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.
DE BONNARD À BASILEZ. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

Le Monde

HORS-SÉRIE

ÉPUISÉ EN 5 JOURS
 À NOUVEAU DISPONIBLE
 À LIRE ABSOLUMENT

In des États-nations ou suite logique du processus d'intégration européenne commençant il y a 40 ans ? L'Europe de Maastricht a-t-elle aussi ses adversaires. Les uns et les autres plaident avec la même ferveur. L'opinion est troublée.

Pour présenter les données essentielles du traité signé le 7

Les remous monétaires en Europe

Le temps des industriels de la presse

DISCUSSION

Un aveu d'échec pour M. Major

L'échec se double d'humiliations. D'abord parce que les continentes exercés sur la livre sterling, la preuve manifeste d'un manque de confiance dans l'économie britannique et sans doute aussi dans la capacité de son gouvernement à régler la situation. Ensuite, parce que M. Major a dû se résoudre à avouer l'ampleur de la dévaluation que réclamaient depuis de nombreuses semaines aussi bien les « euro-sceptiques » du parti conservateur que par M. Margaret Thatcher que le Parti travailliste. C'était un domaine réservé de l'opposition, le premier ministre a opposé, avec la loi du 2 août, son

Les résultats du référendum français seront déterminants pour décider du sort définitif de la livre au sein du SME. Mais il apparaît d'ores et déjà que la stratégie du gouvernement consistant à...

Le sort de M. Norman Lamont est tout aussi précaire aujourd'hui : le nom de son éventuel successeur est déjà avancé, M. Kenneth Clarke, ministre de l'intérieur.

LAURENT ZECCHINI

Mais le rendez-vous décisif est celui du jeudi 17 septembre matin, le conseil des ministres.

La lire reste au centre de la tourmente

Mais M. Giuliano Amato - des rumeurs sur sa possible démission circulent - a nouveau mercredi n'arrive pas à convaincre les interlocuteurs. M. Bruno Trentin, secrétaire général du principal syndicat italien, la CGIL, demande que le gouvernement intègre dans sa démarche une concertation systématique avec les partenaires sociaux, l'opposition et les représentants parlementaires. Il réclame qu'il soit en place d'un "cabinet de guerre" pour faire face à une situation économique grave. (Interim.)

Les marchés et les urnes

la limite de ses capacités parités vis-à-vis du mark : on sait que les marchés jugeaient insuffisante la monnaie de 7 M de la Deutsche Mark, officielle et citée en son plan d'accompagnement.

La durée de la réunion, à 6 heures du matin, révèle l'apreté des négociations. La Grande-Bretagne reprochant à l'Allemagne de vouloir tomber, et l'Italie se lamentant de mal à une nouvelle dépréciation de sa monnaie. Le résultat a été, on l'a vu, un constat d'échec, le premier depuis la création du CEE, car jusqu'à présent, à chaque crise (il y en a eu six : en 1981, 1982, 1983, 1985,

Elle constitue, d'abord, un témoignage éclatant sur la «*fièvre des marchés*» capable de faire monter les monnaies les mieux cotées. Elle montre, ensuite, les fluctuations du maniement de l'arme des taux d'intérêt. La Banque d'Angleterre a eu beau porter son taux d'intervention de 10 % à 12 %, puis à 15 %, ces mesures n'ont

A ce sujet, on a pu remarquer le
français : à un moment,
les milieux financiers internatio-
naux n'ont prononcé le mot de
« dévaluation » à son sujet, vis-à-
vis du franc allemand (c'est la

Journée agitée sur les places boursières

Les marchés d'actions européens ont connu une journée agitée, mercredi 16 septembre, ballotés à la fois entre les rumeurs de réaménagement monétaire et des hausses et des baisses de taux à répétition. Ainsi, Londres a finalement terminé la séance sur une hausse de 0,3 %, après avoir abandonné plus de 70 points (3,3 %) en cours de séance. Par ailleurs, une augmentation des taux d'intérêt de 5 % sur la journée, ramené à 2 % en fin de journée. Jeudi matin, la place ouvrait en forte hausse (+4,5 %), après l'annonce de la sortie du livre du SME. Francofort, pour sa part, après un plus de séance de 2 %, ne cédait plus au terme des échanges que 0,01 %. On s'attendait cependant à une hausse, tant qu'il n'y avait pas de dévaluation de la lire faisait reculer Milan de 5,05 % après une ouverture et un vif repli de 8,6 %.

[illegible]

Le communiqué du comité monétaire européen

— De la décision consécutive des autorités italiennes de s'abstenir temporairement d'intervenir sur les marchés des changes internationaux.

Concernant la décision d'un réajustement monétaire, le communiqué précise : « Les nouveaux pivots des pesetas sont définis en fonction des nouvelles consignes monétaires communiquées par les institutions compétentes ». En outre, « les nouvelles bases pivots nationales et les modalités d'intervention de gestion dans le respect des changes seront communiqués par les banques centrales à temps pour l'ouverture des marchés des changes internationaux ».

■ 17 septembre 1992.

FRANCOIS RENARD

MATIF : volume record le 16 septembre et ouverture avancée le lendemain du référendum. - Au cours de la folle séance de mercredi 16 septembre, marquée par des turbulences monétaires européennes, le MATIF (marché à terme international de France) a enregistré le plus important volume de son histoire, 425 000 contrats, contre 425 000 le 15 septembre. Le précédent sommet fut enregistré le 20 juillet avec 469 128 contrats. Des records battus sur le national (avec 346 700 contrats représentant 173 milliards francs) et ses options (150 000 contrats), ce pour le Pibor (Paris interbank offered rate) 75 200 contrats et ses options (28 900). A l'image des marchés britanniques, responsables du MATIF ont d'avancer de deux heures (de 9 heures à 11 heures) l'ouverture de la séance, lundi 21 septembre, le lendemain du référendum sur l'adhésion à l'Europe.

50 من الإجمالي

COMMUNICATION

Le rachat de 40 % de l'hebdomadaire par la Générale occidentale

L'identité du « Point » sur la sellette

M. François Sampaers, PDG de la Générale occidentale (GO), filiale du groupe Alcatel-Alsthom spécialisée dans la communication (presse, avec le groupe Express et édition, avec le Groupe la Cité), M. Bernard Wouts, PDG du « Point », entourés de MM. Claude Imbert, directeur de la rédaction du Point et Yann de l'Ecotale, son homologue à l'Express, ont confirmé mercredi 16 septembre le rachat de 40 % du Point par la GO, pour un montant non divulgué, et la création en janvier d'un groupement d'intérêt économique (GIE).

Ce GIE sera prestataire de services dans l'achat de papier, la fabrication, l'administration et la publicité de tous les journaux du groupe (le Monde du 16 septembre). Les deux PDG restent en place, ainsi que les deux directeurs de rédaction. Pour les deux PDG, il s'agit d'une « alliance stratégique » permettant de concilier le pluralisme des médias d'information et la puissance économique, dans un monde obéré par une crise structurelle.

D'autres interlocuteurs, parmi lesquels Bouygues et un groupe de presse, ont discuté avec M. Wouts du rachat d'actions du Point, sans succès. Le PDG du Point a choisi la GO plutôt qu'un actionnaire « dispersé », avant que ne s'engagent les négociations de partenariat industriel avec le GIE. Ce dernier devrait permettre aux deux groupes de bénéficier de synergies économiques en usant de synergies des deux groupes (Gauli et Millau et Live, par exemple). Mais ni M. Sampaers, ni M. Wouts n'ont voulu en chiffrer le volume.

Les deux PDG ont refusé toute idée de fusion des deux hebdomadaires. « Les lecteurs sont attachés aux deux journaux, nous ne sommes pas dans le domaine de la production », a déclaré M. Wouts. « Une fusion serait suicidaire », affirme

M. Wouts tandis que M. Sampaers stigmatise « ce qui est une erreur fondamentale ». « Je ne vois pas pourquoi nous aurions acheté 40 % du Point, c'est comme pour le faire mourir », ajoute le PDG de l'Express, directeur de la communication d'Alcatel-Alsthom. « J'ai vu M. de M. Wouts, PDG d'Alcatel-Alsthom, pour développer la communication, confie M. Sampaers. M. Nicolas Seydoux ayant toujours voulu garder 51 % du Point, notre participation minoritaire d'investissement n'est pas une option. Enfin, il n'y a pas de pacte prévoyant un droit de préemption de ces 51 % par la GO. »

Mais les engagements verbaux sur l'indépendance des deux titres, dont MM. Claude Imbert et Yann de l'Ecotale affirment être également garantis, n'ont pas rassuré la société des rédacteurs du Point. Les personnes des deux groupes s'inquiètent aussi des licenciements éventuels qu'occasionnerait le GIE, même si M. Sampaers assure « qu'il est hors de question, pour l'instant, de faire plus que le plan prévoyant de 18 millions de francs lancé à l'Express en 1991. »

Y. M. L.

Le retour de l'enfant prodigue

Le Point fait partie de ces trop rares journaux nés d'un rêve de journalistes, au sein de la rédaction de l'Express. Au printemps 1971, la rédaction en chef supporte mal le retour de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui avait abandonné en 1970 ses rêves pour se consacrer à la toute nouvelle présidence du Parti radical-socialiste. La crise, fondée sur des divergences politiques et des divergences de gestion, éclate à la direction de l'Express, entre un homme de presse après de politique et M. Olivier Chevillon, un énarque fier du journalisme.

Un escadron contre une armée

Solidaires de M. Chevillon, six journalistes de renom - Claude Imbert, rédacteur en chef, Jacques Duquesne, Pierre Billaud, Robert Franc, Georges Siffert et Henri Trinchet - et deux autres cadres - MM. Philippe Raymond et Michel Bracciali - démissionnent avec fracas, en juin 1971. M. Simon Nora, alors directeur général de la Librairie du Point, apporte 26 millions pour aider ces dissidents à lancer le projet du Point. Un an plus

tard, le 11 septembre 1972, le Point paraît après avoir décollé un marché potentiel de 100 000 acheteurs.

Il affiche avec orgueil ses ambitions d'indépendance vis-à-vis du monde politique (« aucune formation ne pourra compter sur notre complaisance », assure le rédacteur en chef) et de son propriétaire (« nous ne nous sommes jamais soumis à aucune demande de censure », indique Claude Imbert, rédacteur en chef). Il proclame ses intentions (« satisfaire une clientèle nombreuse mais exigeante »).

Mais la presse est déjà en crise et les observateurs s'interrogent sur le Point, successeur rival de l'Express, en évoquant « la charge d'un escadron contre une armée aguerrie ». A l'Express, on poursuit le trublion, l'illustre le « Point-Express ». M. Servan-Schreiber ne peut pas parler de Point comme d'une machine à guerre à la solde de l'UDR, le parti gaulliste au pouvoir. Dès 1974, il vend 200 000 exemplaires et, deux ans plus tard, affiche un bénéfice. « News magazine », qui se veut « sans parti pris », se livre à féroces parodies, le Point panache une austerité de lecture avec des enquêtes qui bousculent son lectorat, comme celles sur les présumés liens du général Henri Curiel avec le KGB ou les activités de M. Georges Marchais pendant l'Occupation.

Les années 80 vont troubler le rêve journalistique. Fin 1981, Hachette vient de racheter dans le giron du groupe Millaud, le par des achats d'armement avec l'Etat. Pour préserver l'indépendance du titre, le Point traverse dans la société Gaumont de M. Nicolas Seydoux le rachat de 51 % d'un nouveau groupe d'investisseurs qui l'acquerront pour 160 millions de francs.

Déclassement familial

Le succès des « pères fondateurs » du Point n'a empêché ni les premiers déclassés, avec le départ du rédacteur en chef politique Jean Chambrud, puis M. PDG, M. Chevillon, puis de Georges Siffert. La présidence de M. Claude Imbert offre une acalmie, mais l'hebdomadaire s'essouffie.

L'austerité du Point et sa volonté d'indépendance donnent à ce magazine une image plus vieillotte que celle de l'Express ou du Nouvel Observateur. Il vend environ 300 000 exemplaires en moyenne, mais la sance de l'Express et de l'Express accentue la concurrence entre la bande des quatre news et les autres magazines (Le Monde, Le Figaro-Magazine). Malgré l'entrée dans le capital du groupe Ringier et une fusion avec le Point, le chiffre d'affaires du Point stagne en 1989.

La croissance du Point est un marché en récession (achat 0,3 % du capital du TF1, du groupe Gauli et Millau, participation au lancement de l'ins- belge) crée un déficit de 17,5 millions de francs en 1990, le premier depuis 1976. Nommé PDG au printemps 1990, M. Bernard Wouts remet de l'ordre dans les comptes, en réduisant les dépenses (TF1 Consulte, part dans TF1) et en resserrant pagination et frais de fabrication. Le Point revient à bénéfices en 1991 et poursuit une lancée au premier trimestre 1992 (4,7 millions de francs de bénéfice net pour un chiffre d'affaires net de 165,8 millions). Mais le marché aura eu raison d'un rêve d'indépendance économique. A vingt ans juste, le retour du Point dans le giron de l'Express s'apparente à celui de l'enfant prodigue.

YVES-MARIE LABÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Renault Crédit International

Premier Etablissement de Crédit Automobile Europe

Premier semestre 1992

Résultats en forte progression : 689 millions de francs contre 415 millions de francs au premier semestre 1991, soit + 65 %

Renault Crédit International regroupe les filiales françaises et étrangères de financement des ventes et de services de Renault. Crédit, leasing, location, mais aussi assurance, assistance, entretien et extension de garantie sont l'essentiel de son activité.

Principaux éléments consolidés (en millions de Francs)	30.6.92 6 mois	30.6.91 6 mois	31.12.91 12 mois
Nouveaux financements	17 955	17 545	33 874
Encours financiers	387	65 001	63 876
Refinancement : Papier Commercial, BMTN	21 702	18 206	19 039
Fonds propres (*)	6 365	6 365	6 608
Total de l'actif	73 597	71 527	71 527
Produit net d'exploitation	2 107	4 445	4 445
avant impôts	415	1 033	1 033

(*) y compris intérêts minoritaires

Activité

Malgré la légère baisse du marché automobile européen, les volumes financés par le Groupe R.C.I. ont augmenté de 10 %, les plus significatives étant enregistrées en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Cette progression résulte des bonnes performances commerciales de RENAULT, de l'organisation du réseau de distribution et de l'élargissement de la gamme de produits du Groupe R.C.I.

Après l'Italie en 1991, c'est actuellement en France et en Allemagne que se développe la coopération entre R.C.I. et VOLVO.

Politique financière

R.C.I. a poursuivi la mise en œuvre de ses ressources financières afin d'améliorer la sécurité et les conditions de son refinancement.

Au cours du premier semestre 1992, politique financière par la mise en place :
- d'un programme d'Euro Commercial Paper,
- d'une émission obligataire en Deutschmark,
- des placements privés en France, Luxembourg, Belgique,
- des accords bancaires à moyen terme,
- du doublement du programme de Papier Commercial en Floride.

Résultats

La forte progression du résultat s'explique essentiellement par une politique de reconstitution des marges à une maîtrise des frais de fonctionnement et du coût du risque.

Le résultat dégagé après impôts, 415 millions de francs, permettra de renforcer la structure du bilan de R.C.I. Le ratio prudentiel est déjà à plus de 95 %.



TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30, Spécialités DANOISES et SCANDINAVES, CANARD 142, Champs-Élysées F. dim. salé, MIGNONS DE RENNE au menu de pla.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année.

ALSACE A PARIS

43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diner, Soupers, Grillades, Choucroutes, Poissons, Coquillages, Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt

MARAS/TEMPLE, beau 8 p. Gde cuisine, 4 ch. b. m. d. Dégagements, GDE TERRASSE, 8 p. de sur rue, 800 000 F. 43-04-84-84

7^e arrdt

HORS DU COMMUN MUSÉE D'ORSAY, 100 m. de la Seine, 132 m. Long balcon, Superficie vue, 45-55-29-18

11^e arrdt

NATION, 100 m. de la Seine, 2 p. ch. b. m. d. Dégagements, 43-70-04-84

12^e arrdt

PL. NATION, Pierre 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

20^e arrdt

M. HENRI CHAMBRUD, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

78^e Yvelines

VERMOREL 220 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

bureaux

BOULOGNE

Proximité métro, 4 pces, 102 m. 2^e étage, Superficie 45 m. 3 ch. b. m. d. 2 890 000 F. Parking inclus

BREGUET

47-58-07-17

NEUILLY-BARRES

Direct sur la Seine, 385 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

Val-de-Marne

FONTENAY-S/BOIS, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

Province

DEAUVILLE, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

villas

Part. vend villa, 28 km de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

Locations

Le Monde LOUE 770 m² A IVRY, dans son immeuble administratif sur un étage (4^e) précède, entièrement closé.

• Réception
• Parking
• Métro, RER

Contacteur au 43-60-30-23

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services, 43-55-17-80

individuelles

PORTE VERSAILLES, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 100 m. de la Seine, 43-70-04-84

appartements achats

Neuchâtel 2 à 4 p. Petit prix, 5 p. 7 p. 14 p. 15 p. 16 p. 17 p. 18 p. 19 p. 20 p. 21 p. 22 p. 23 p. 24 p. 25 p. 26 p. 27 p. 28 p. 29 p. 30 p. 31 p. 32 p. 33 p. 34 p. 35 p. 36 p. 37 p. 38 p. 39 p. 40 p. 41 p. 42 p. 43 p. 44 p. 45 p. 46 p. 47 p. 48 p. 49 p. 50 p. 51 p. 52 p. 53 p. 54 p. 55 p. 56 p. 57 p. 58 p. 59 p. 60 p. 61 p. 62 p. 63 p. 64 p. 65 p. 66 p. 67 p. 68 p. 69 p. 70 p. 71 p. 72 p. 73 p. 74 p. 75 p. 76 p. 77 p. 78 p. 79 p. 80 p. 81 p. 82 p. 83 p. 84 p. 85 p. 86 p. 87 p. 88 p. 89 p. 90 p. 91 p. 92 p. 93 p. 94 p. 95 p. 96 p. 97 p. 98 p. 99 p. 100 p. 101 p. 102 p. 103 p. 104 p. 105 p. 106 p. 107 p. 108 p. 109 p. 110 p. 111 p. 112 p. 113 p. 114 p. 115 p. 116 p. 117 p. 118 p. 119 p. 120 p. 121 p. 122 p. 123 p. 124 p. 125 p. 126 p. 127 p. 128 p. 129 p. 130 p. 131 p. 132 p. 133 p. 134 p. 135 p. 136 p. 137 p. 138 p. 139 p. 140 p. 141 p. 142 p. 143 p. 144 p. 145 p. 146 p. 147 p. 148 p. 149 p. 150 p. 151 p. 152 p. 153 p. 154 p. 155 p. 156 p. 157 p. 158 p. 159 p. 160 p. 161 p. 162 p. 163 p. 164 p. 165 p. 166 p. 167 p. 168 p. 169 p. 170 p. 171 p. 172 p. 173 p. 174 p. 175 p. 176 p. 177 p. 178 p. 179 p. 180 p. 181 p. 182 p. 183 p. 184 p. 185 p. 186 p. 187 p. 188 p. 189 p. 190 p. 191 p. 192 p. 193 p. 194 p. 195 p. 196 p. 197 p. 198 p. 199 p. 200 p. 201 p. 202 p. 203 p. 204 p. 205 p. 206 p. 207 p. 208 p. 209 p. 210 p. 211 p. 212 p. 213 p. 214 p. 215 p. 216 p. 217 p. 218 p. 219 p. 220 p. 221 p. 222 p. 223 p. 224 p. 225 p. 226 p. 227 p. 228 p. 229 p. 230 p. 231 p. 232 p. 233 p. 234 p. 235 p. 236 p. 237 p. 238 p. 239 p. 240 p. 241 p. 242 p. 243 p. 244 p. 245 p. 246 p. 247 p. 248 p. 249 p. 250 p. 251 p. 252 p. 253 p. 254 p. 255 p. 256 p. 257 p. 258 p. 259 p. 260 p. 261 p. 262 p. 263 p. 264 p. 265 p. 266 p. 267 p. 268 p. 269 p. 270 p. 271 p. 272 p. 273 p. 274 p. 275 p. 276 p. 277 p. 278 p. 279 p. 280 p. 281 p. 282 p. 283 p. 284 p. 285 p. 286 p. 287 p. 288 p. 289 p. 290 p. 291 p. 292 p. 293 p. 294 p. 295 p. 296 p. 297 p. 298 p. 299 p. 300 p. 301 p. 302 p. 303 p. 304 p. 305 p. 306 p. 307 p. 308 p. 309 p. 310 p. 311 p. 312 p. 313 p. 314 p. 315 p. 316 p. 317 p. 318 p. 319 p. 320 p. 321 p. 322 p. 323 p. 324 p. 325 p. 326 p. 327 p. 328 p. 329 p. 330 p. 331 p. 332 p. 333 p. 334 p. 335 p. 336 p. 337 p. 338 p. 339 p. 340 p. 341 p. 342 p. 343 p. 344 p. 345 p. 346 p. 347 p. 348 p. 349 p. 350 p. 351 p. 352 p. 353 p. 354 p. 355 p. 356 p. 357 p. 358 p. 359 p. 360 p. 361 p. 362 p. 363 p. 364 p. 365 p. 366 p. 367 p. 368 p. 369 p. 370 p. 371 p. 372 p. 373 p. 374 p. 375 p. 376 p. 377 p. 378 p. 379 p. 380 p. 381 p. 382 p. 383 p. 384 p. 385 p. 386 p. 387 p. 388 p. 389 p. 390 p. 391 p. 392 p. 393 p. 394 p. 395 p. 396 p. 397 p. 398 p. 399 p. 400 p. 401 p. 402 p. 403 p. 404 p. 405 p. 406 p. 407 p. 408 p. 409 p. 410 p. 411 p. 412 p. 413 p. 414 p. 415 p. 416 p. 417 p. 418 p. 419 p. 420 p. 421 p. 422 p. 423 p. 424 p. 425 p. 426 p. 427 p. 428 p. 429 p. 430 p. 431 p. 432 p. 433 p. 434 p. 435 p. 436 p. 437 p. 438 p. 439 p. 440 p. 441 p. 442 p. 443 p. 444 p. 445 p. 446 p. 447 p. 448 p. 449 p. 450 p. 451 p. 452 p. 453 p. 454 p. 455 p. 456 p. 457 p. 458 p. 459 p. 460 p. 461 p. 462 p. 463 p. 464 p. 465 p. 466 p. 467 p. 468 p. 469 p. 470 p. 471 p. 472 p. 473 p. 474 p. 475 p. 476 p. 477 p. 478 p. 479 p. 480 p. 481 p. 482 p. 483 p. 484 p. 485 p. 486 p. 487 p. 488 p. 489 p. 490 p. 491 p. 492 p. 493 p. 494 p. 495 p. 496 p. 497 p. 498 p. 499 p. 500 p. 501 p. 502 p. 503 p. 504 p. 505 p. 506 p. 507 p. 508 p. 509 p. 510 p. 511 p. 512 p. 513 p. 514 p. 515 p. 516 p. 517 p. 518 p. 519 p. 520 p. 521 p. 522 p. 523 p. 524 p. 525 p. 526 p. 527 p. 528 p. 529 p. 530 p. 531 p. 532 p. 533 p. 534 p. 535 p. 536 p. 537 p. 538 p. 539 p. 540 p. 541 p. 542 p. 543 p. 544 p. 545 p. 546 p. 547 p. 548 p. 549 p. 550 p. 551 p. 552 p. 553 p. 554 p. 555 p. 556 p. 557 p. 558 p. 559 p. 560 p. 561 p. 562 p. 563 p. 564 p. 565 p. 566 p. 567 p. 568 p. 569 p. 570 p. 571 p. 572 p. 573 p. 574 p. 575 p. 576 p. 577 p. 578 p. 579 p. 580 p. 581 p. 582 p. 583 p. 584 p. 585 p. 586 p. 587 p. 588 p. 589 p. 590 p. 591 p. 592 p. 593 p. 594 p. 595 p. 596 p. 597 p. 598 p. 599 p. 600 p. 601 p. 602 p. 603 p. 604 p. 605 p. 606 p. 607 p. 608 p. 609 p. 610 p. 611 p. 612 p. 613 p. 614 p. 615 p. 616 p. 617 p. 618 p. 619 p. 620 p. 621 p. 622 p. 623 p. 624 p. 625 p. 626 p. 627 p. 628 p. 629 p. 630 p. 631 p. 632 p. 633 p. 634 p. 635 p. 636 p. 637 p. 638 p. 639 p. 640 p. 641 p. 642 p. 643 p. 644 p. 645 p. 646 p. 647 p. 648 p. 649 p. 650 p. 651 p. 652 p. 653 p. 654 p. 655 p. 656 p. 657 p. 658 p. 659 p. 660 p. 661 p. 662 p. 663 p. 664 p. 665 p. 666 p. 667 p. 668 p. 669 p. 670 p. 671 p. 672 p. 673 p. 674 p. 675 p. 676 p. 677 p. 678 p. 679 p. 680 p. 681 p. 682 p. 683 p. 684 p. 685 p. 686 p. 687 p. 688 p. 689 p. 690 p. 691 p. 692 p. 693 p. 694 p. 695 p. 696 p. 697 p. 698 p. 699 p. 700 p. 701 p. 702 p. 703 p. 704 p. 705 p. 706 p. 707 p. 708 p. 709 p. 710 p. 711 p. 712 p. 713 p. 714 p. 715 p. 716 p. 717 p. 718 p. 719 p. 720 p. 721 p. 722 p. 723 p. 724 p. 725 p. 726 p. 727 p. 728 p. 729 p. 730 p. 731 p. 732 p. 733 p. 734 p. 735 p. 736 p. 737 p. 738 p. 739 p. 740 p. 741 p. 742 p. 743 p. 744 p. 745 p. 746 p. 747 p. 748 p. 749 p. 750 p. 751 p. 752 p. 753 p. 754 p. 755 p. 756 p. 757 p. 758 p. 759 p. 760 p. 761 p. 762 p. 763 p. 764 p. 765 p. 766 p. 767 p. 768 p. 769 p. 770 p. 771 p. 772 p. 773 p. 774 p. 775 p. 776 p. 777 p. 778 p. 779 p. 780 p. 781 p. 782 p. 783 p. 784 p. 785 p. 786 p. 787 p. 788 p. 789 p. 790 p. 791 p. 792 p. 793 p. 794 p. 795 p. 796 p. 797 p. 798 p. 799 p. 800 p. 801 p. 802 p. 803 p. 804 p. 805 p. 806 p. 807 p. 808 p. 809 p. 810 p. 811 p. 812 p. 813 p. 814 p. 815 p. 816 p. 817 p. 818 p. 819 p. 820 p. 821 p. 822 p. 823 p. 824 p. 825 p. 826 p. 827 p. 828 p. 829 p. 830 p. 831 p. 832 p. 833 p. 834 p. 835 p. 836 p. 837 p. 838 p. 839 p. 840 p. 841 p. 842 p. 843 p. 844 p. 845 p. 846 p. 847 p. 848 p. 849 p. 850 p. 851 p. 852 p. 853 p. 854 p. 855 p. 856 p. 857 p. 858 p. 859 p. 860 p. 861 p. 862 p. 863 p. 864 p. 865 p. 866 p. 867 p. 868 p. 869 p. 870 p. 871 p. 872 p. 873 p. 874 p. 875 p. 876 p. 877 p. 878 p. 879 p. 880 p. 881 p. 882 p. 883 p. 884 p. 885 p. 886 p. 887 p. 888 p. 889 p. 890 p. 891 p. 892 p. 893 p. 894 p. 895 p. 896 p. 897 p. 898 p. 899 p. 900 p. 901 p. 902 p. 903 p. 904 p. 905 p. 906 p. 907 p. 908 p. 909 p. 910 p. 911 p. 912 p. 913 p. 914 p. 915 p. 916 p. 917 p. 918 p. 919 p. 920 p. 921 p. 922 p. 923 p. 924 p. 925 p. 926 p. 927 p. 928 p. 929 p. 930 p. 931 p. 932 p. 933 p. 934 p. 935 p. 936 p. 937 p. 938 p. 939 p. 940 p. 941 p. 942 p. 943 p. 944 p. 945 p. 946 p. 947 p. 948 p. 949 p. 950 p. 951 p. 952 p. 953 p. 95

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 16 septembre, à l'hôtel Matignon. En l'absence du chef de l'Etat, il était présidé par M. Pierre Bérégovoy. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

Transports de marchandises

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux transports de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants.

Le projet de loi fixe des règles de loyauté dans les rapports contractuels entre les opérateurs de transport et les sous-traitants.

Le contrat, dont l'opérateur est le sous-traitant, doit mentionner les conditions de rémunération de la prestation, la peine d'amende, le prix prévu pour le contrat.

Le contrat doit également mentionner les charges sociales et les obligations légales et réglementaires de sécurité, d'entretien des véhicules et de carburant. En cas de méconnaissance de ces obligations, l'opérateur pourra être condamné à verser une amende pouvant aller jusqu'à 1 million.

Le sous-traitant, les concurrents du sous-traitant et les organisations professionnelles représentatives pourront porter plainte civile.

Emploi, développement du travail

Le ministre de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle a présenté un projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance-chômage.

Le projet de loi comporte les mesures législatives relatives à la mise en œuvre de l'assurance-chômage à temps partiel en matière de temps partiel. L'abandonnement ne sera pas accordé à un salarié à temps partiel.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

Un abattement de 30 % sera appliqué aux cotisations patronales de sécurité sociale dues au lieu des cotisations à temps partiel lorsque le salarié ne travaie pas plus de 10 heures par semaine.

CARNET DU Monde

Naissances

Victoire, sa sœur,

Assa et Pierre, ses parents,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Cécile, Sarah, Nedjma,

le 12 septembre 1992.

M. et M^{me} Girard,

16, rue Michelet,

34130 Maugeio.

Catherine

et Daniel JANICOT,

1, rue de la

Libération, 92000

Neuilly-sur-Seine,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas,

le 1^{er} septembre 1992, à Genève.

M. et M^{me} Casimir-Périer,

18201 Paris.

Mariages

Bruno BRET

et Corinne LEMPEN

ont célébré leur mariage,

qui a été célébré le 12 septembre 1992,

au Mont-Pèlerin, entre le Val

(Suisse), dans l'intimité de leurs

familles.

Décès

Les funérailles de

Madame Beigbeder,

ont eu lieu le

10 septembre 1992.

Pierre BEIGBEDER,

est décédé le

10 septembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu le 15

septembre.

4, rue François-Couperin,

75330 Issy.

Dieu a rappelé à Lui

M^{me} Christiane

BRIEND-GROMEST.

Elle est décédée le

1^{er} septembre, à Soisy-sous-Montigny

(Londres).

M. et M^{me} Witting-Laure,

501, avenue du 8-Mai,

69300 Caluire-et-Cuire.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75801 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-28-89

Tél. : 206.806F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cinq ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Société civile »

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Berger-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprise

M. Jacques Lescroart, gérant.

Imprimé

à Paris, par

« Le Monde »

12, rue de la

Libération, 92000

Neuilly-sur-Seine.

Commission paritaire des journaux

et publications : 57-437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les réclames

et sur les abonnements au (1) 40-65-28-89

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Berger-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-94

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1.123 F 1.560 F

1 an 1.620 F 2.096 F 2.920 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

réglément à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

201 MCM 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

_____ avoir l'obligeance _____ les noms _____ les capitales d'imprimerie.

Remerciements

M^{me} Odette Lelu

et ses enfants,

très par leur nombreux témoignages

d'estime et de reconnaissance

à la mémoire de

M. Raymond LELU,

ont manifesté leur

sympathie par les messages ou des

donations à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

ou des dons à l'Institut Curie de Paris

BOURSE DU 17 SEPTEMBRE

[illegible]

COMPTANT (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Ind. 12/25/94	....	9 38	C.I.M.	883	.....	Petit Orléans	128	.....
12/25/94 70/100	....	9 38	C.I.T.R.A.M. (R)	2845	.....	Portaux Evreux	276	.....
Emp. Ind. 12/25/94	100 28	9 38	Comptex	504	.....	Petit Orléans	1000	.....
12/25/94 80/100	303	5 51	Cit Industrielle	2600	.....	Pays Hérault	1000	.....
OAT 10/05 5/2000	108	3 08	Cyflon Air France	321	.....	Provence (R)	323	.....
OAT 9,95 12/1997	104 80	7 54	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
OAT 9,95 1/1998	102 48	8 10	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
PTT 11,25 10/97	....	9 10	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
PTT 10,25 10/97	....	9 10	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
PTT 10,25 10/97	107 40	5 52	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
Ch. 10 10 1977	....	5 12	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
CIB Repas 5000F	98 40	1 92	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
CIB Repas 5000F	....	1 92	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
CIB Repas 5000F	....	1 92	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
OAT 1/2 5000F	98 32	1 82	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
OAT 5 5 88	....	3 81	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
CH 10,90 5/25 100	105	7 02	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
CH 10,90 5/25 100	....	7 02	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
O.C.A.	....	....	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
Alcatel 6 5 Janv 89	680	....	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
Ly. Eaux et S.E.S.	780	....	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
Thomson 10 2/25 88	....	....	Cyflon 1000	325	17 80	Provence (R)	323	.....
Actions								
Agache (ex Ind.)	610	610	Agache (ex Ind.)	610	610	Agache (ex Ind.)	610	610
Applications Hydr.	1380	....	Applications Hydr.	1380	....	Applications Hydr.	1380	....
Achel	461	....	Achel	461	....	Achel	461	....
Basse C.A. (ex Ind.)	800	800	Basse C.A. (ex Ind.)	800	800	Basse C.A. (ex Ind.)	800	800
B.N.P. (ex Ind.)	355 50	....	B.N.P. (ex Ind.)	355 50	....	B.N.P. (ex Ind.)	355 50	....
B.N.P. (ex Ind.)	318 20	....	B.N.P. (ex Ind.)	318 20	....	B.N.P. (ex Ind.)	318 20	....
Bouffier	2520	....	Bouffier	2520	....	Bouffier	2520	....
Bouffier (ex Ind.)	450	....	Bouffier (ex Ind.)	450	....	Bouffier (ex Ind.)	450	....
Bouffier (ex Ind.)	1400	....	Bouffier (ex Ind.)	1400	....	Bouffier (ex Ind.)	1400	....
B.T.P.	81	81	B.T.P.	81	81	B.T.P.	81	81
Cambridge	1100	....	Cambridge	1100	....	Cambridge	1100	....
Carbone Lorraine	376	300	Carbone Lorraine	376	300	Carbone Lorraine	376	300
Cast. Poulain	4 50	....	Cast. Poulain	4 50	....	Cast. Poulain	4 50	....
C.A.C.	280	280	C.A.C.	280	280	C.A.C.	280	280
C.A.C.	630	....	C.A.C.	630	....	C.A.C.	630	....
C.E.G.F. (ex Ind.)	330	....	C.E.G.F. (ex Ind.)	330	....	C.E.G.F. (ex Ind.)	330	....
Couage	48 80	....	Couage	48 80	....	Couage	48 80	....
Chapman Ry.	48 50	....	Chapman Ry.	48 50	....	Chapman Ry.	48 50	....
C.C.P.	157	155 50	C.C.P.	157	155 50	C.C.P.	157	155 50
C.I.M.	883	....	C.I.M.	883	....	C.I.M.	883	....
C.I.T.R.A.M. (R)	2845	....	C.I.T.R.A.M. (R)	2845	....	C.I.T.R.A.M. (R)	2845	....
Comptex	504	....	Comptex	504	....	Comptex	504	....
Cit Industrielle	2600	....	Cit Industrielle	2600	....	Cit Industrielle	2600	....
Cyflon Air France	321	....	Cyflon Air France	321	....	Cyflon Air France	321	....
Cyflon 1000	32	....	Cyflon 1000	32	....	Cyflon 1000	32	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1000	325	....
Cyflon 1000	325	....	Cyflon 1					

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Prés. Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prés. Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prés. Incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.F.	530	....	Aaction	108 41	183 37	France Obligat.	475 59	470 98	Première Orlé.	10330 84	10819 82
Alcan Inc.	413	....	Aldem-gm	7175 31	8806 34	France	482 22	438 08	Pdwy. Econm.	112 83	111 51
Alcan Alumin.	92 20	....	Amplis	27817 07	27881 07	France Perm.	85 88	93 08	Pfcr Assurances	20224 41	20334 41
American Br.	236	....	Amplis	619 38	587 47	France-Région.	1988 28	1124 82	Pdwy.	941	918 05
Arbel	800	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Pdwy.	129 18	128 03
Autosuisse	92 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	685 57	672 13
Banco Popular Esp.	484	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Banqueparis Int.	22350	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Car. Pacific	69 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Cayster City	87 40	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
C.I.L.	8 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Chem. de Luxe	708	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Dow Chemical	280 70	280	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
East. Ind. (Lond.)	640	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
G&S	930	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Good Holdings Ltd.	72 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Goodway Trans.	311	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Grace and Co (WV)	170 80	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Hymovial Inc.	388	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Ind. (Lond.)	83 70	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Koehnig & Pohl	83 70	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Kubota	20	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Lab. B&B	46 00	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Mohand Mines	80 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Offshore Ind.	8 10	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
P&H Inc.	403 40	416	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Rioch	25 10	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Robinson	272 50	278	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Robinson Ind.	130 70	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
S&W	271 60	274	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Selam	8 28	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Serv. Group	38	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
SWE Analysis	70 10	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Tenneco Inc.	168	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Town Electric	61	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Trust Ind.	26 30	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Went Res. Cons.	5 40	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05
Hors-cote											
Bape Hydro Energy.	284	....	Aaction	2 436 265	2 436 265	France Obligat.	475 59	470 98	Première Orlé.	10330 84	10819 82
Calphed	89	....	Alchem-gm	7175 31	8806 34	France	482 22	438 08	Pdwy. Econm.	112 83	111 51
C&H Cogener.	8	....	Amplis	27817 07	27881 07	France Perm.	85 88	93 08	Pfcr Assurances	20224 41	20334 41
CGP	856	....	Amplis	619 38	587 47	France-Région.	1988 28	1124 82	Pdwy.	941	918 05
Environ. Assurances	8	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Pdwy.	129 18	128 03
Euro. Assur.	8	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	685 57	672 13
Euro. Assur.	77 50	....	Amplis	1131 11	1123 37	France-Région.	1988 28	1124 82	Navar.	100 42	108 05

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 16/9	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Etats Unis (1 unit).....	4 995	5 119	4 7	
Ecu.....	8 838	8 806		
Allemagne (100 dm)	330 450	329 340	329	349
Autriche (100 f)	301 410	302 534	16 9	16 9
Payas (100 fr)	301 410	302 700	291	311
Italie (1000 lire)	4 230		4	5
Denemark (1000 lkr)	88 070		91	91
Cole (Denmark (1 £))			91	91
Suède (1000 kron)	2 725	2 736	24	31
Suisse (100 fr)	383 350	388 470	373	385
Belgique (100 fr)	92 400	92 400	92	92
Monnaie (100 fr)	92 400	92 522	82	90
Australie (100 auct)		48 471	47	47
Espagne (100 pes)	6 219	5 068	4 9	5 6
Portugal (100 esc)	3 960	3 985	3 5	4 1
Canada (1 \$ can)	4 100			4 2
France (100 fr)		4 114		4 1

Marché libre de l'or

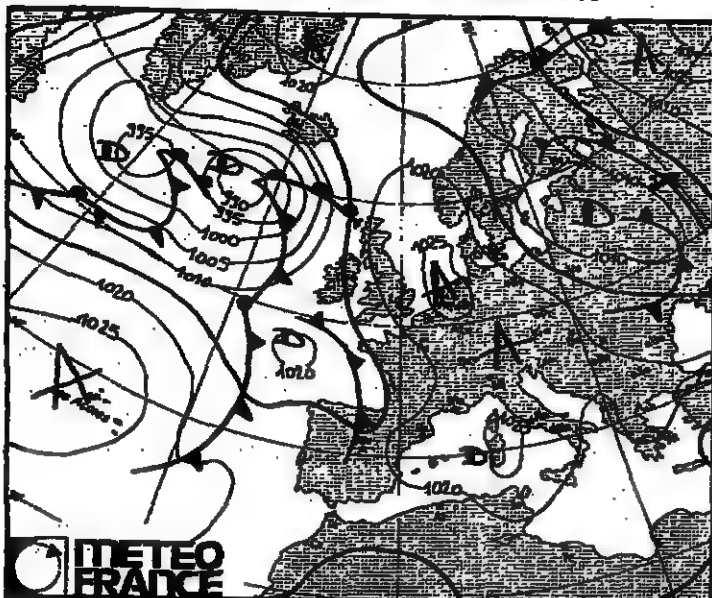
MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/10
fin (lito en barre).....	55800	57500
fin (en lingot).....	55700	56500
potion (20).....	320	320
ce Fr (10 f).....	365	365
ce Suisse (20 f).....	320	315
ce Latine (20 f).....	320	320
ouverain.....	424	424
ce 20 dollars.....	1950	1950
ce 10 dollars.....	1000	968
ce 5 dollars.....	545	545
ce 50 pesce.....	2080	2110
ce 10 florins.....	320	330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

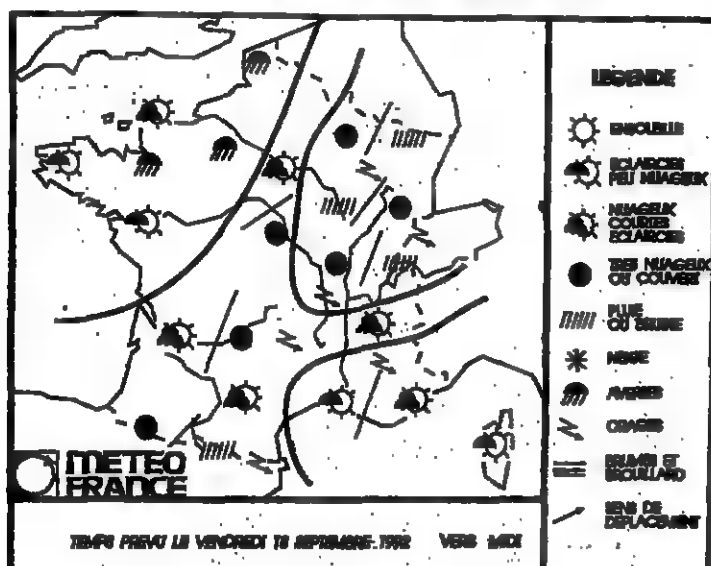
هكذا من الإعلام

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 SEPTEMBRE À 12 HEURES TUC



PRÉVISIONS POUR LE 18 SEPTEMBRE 1992



Vendredi : ondées orageuses avec amélioration par le nord-ouest. Sur le nord-ouest du pays, nuages et belles éclaircies éphémères, accompagnés de quelques petites averses. Cette amélioration gagnera progressivement le littoral breton, le Finistère, la Normandie et la Picardie en fin d'après-midi.

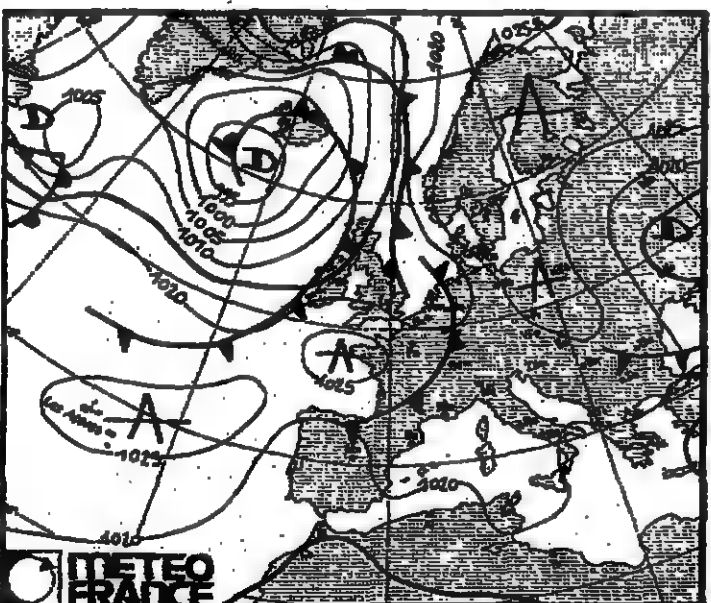
Sur le reste du pays, il y aura quelques éclaircies, mais les nuages seront plus nombreux. Ils donneront des ondées à caractère parfois orageux.

Les régions méditerranéennes ne seront touchées qu'en fin d'après-midi.

Les températures maximales seront comprises entre 18 et 22 degrés dans le Nord-Est, 12 et 18 degrés sur la majeure partie du pays, 16 et 18 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 22 à 25 degrés sur la moitié nord, 22 à 25 degrés sur la moitié sud et 27 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre 17-9-1992 à 17-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE		TOUTES ZONES		LUXEMBOURG	
AMAZON	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
MARSEILLE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BORDEAUX	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BRETAGNE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
PARIS	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
LYON	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
NANTES	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
STRASBOURG	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
TOULOUSE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
ÉTRANGER		LUXEMBOURG		LUXEMBOURG	
ALGER	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
AMSTERDAM	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
ATLANTES	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BANGKOK	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BARCELONE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BELGRADE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BOMBAY	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
BRUXELLES	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
CAIRO	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
COPENHAGUE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
DAKAR	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
DELHI	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
DJIBOUTI	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
GENEVE	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
HONGKONG	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
ISRAËL	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
JERUSALEM	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
LISSABON	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
LONDRES	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D
LOS ANGELES	27 17 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D	25 12 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

RADIO-TÉLÉVISION

La dernière séance

C'EST terrible, l'actualité, ça ne respecte rien. Tout était prêt pour que la dernière séance offerte par TF 1 aux électeurs insoumis (les projecteurs ne s'éteignent qu'à 1 heure du matin) rassemble une ultime fois les mille arguments recueillis, pour qu'on s'envoie à la figure de la technocratie, de l'écou et du Sarajev.

Malheureusement, au fil des heures, le des... aigüés les inquiétudes. Juste avant le lever de rideau, on apprendit que le livre sortait du SME, que l'on se réunissait en pleine nuit à Bruxelles, que les taux d'intérêt allaient monter, ou baisser, que tout pouvait...

On attend. On attend encore. On a presque honte de le signaler, mais c'est Jean-Marie Le Pen qui, après une demi-heure d'irréelles palabres, se fit une joie mauvaise de replonger le débat dans l'actualité de l'heure, renforçant l'impression tragique que la vie, le contact avec le réel était d'un...

C'est terrible, l'actualité, ça ne respecte rien. Tout était prêt pour que la dernière séance offerte par TF 1 aux électeurs insoumis (les projecteurs ne s'éteignent qu'à 1 heure du matin) rassemble une ultime fois les mille arguments recueillis, pour qu'on s'envoie à la figure de la technocratie, de l'écou et du Sarajev.

Malheureusement, au fil des heures, le des... aigüés les inquiétudes. Juste avant le lever de rideau, on apprendit que le livre sortait du SME, que l'on se réunissait en pleine nuit à Bruxelles, que les taux d'intérêt allaient monter, ou baisser, que tout pouvait...

quelques jours du scrutin - il avait eu « des informations », il savait ce qu'il savait - la moitié de l'Assemblée, comme à l'Assemblée, quitta la salle. Bernard Kouchner, à encore bien seul, à l'exception de Simone Veil, opposa à l'ignominie... calme indignation.

A l'... le matin, Lalonde, qui parlait du cœur pour dire la nécessité ardente de l'Europe. Kouchner, à son on les avait davantage entendus, ceux-là et quelques autres, tout au long de la campagne, au lieu des Lang, des Fabius ou des Bayrou, le « ou » ne serait peut-être pas où il en est.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté... Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F film à voir ; M peut voir ; N ne pas manquer ; C chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 17 septembre

TF 1

- 17.30 Série : Loin de ce monde.
- 17.55 Série : Héloïse et les garçons.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.
- 20.00 Journal, Tiers et Météo.
- 20.45 Divertissement : Une famille formidable. De Joël Santoni (1^{re} partie).
- 22.25 Magazine : Mea culpa. Présenté par Patrick Meney.
- 23.55 Journal et Météo.
- 0.00 Magazine : La Cérémonie de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : Fédéric Dubois, Dennis Hooper, Bettina Rhine et le groupe Chanson + Bi Fuoride.

F 2

- 17.10 Magazine : Giga. La Fête à la maison : Reportages ; Quel de neuf docteur ? ; Reportages.
- 18.25 Série : Magnum.
- 19.10 Campagne pour le référendum.
- 19.30 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 19.50 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
- 20.50 Divertissement : Europe, vie de Pékin ; Le... Les Mères blanches.
- 22.15 Cinéma : Le Chien des Bains. Film britannique de Terence (1958).
- 23.50 Journal et Météo.

F 3

- 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.55 Un livre, un jour. La Quatrième Orange, de Régine Detambel.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.05 Jeu : Hugoball.
- 21.15 Divertissement : La Classe.

TF 1

- 18.30 Club Dorothée.
- 17.30 Série : Loin de ce monde.
- 17.55 Série : Héloïse et les garçons.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire, en direct.
- 21.00 Jeu : Le Défi, en direct.
- 21.45 Variétés : Music Stars. Invité : Michel Sardou.
- 23.55 Divertissement : Arthur, émission impossible. Journal et Météo.
- 0.55 Journal et Météo.

F 2

- 16.50 Feuilleton : Beaumanoir.
- 17.15 Magazine : Giga. La Fête à la maison : Reportages ; Quel de neuf docteur ? ; Reportages.
- 18.25 Série : Magnum.
- 19.10 Campagne pour le référendum.
- 19.30 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 19.50 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
- 20.50 Divertissement : Adieu marin. D'Alain Schwartzstein, avec Jean-Philippe Ecoffey, Pierre Vaneck.
- 22.30 Feuilleton : Belphegor. De Claude Sarras, avec Juliette Gréco, René Dary (1^{re} et 2^e épisodes).
- 22.45 Première partie de l'hommage à Claude Sarras, décédé le 30 août.
- 0.50 Journal des courses. Journal et Météo.

F 3

- 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.55 Un livre, un jour. La Sécession à Prague, de Luca Quattrocchi.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hugoball.
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thelassa. Dans les bras du Diable, d'Isabelle Moe-glin et Jean-Michel Destang.
- 21.45 Magazine : Caractères.

20.35 INC.

- 20.45 Cinéma : La Race des seigneurs. Film français de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec... Sydney Rome.
- 22.25 Campagne pour le référendum.
- 22.40 Journal et Météo.
- 22.55 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
- 23.06 Cinéma : Les Félins. Film français de Clément (1994).
- 0.40 Continentales. L'Eurojournal : ...

CANAL PLUS

- 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35.
- 18.30 Ce cartoon. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
- 18.50 La Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Juliette Gréco.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : Scorpion rouge. Film américain de Joseph Zito (1988).
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 Cinéma : Calme. Film américain de Philip Noyce (1989) (v.o.).
- 23.55 Cinéma : Sale comme un ange. Film français de Catherine Breillat (1991).

M 6

- 17.35 Série : Campus Show.
- 18.05 Série : Bookers.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.45 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Météo 6.
- 20.45 Cinéma : L'Été en pente douce. Film français de Gérard Krawczyk (1988).
- 22.45 Téléfilm : Inspecteur Kathy.
- 17.00 Cinéma : Vivre en paix. Film italien de Luigi Zampa (1946).

Vendredi 18 septembre

- 17.35 par... Rapp. Invités : Myriam Anissimov (Dans le plus strict intimité) ; Anne-Marie (Aden) ; Patrick Modiano (Un cirque passe) ; Daniel Rondeau (Parti du diable) ; Didier Blonde (Voleurs de visages).
- 22.50 Campagne pour le référendum.
- 23.05 Journal et Météo.
- 23.20 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
- 23.30 Traverses. Nous ne vivons plus ensemble, documentaire de Philippe Flaudin et Michel Le Bayon (rediff.).
- 0.25 Continentales. L'Eurojournal : l'été en... Es le clavier... sol : ... soprano ; Manuel Burgues, piano.
- 1.18 Cinéma : ...

CANAL PLUS

- 16.05 Cinéma : Vercet. Film espagnol de ...
- 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35.
- 18.30 La Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Juliette Gréco.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : ...
- 22.05 Documentaires : Kraft, la passion jusqu'au... Chagany et Olivier...
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Total Recall. Film américain de Paul Verhoeven (1990).
- 0.50 Cinéma : Doss la peau d'une blonde. Film américain de Mike Edwards (1991) (v.o.).

M 6

- 17.15 Jeu : Zygopols.
- 17.35 Série : Campus Show.
- 18.05 Série : Bookers.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.45 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine : Capital (et à ...)

- 19.00 Documentaire : L'Art en Russie (rediff.).
- 19.20 Documentaire : Gens de Cuba. De Ian Bruce et Keith.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Munich, ville du cinéma.
- 20.40 Documentaire : J'aimerais mieux être un autre. De Siska Wormann.
- 22.00 Court-métrage : Fotofinish. De Siska Wormann.
- 22.20 Court-métrage : Jours d'été.
- 22.30 Court-métrage : Maria.
- 0.00 Documentaire : Le Festival de films de Munich à dix ans.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Avignon 92. Rencontre européenne d'auteurs théâtre : Didier-Georges (France).
- 21.30 Profile perdus. Michel de Certeau, jésuite (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Le besoin de... 3. S'en sortir.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert donné le 30 septembre 1991, lors des Semaines musicales d'Ascona : Bugaku, 1^{re} partie, de Mayuzumi ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur op. 11, de Chopin ; Symphonie n° 4 en fa mineur op. 38, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Tokyo, Kazuyoshi Akiyama ; Yuliko Hori, piano.
- 23.09 Aïné la nuit. Trio pour... violon et violoncelle n° 1 en ut majeur, de Haydn ; Sonate pour violon et piano n° 5 en la majeur op. 24, de Beethoven ; Quatuor pour violon, alto, violoncelle et piano en la majeur op. 30, de Chausson ; Licht und Liebe D 352, de Schubert.
- 0.30 Dépêche-notes.
- 0.45 L'Heure...

- 20.45 Téléfilm : ...
- 22.35 Série : Mission impossible, vingt... après.
- 23.30 Magazine : ...
- 0.20 Magazine : ...

ARTE

- 17.00 Documentaire : L'éléphant est tombé dans la rivière. De Volker Anding (rediff.).
- 17.45 Documentaire : L'Idole. De Desmond Morris (rediff.).
- 19.00 Documentaire : L'Art aux États-Unis (rediff.).
- 19.30 Documentaire : La Part du hasard. De ...
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transat. De Daniel Leconte.
- 22.10 Téléfilm : Les Enfants de la plage. De Williams Crépin.
- 23.35 Documentaire : Ma Vénus est un animal sauvage. De Harald Hohenecker.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 ...
- 21.30 Musique : Black and Blue. L'art de la batterie par-delà les styles.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Le besoin de croire. 4. Définir ses énigmes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.
- 0.50 Musique : ...

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Jeanne au bâcher, oratorio, d'Honegger, par la Maîtrise et le Chœur de Radio-France, l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; sol. : Marthe Keller, Françoise Chautemette, Catherine Dubosc, Valérie Millot.
- 23.09 Jazz club, Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du Petit-Opéra : Turk Mauro, saxophone, Emmanuel Bex, orgue, Christophe Marguet, batterie.
- 1.05 Papillons de nuit.

LA PEAU DU MONDE

Jacques-Pierre Seuil, *pp.*, *fr.*

AVANT

de ~~l'auteur~~ Alexakis. Seuil, 220 p., 9 F.

Et quand le ... se bécote, ... un coup de téléphone : Julius, le fils d'Henry, ... hospitalisé à Saint-Malo, victime d'un ... morbide. Henry ... au pays natal retrouver ce frère qu'il n'a jamais bien connu, qui ... un esprit plutôt religieux. Julius ... du séminaire, ... s'expliquer beaucoup avec Henry, ... une fois, il y a longtemps, en ... qu'il n'entrerait jamais dans ce royaume : « Tu peux rester à te promener ici sur l'esplanade. Regarde les ... et les femmes ... du pays, reste à boire un pastis, sur la banquette de la brasserie, les jeunes joueurs de pétanque en maillot de corps, mais tu n'auras que le peu du monde, sa ... scintillante, ... d'autre. » Henry y ... repensé cette peu du monde, en ... disant que ce n'était ... mal ; après tout, c'est ... qu'il ... le mieux. Il est vrai qu'il y a du Duras chez Amette, dans une certaine exaltation poétique ... choses ... ordinaire qui peut rendre ce

MAIS il ~~est~~ ~~difficile~~ de se dépasser vraiment. On s'éloigne ~~de~~ Paris, ~~à~~ France, d'Europe et l'on accomplit ~~des~~ kilomètres, « de l'Atlantique ~~à~~ mer Rouge », sans sortir ~~de~~ soi. ~~L'attente~~ ne tient pas tout de suite ses promesses. Et l'on éprouve bientôt l'envie de rentrer, car on ~~est~~ gagné par une ~~sorte~~ *d'aveugle sentimental*. La tristesse ~~des~~ tropi-

MAIS il ~~est~~ ~~difficile~~ de se dépasser vraiment. On s'éloigne ~~de~~ Paris, ~~à~~ France, d'Europe et l'on accomplit ~~des~~ kilomètres, « de l'Atlantique ~~à~~ mer Rouge », sans sortir ~~de~~ soi. ~~L'attente~~ ne tient pas tout de suite ses promesses. Et l'on éprouve bientôt l'envie de rentrer, car on ~~est~~ gagné par une ~~sorte~~ *d'aveugle sentimentalité*. La tristesse ~~des~~ tropi-

LE FEUILLETON

de Michel Brandaen



Chercher du feu

N'importe, pour l'instant, ce qui donne à Henry le vertige d'une
 ce court retour vers son frère, l'enfance, c'est l'envie de
 disparaître, pour l'instant, femme, boulot, appartement, amis, dire
 qu'on va s'en aller. Les allumettes lui ne plus jamais revenir.
 Amettes, ce frère normand de Peter Handke, ce cousin de
 Georges Perec (il souvient, lui aussi, il connaît l'ivresse des
 choses, des catalogues), décrit avec beaucoup de finesse et de
 sensualité le contact fuyant avec le monde, cette séduction et
 déception qui nous attachent et nous donnent
 jour à l'autre, l'envie d'aller aussi chercher des allumettes. Un
 qui aimerait bien avoir du feu lui, c'est le narrateur d'Avant, le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Detective



Règle du jeu (Biffures,
 Fauriel, [] Frère nuit).
 Cela, pourtant, ne
 D'octobre 1922 à novembre
 1989, Michel Leiris a égale-
 ment un Journal (1), qui
 découvre [] présent et qui
 s'ajoute à [] longue «détac-
 story», [] laquelle l'ass-
 assin, la victime et l'enquêteur
 sont une même personne. Si
 l'on fait les comptes, le record
 France [] la littérature
 biographique [] sûrement
 battu. Et les oncles s'en
 réjouissent. [] sont [] quand
 nouveaux accomplissent
 performances et que [] meilleur
 d'entre [] se [] au ce

LES premiers mots de ce Journal concernent la peinture d'André Masson, lequel est cité notamment parmi ses peintres les plus du paradis terrestre, égarés par Dieu. Les derniers mots indiquent le désir d'« interrompre » quelque chose. Mais quoi? L'écriture en la vie, sans doute. Entre-temps, une « traversée » de soixante-sept années, avec une tentative du suicide à mi-parcours, le 29 mai 1957. Ce

story

arondissements,
à la qu'elle l'Histoire, on en train
se faire... quel quel
tier ? Avec on toujours
Waterloo, car
elle se permet les mêmes
coquetteries que fameuses.
C'est problématiquement à cause
ces promesses que
Leirs participe, ensuite, à la
création des Temps
modernes... Au printemps
1968, il éprouva la sympha-
tie pour le mouvement libé-
taire. Et, l'hiver d'après, il
souvint d'avoir
Céline dans l'autobus et d'avoir
conversé tranquillement
lui, deviner que cat

[illegible]

* Signalons la reprise en « poche » du roman de Vassilis Alexakis, *les Girs de City-Bonn-Bonn*, paru en 1975 (Points-Seuil, n° R 547). La collection « le Mantoux d'Arléquin » (Gallimard) publie deux pièces de Jacques-Pierre Amette, *le Mal du Pays* et *Singa*.

Le paradoxe de cet homme discret, qui écrivait « Je fais voir » en qui a traversé notre époque d'une manière clandestine, c'est qu'il n'a rien écrit, si ce n'est desquas avec un air de fureur. Que cherchait-il à faire lorsqu'il remplissait les cahiers dans la quinzaine de la chambre ? Peut-être « le secret du secret ». Le dernier mot d'une affaire très-confuse. Il essayait obstinément de faire avouer le drôle de type qu'il retrouvait tous les matins et qui prétendait s'appeler Miché, Loris. « Le monde, écrivait-il, est un monde de glace et de feu » n'avons-nous pas dit : nous nous voyons dans le miroir sans savoir ce qu'il y a derrière. » Par bonheur, il arrive que l'on aperçoive ces mouettes sur la Seine, en décembre, et que l'on soit distrait de ses pensées. Les mouettes, console, même en hiver.

(1) Pour les références à l'ouvrage, voir en page 29 l'article de Francis Manda.

هكذا من لا يملك

Le Monde

Le Monde • Vendredi 18 septembre 1992 29

DES LIVRES

Leiris au prix des mots

De 1922 à 1989, l'écrivain a consigné sa vie dans un « Journal », qu'on publie aujourd'hui. En cinq cahiers voisinent historiettes, choses vues, herbier sentimental, brouillon de l'œuvre qui se fait et une belle collection de rêves

JOURNAL 1922-1989
de Michel Leiris.
Édition établie, présentée
et annotée par Jean Jamin.
Gallimard, 110 p., 200 F.

Ét. 36 : accord entre l'Allemagne et l'Autriche. Gringoire Salengro d'avoir trahi en 1915, il est juif, il se suicidera. Léo Lagrange sera le « héros » populaire de congé annuel. Le Congrès musulman algérien adopte la « charte revendicative du peuple algérien musulman ». Le soulèvement franquiste empêche les antinazis de Barcelone d'ouvrir leurs contre-Jeux olympiques, réplique à ceux de Berlin. Mauriac menace Blum qui vient de donner son accord pour la livraison d'armes au gouvernement républicain espagnol. C'est dans le *Figaro* du 11 juillet : « Pardonnerons-nous jamais ce crime. » Nous ?

Un petit homme soigné, Michel Leiris, qui s'est fait connaître par *L'Afrique fantôme* (remue-ménage chez les ethnologues) et *L'Âge d'homme* (autobiographie), écrit dans un cahier bleu de l'année scolaire qu'il a ouvert en septembre 1922 et qu'il refermera dans la nuit du 29 mai 1927 quand il tente de se suicider. C'est son *Journal*. Il note au stylo à plume sur une page à petits carreaux, d'une écriture fine : « 1936, juillet-septembre. Deux événements cruciaux : 1/ la révolution espagnole est cause que, pour la première fois, le monde me fait réellement défaut ; 2/ j'apprends à nager. » Crudeaux ?

Cette égalité des faits, le propre de la vie d'homme – surtout chez lui dont on sait la détermination antiraciste, antifasciste, une constante alchimie gauchiste (« De plus en plus, la stalinisme me turpinit », dit-il en 1949) –, et l'interrogation permanente sur le rôle de l'engagement et de l'art – des surréalistes à Sartre, en passant par Bataille et Picasso, Giacometti et Bacon, il est l'ami du siècle –, le déprimant. 1983, le 13 mai, un vendredi 13, il le remarque : « L'angoisse – du moins pour moi – tend à engendrer un surcroît de dépression en raison de l'absurdité qui lui est inhérente. » m'inquiéter au même degré des « maux de mon chien (qui doivent être rectifiés faute de quoi son pedigree ne saurait être confirmé), de l'état de santé de G. H.-R. et de l'actuelle situation politique mondiale, cela me montre à quel point je suis absurde, et

ce n'est odieux. » Leiris ne se fait pas de cadeau. Il entame la rédaction de son dixième livre, *L'angoisse*. Tangage, c'est la partie émergée de l'iceberg, la longue rédaction (œuvre – journal immergé – « vie » océan), pour lequel il écrit cette ironie : « Avoir prétendu écrire pour arriver à mieux vivre et n'avoir, au bout du compte, écrit à peu près rien d'autre qu'une vie d'écrivain. »

« J'ai rêvé que j'étais mort » (1923)

En cinq cahiers, établis par Jean Jamin, « le jeune ami du Musée de l'Homme », le *Journal* de Leiris accumule les historiettes, les impressions, deux misères, l'âme qui passe trois citations, un herbier sentimental, la désolation, quelques titres possibles, pas mal de drôleries, des choses vues, certaine platitude acceptée, des passages à la souteneur qu'on ne manquera pas d'extraire – la libération de Paris, les impressions de Rome, de New-York ou de Florence, un journal de voyage en Allemagne, sous le signe de ceux de Melville – et une belle collection de rêves en forme d'opéras.

C'est de ce stock de rêves que les exégètes vont sans doute faire leur miel. Ils sont tous dans la matrice de ce que le recueil *Journal* transcrit. Réécriture, agencement, essais philosophiques, classements en tous genres, listes, consigne d'arguments à opposer, le *Journal* est un brouillon. Ça plût-il est le négatif, les planches de contact d'un preneur d'instantané. On suit à mesure la révélation des livres dans leurs bords chimiques. S'agissant des rêves, ils ne peuvent qu'alerter le lecteur de psychanalyse : Leiris, avec Bataille, est le premier écrivain à en tenir en France, suffisamment attentif à la « seconde vie » dont parle Nerval pour la traiter sans étonnement. Il en fait la théorie. D'autant que l'écriture de ses rêves, « qui qu'en somme ils ne sont pas toujours personnels, ce sont des rêves à quatre mains. »

Au temps du surréalisme, il en fait, « à point nommé », de « surréalistes ». Au cours de son analyse, il se surprend à en faire de « typiquement psychanalytiques ». « Il semblerait aujourd'hui que mes rêves – au demeurant beaucoup plus rares et bien moins transposés – tendent à prendre une couleur existentialiste » (1946). Parfois, il s'agit de Bataille. On s'agit d'un engagement de corré. Il se réveille : « Après



Au Musée de l'Homme, vers 1940.

Je serai mort ! » Il dit à l'organisateur : « Vous vous foutez de moi ! Je ne marche pas ! » et ajoute : « L'âme est mieux que la chance comme torero ! » Son premier rêve noté vaut le détour : « La nuit dernière, j'ai rêvé que j'étais mort » (16 mars 1923). Ça part mal. Du 17 mai 1944 au 10 octobre 1945, en revanche, pas de rêve transcrit. Le réel suffit largement à occuper le premier et la seconde vie. C'est la libération. En décembre 1944, il retombe dans le « brouillon d'écriture » : « A croire que ceux qui ont les névroses ne sont pas portés pendant les quatre années d'occupation ont raison. »

Tout n'est pas « bon », dans le *Journal* au sens sportif ou gastronomique, « à quoi se règle, sans l'avouer, le jugement des Lettres. La question n'est pas là. La question, c'est qu'il s'agit d'une vie simple pour être, à force, exceptionnelle. Il s'agit d'une entreprise qui

l'autobiographie (la Règle du jeu), comme l'*Afrique fantôme* (l'illusion analytique, un fond d'impossible poésie. A quoi on ajoutera que le générique du film « La nuit dernière, j'ai rêvé que j'étais mort » (16 mars 1923). Ça part mal. Du 17 mai 1944 au 10 octobre 1945, en revanche, pas de rêve transcrit. Le réel suffit largement à occuper le premier et la seconde vie. C'est la libération. En décembre 1944, il retombe dans le « brouillon d'écriture » : « A croire que ceux qui ont les névroses ne sont pas portés pendant les quatre années d'occupation ont raison. »

homosexualité. Mais n'a jamais jugé bon de battre en coulpe à propos de l'antisémitisme auquel il avait temporairement cédé. »

Il relate. Il frelate. Ce n'est qu'en fin de course, comme essoufflé, qu'il fait la vérité. Un peu plus, la raison : « L'art n'est-il pas la fois ma drogue, le don que je fais à moi-même et la preuve que je m'administre de n'être pas un animal ? » (1981). Tout est décrit minutieusement le protocole du rite de la rédaction, tantôt il s'empare contre la tricherie du refuge, l'important, c'est de ne pas perdre le fil : « L'écriture fondamentale du journal intime qui constitue une contradiction dans les termes : je formule pour moi et je ne parle qu'à moi-même (...) mais je m'échelonne les long des dates, comme un escalier à l'escalier qui m'élève vers les repères du temps (...) Le seul intérêt du journal réside précisément dans cette marche absurde, dans cette tentative alchimique de fondre en une unité absolue, ce qui apparaît nécessairement comme d'abord »

Cette « pouffiasse du pesantier »

Toujours ce risque de suture, de recomposition, le plus souvent, celui de faire de la littérature. Pas le moindre souci de perfectionnement moral, l'écriture même du genre *Journal* du *Figaro*, que commente Pierre Pachet dans les *Mémoires de l'âme*, *Nécessité du journal intime* (1). Il faut toucher le fond, sans bifurque, sans fibrilles et tout le fourbis, bien à plat, bien remonté contre la « pouffiasse de pesantier », on prépare des posthumes, « à la façon des paysans martiniquais stockant chez eux les planches du cerveau futur ». Oui, mais pour qui ? logiquement, pour 2. Le *Journal* de toujours qui ne le lira jamais, le témoin du vie avec qui il va, une année, en 1934, l'année inondée du déluge de Léna, jusqu'à une méchanceté qu'il nomme « la dévotion de l'impuissance ». Elle n'est pas moindre que l'autre, dit-elle.

Françoise Marmande

Lire la suite page 31
Lire aussi, en page 31 la chronique de François Baud : « Detective Story ».

(1) Ibid.

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Chercher du feu

« Mais tu n'auras que le monde, une surface scintillante et rien d'autre. » Le héros du dernier roman de Jacques-Pierre Amette repense à cette prédiction de son frère. Il est cet âge étrange, le mi-chemin de la vie, qui est celui des nostalgies, mais aussi de tous les redémarrages. Et Amette dit avec finesse et sensibilité le rapport fuyant du monde, entre séduction et déception. Les héros du roman de Jacques-Pierre Amette ne devraient avoir ces préoccupations. Car s'ils vivent dans le noir, c'est qu'ils sont morts, en enfer. Mais un enfer pavé de souvenirs – d'ailleurs drôles – d'avant. Difficile, décidément, d'y échapper...
Page 30

LE DÉBAT

Autour de Bourdieu

Le dernier livre de Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, met en œuvre, avec ambition et... provocation, une approche scientifique de la création littéraire et artistique. Ce qui ne va pas sans polémisme. Danièle Sallenave, notamment, oppose résolument le plaisir de lire, la singularité des auteurs et de leurs créations, à une vision d'explication scientifique qu'elle soupçonne d'être normative et « finalement, conformiste ».
Pages 38 et 37

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand

L'énigme du départ

V.S. Naipaul est retourné en Inde et ramène sa troisième enquête sur le berceau de sa famille. Est-ce l'Inde qui a changé ou lui-même ? On dirait qu'il se rassure. Mais, même si l'Inde qui était pour lui comme une névrose, il n'est pas un étranger. Je repars toujours...
Page 42

La peur du vide

Dans une nouvelle édition du « Pouvoir sur scènes », Georges Balandier s'inquiète de l'« anesthésie cathodique » de la vie politique

LE POUVOIR SUR SCÈNES
de Georges Balandier.
Balandier, 176 p., 98 F.

Le problème et l'attrait d'une anthropologie de la modernité découle d'une même nécessité : l'événement ne cesse de la devancer, de la provoquer, de la convoquer. Georges Balandier en prend acte dans le préambule de la nouvelle édition, largement augmentée, du *Pouvoir sur scènes*. Certes, la position théorique et l'argumentation d'ensemble du livre restent les mêmes. Son auteur a mis en évidence, depuis longtemps, les vertus du « détour » qui aiguise et renouvelle le regard

que les Occidentaux peuvent apporter sur leurs propres institutions, notamment dans le domaine de la politique où les notions de représentations, d'image, de scène, d'opacité, d'adhésion ou de soumission sont étroitement solidaires. Mais, durant ces dernières années, les conditions de l'exercice et de la mise en images du pouvoir, qu'il soit ou non de type démocratique, n'ont cessé de changer. Et c'est ce changement (ce qu'il appelle « l'emballage de la théocratie ») qu'enregistre l'auteur en assignant à son livre renouvelé – texte témoin, en quelque sorte – la tâche d'en rendre compte : « ...Le monde des

choses, le mouvement du monde, l'épreuve de l'événement ont renouvelé la façon dont nous nous représentons. »

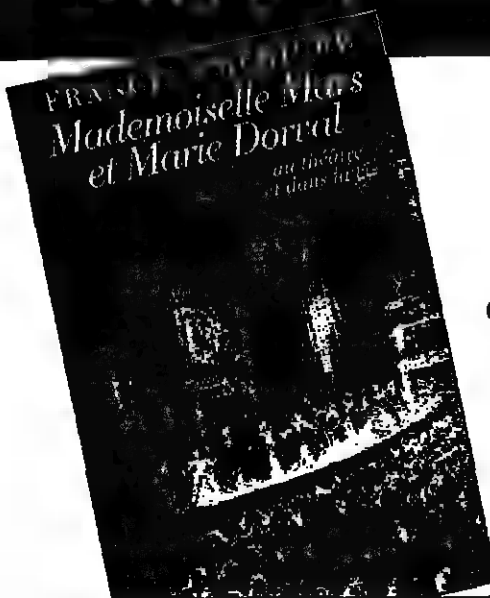
Au-delà des particularités du quotidien et des convulsions de l'actualité, ce sont les conditions des événements qui se laissent percevoir, Georges Balandier reste fondé à inscrire son analyse minutieuse du contemporain dans une perspective plus longue où elle prend tout son sens.

Quelques évolutions essentielles lui permettent dès lors de caractériser la modernité, notamment la modernité politique.

Marc Angé

Lire la suite page 39

FRANCIS AMBRIÈRE



Les vies des deux actrices les plus importantes et les plus célèbres de l'époque... Francis Ambrière sonde les cœurs, les reins, les esprits et les archives, avec une maîtrise et une finesse absolues.

Bosquet / Le Figaro

Eblouissant de rigueur et de maîtrise.

Raphaël / L'Express

Editions du Seuil

vente de la Drie
laquer les transp
1 590
2 950
1 990
MAI AU SAMEDI 10

Dans la chaleur de Cuba

Le récit flamboyant et sensuel d'une éducation adolescente dans une île vécue comme un piège

L'ÎLE DU LÉZARD VERT
d'Eduardo Manet
Flammarion, 1991 p. 144 F.

Corrompue, endormie sur les vagues d'un long lézard vert : telle est Cuba pour Eduardo Manet. Une île intemporelle qui baigne dans une éternelle chaleur humide, où attendent la pluie et une « vieille star capricieuse », laquelle se transforme aussitôt en un « aquarium gris » crépitant sous tension.

Dans cette île électrisée, où la tentation du plaisir prend jusqu'à la racine des nerfs — et que Manet restitue dans un style irrigué d'images et de notations sensitives, qui n'a rien perdu en sensibilité depuis la *Mauresque* ou *Zone interdite* — le narrateur adolescent qu'il quinzaine ans, va connaître, à la fin des années 40, ses premières aventures sexuelles. Avec Alma-Rosa, « la fleur hybride », et surtout, Gipsie, une femme mûre qui l'entraîne dans « le merveilleux sabbat » des nuits telluriques où l'immerge dans le rythme végétal d'une plante tropicale.

Mais le roman d'Eduardo Manet ne se ramène pas à un feuilleton érotique, à un inventaire de voluptés soit-il. Il y a dans son personnage, qui se laisse de se balancer la vie dans l'élégance d'un « palmier royal », un malaise, une interrogation inquiète, qui véritable enjeu du livre, lui donne sa gravité : celle de l'identité. Car le jeune homme sent un poids dans sa propre terre, ne peut pas trouver un point d'ancrage dans une île mouvante, passerelle pour les uns, maison pour les autres.



Eduardo Manet : le père de l'écriture.

Il se tourne vers sa mère pour qu'elle l'aide à se définir. Mais elle ne peut pas le faire, elle est prise dans la nostalgie exubérante de son Andalousie. Elle descend d'une famille juive, dont les ancêtres s'étaient convertis au catholicisme au moment de l'Inquisition. Mais, par goût de la fabulation, propension à la mythomanie et exorcisme de la réalité des dévotions de son mari volage, elle préfère composer avec la saga familiale, notamment qu'elle est issue d'une tribu de chamanes de la Sierra Morena. A force de s'inventer une identité, elle finit par oublier ses véritables origines. Elle

n'est que seule : Gipsie, aussi, ne peut pas reconstruire son passé.

Le roman bourgeois d'une fiction de soi, de mini-origines auxquels le roman recours puisque Cuba est un miroir tournant, incapable de leur renvoyer une image fixe d'eux-mêmes.

La politique pourrait apporter au roman une identité rêvée. Il y a initié par un ami juif, Lohengrin, d'origine allemande, affirmant que « la meilleure façon de rester juif, c'est d'épouser l'identité d'un autre peuple, est de participer à une lutte commune ». C'est-à-dire embrasser la cause communiste. Il se laisse, un temps, fasciné par la magie de l'expression d'« avant-garde politique », convaincu par l'argument du militant Manuel Mas Fortin, qui lui fait prendre conscience du temps en la tirant de la contemplation vers l'action. Mais il lui montrant les maux d'une île devenue une plaque tournante pour les mafiosi en tout genre. Mais il ne peut pas à sourire intérieurement de l'obsession de la clandestinité de Manuel, sa manière de s'entourer de mystère.

Déillusions et dégoût

Cuba à l'époque de son regard, Eduardo Manet introduit une distance qui tamise la flamboyance du récit. Les illusions du narrateur, qu'on appelle désormais « Chino », s'évanouissent quand il se rend compte que, pour accéder à la pureté de la purification de l'île, Manuel emploie des moyens louches — notamment celui du chantage envers l'égard d'un homme réputé anti-marxiste : le professeur Marsac et le journaliste Nelson. Mais ceux-ci — et c'est le malin de Manet — ne pas accepter l'humilité, ils ne jamais donner à son roman l'allure d'un pamphlet tropical — se révèlent plus pathétiques que dogmatiques. Dans la douce vita gringante, l'humour et crispé à laquelle il s'abandonne, Marsac se révèle être un homme aux abois, qui ne peut pas rattraper le temps perdu ; Nelson, une fois de plus, se révèle être un homme de Pierre Loti décadent, qui se laisse emporter par Sylvia Florès, une actrice légère, alliance apparente de « mante religieuse et de pieuvre », qui réalise une fille détruite qui danse au bord du néant. Eux aussi se laissent enlever, pris au piège de cette prison qu'est Cuba. « Chino » devra toucher le fond du dégoût et le spectacle des manipulations et des suicides provoqués pour se décider enfin à quitter l'île.

« Si tu n'es pas intéressé par l'argent, le sexe ou la politique, ce pays te pousse à l'exil. Même ici, je me sens exclu. Alors, j'ai décidé d'aller ailleurs ; d'ici, je me sentirai plus moi-même, moi-même, moi-même », dit-il.

Au terme du livre, qui, par sa nonchalance narquoise, son foisonnement contrôlé, son picaresque assourdi, évite toutes les lourdeurs du roman traditionnel d'éducation, on devine que la vraie patrie, l'écriture sera celle de l'écriture.

Jean-Noël Parnaud

JOURS DE PIERRE
de Victor Angel Luch.
Belfond, 276 p., 98 F.

Dans la mythologie, les voyants sont aveugles et les héros préparent d'interminables chemins avant de se retrouver. Passage obligé pour apprendre à se connaître : d'abord, ne rien voir, se perdre, être étranger, s'exiler.

À huit ans, le héros de *Jours de pierre* amorce malgré lui cet itinéraire. De l'égarement à la connaissance, cela commence par un curieux sentiment : celui de son étrangeté. Alors que dans sa petite ville d'Espagne il croit être un enfant comme les autres, il reste, sans comprendre, une sorte d'étranger, celui qu'on insulte : « Rojo ! Rebelle ! Rojo ! » (« Rouge ! Rebelle ! Rouge ! »). Autant d'interrogations que l'enfant ressasse : « Qu'est-ce qui était rouge en lui ? Et pourquoi le rouge était-il si mauvais ? » Mieux valait traquer les hirondelles ou faire des courses nocturnes avec les autres gamins des rues.

L'odyssée de Lazare

LE CHEMIN DE L'EXIL
de Didier Nebot.
Presses de la Renaissance,
316 p., 110 F.

Il est encore possible, en cette année du cinquantième anniversaire, d'écrire quelque chose de neuf sur l'odyssée des Juifs d'Espagne et leur expulsion par les Souverains Très Catholiques peu après la prise de Grenade occupée par les Maures — à laquelle ils n'avaient pas peu contribué. La preuve en est donnée par le beau roman de Didier Nebot qui anime le soufflé des grands récits historiques, mais vu du côté de ceux qui vivent à l'écart des cours et des grands de ce monde.

Et pour cause, car il y a bien longtemps déjà, à la fin du quinzième siècle, que Juifs et chrétiens se mélaient fort peu en Espagne et que le pouvoir tenait naturellement à distance cette communauté « hérétique », quitte à profiter largement de ses services. Le héros de cette épopée familiale, Lazare, meurt à cent deux ans lorsque ses corrépondances sont compromises, à moins qu'il ne s'occupe de se convertir, d'abandonner cette terre qu'il croyait autant la leur que celle des Espagnols.

Il est fils de vigneron et n'échappe que par miracle, dans son plus jeune âge, à un persécution de sa mère, qui, en 1391, en même temps qu'une bonne part des habitants de la fédération de Tolède, Lazare est à part — il répondra à seize ans, cas unique pour un juif, un tournoi de tir à l'arc dont on parlera pendant des décennies — qui refuse de baisser les bras devant intimidations et persécutions. Ce qui lui vaudra une dangereuse notoriété qu'il paiera d'une condamnation à mort commuée, grâce aux beaux yeux d'une noble castillane, en détention à vie dans une forteresse dont il ne sortira, encore, que par miracle.

Mais les familles, juives surtout, sont vastes et, en un siècle, nous voyons se succéder des générations qui connaîtront des fortunes diverses, des sommets de la réussite sociale aux bûchers de l'Inquisition jusqu'à l'exil final. De l'une à l'autre, le climat politique varie, mais il reste rarement au beau de manière durable.

Didier Nebot, nous dit-on, « est passionné depuis toujours pour l'histoire de ses ancêtres ». C'est sans doute ce qui rend si attachant son premier roman, comme un hommage rendu par-delà les siècles aux faits et gestes de personnages qu'il parvient à nous rendre aussi proches qu'à lui-même.

A. J.

L'enfant Quichotte

Dans les années 50, entre l'Espagne et la France, l'apprentissage de la vie d'Indio, fils de « rouges »

On ne lui a jamais rien dit de son père ni de son frère, disparus. On ne lui a rien dit pour quoi il n'était pas né dans la ville, comme les autres, mais quelque part dans les montagnes. Et on oublie jusqu'à son vrai prénom, Manuel, pour le surnommer Indio, parce qu'il est le sauvage, le rebelle, le fils rebelle. On ne lui dit pas que, derrière la page devenu routinier des portraits de Franco, il y a l'histoire de sa famille, qui s'est battue aux côtés des républicains. On ne lui dit rien parce que, aujourd'hui, en cette fin des années 50, ce sont eux les vaincus.

L'indien des énigmes

Peu à peu, Indio, comme Ulysse, affronte les obstacles. Il s'interroge, l'inquisiteur, questionne inlassablement, les pierres du silence, les « jours de pierre » qui l'empêchent de grandir. Retrouver ses racines, la violence enfouie de la guerre civile, la violence enfouie de la violence, pour Indio, ouvrir les yeux sur les mystères de l'existence qui construisent l'existence et qui, d'abord, font l'émerveillement de l'enfant. Alors, de la profondeur de la terre ou des dimensions du ciel : pourquoi, se posant aux deux bouts du quartier, occupe-t-on la même place sur la lune ? Et le jour mort, comment a-t-il passé la frontière de la vie pour devenir un être mort ? S'éveiller au monde, c'est, pour Indio, reconnaître l'indien des énigmes et l'immensité des limites du possible : « Indio de pierres qu'il lui enlève une »

« Indio » pour voir clair, autant de « Indio ». Des mots souvent en espagnol dans le texte, et que nous-mêmes, lecteurs en sympathie avec Indio, nous percevons avec le même étonnement. Il y a « rojo » (rouge), « guerre civile », « exil », « celui-là », le mot « vaincu », « une main d'épaule touchant le sol », « une main dans la poche et de passer sur les yeux, un mot de corps à corps et l'indien qui demandait merci ». Des mots à déterrer, à dénouer. Des mots qu'il faut en exil, inscrits sur les murs, lorsque sa mère finit par l'emmener là-bas, à l'école (Ivry-sur-Seine) : « FLN », « une main de couleurs », « Non il n'y a pas de couleurs », « Non il n'y a pas de couleurs ».

De l'Espagne à la France, Indio suit son chemin d'exilé, sa lutte avec l'inconnu, son émerveillement. En une épopée de Victor Angel Luch, la France de l'après-guerre, de l'après-Franco, qui nous baigne entre les étoiles par les jeux cruels, le sentiment spontané d'une simple, le cœur fou d'aller toujours plus loin. En France, son chemin se dirige vers le monde qu'il découvre, déchiffrant pas à pas les mots difficiles de *Don Quichotte*. Indio n'est-il pas, lui aussi, un chevalier magnifique ? Indio qui « nommait les choses » et qui, lui, nommait les livres et le cheval, se donnait un nom lui-même ?

M. V. R.

Patrick Chamoiseau TEXACO



Lorsque Texaco, un quartier-bidonville de Fort-de-France, sera menacé, Marie-Sophie sera la première à mener la révolte. Car il ne s'agit pas d'échanger la tôle contre le béton, mais de préserver ou de perdre l'âme créole... Espoirs et désespoirs du peuple antillais, du temps des chaînes aux temps modernes.

Rentrée romanesque

nrf

Sylvie Doizelet CHERCHER SA DEMEURE



« Fuyez de toutes vos forces, cherchez à l'écart une demeure. Habitants de Hatsor ! ». Cette parole du prophète Jérémie pour les deux pasteurs d'Atsor, visionnaires égarés dans ce paisible village des landes du Yorkshire. L'arrivée d'une jeune étrangère va réveiller les secrets enfouis en chacun. Et il faudra fuir. Les seuls refuges seront l'enfermement ou la mort. A chacun de choisir sa demeure.

Rentrée romanesque

nrf

GALL

Déserts amoureux

Christiane Singer, Catherine de Richaud : deux discours sur l'amour pour chanter l'une l'accomplissement, l'autre le désastre

UNE PASSION

Christiane Singer.
Albin Michel, 168 p., 22 F.
C'EST LA FIN DU MONDE
CE SOIR
Catherine de Richaud.
POL, 140 p., 75 F.

L'une met en scène une renaissance pour raconter la plénitude solitaire de la passion. La deuxième, une héroïne crépusculaire pour tenter de dire le vide laissé dans le corps et l'esprit de l'amante par l'amour enfui. La première, Christiane Singer, romancière confirmée, reprend à son compte l'une des expressions, devenue mythique, de l'amour en Occident : l'Amour en Occident (1). L'autre, Catherine de Richaud, dont c'est le troisième roman, choisit le dépouillement d'une intrigue réduite à une simple ossature. Dans les deux cas, c'est la solitude, dans un monde féminin, qui fait parler, discourt sur l'amour et ses effets : la ferveur d'un accomplissement ou le désastre.

C'est même la reconstitution psychologique ou historique du drame amoureux d'Héloïse et d'Abélard qui a inspiré Christiane Singer, que la parole même de la passion vécue par une femme : passion imaginée, reconstruite par l'écrivain. Elle met dans la bouche d'Héloïse la parole d'Abélard qui dit la continuité, l'arc reliant le désir à l'accomplissement, la dévotion à la transcendance. Le roman de Christiane Singer paraît moins convaincant, moins animé par un souffle ardent, dans les cheville narratives, lorsque s'ouvrent des fenêtres historiques ou religieuses. Si

cements - le deuil de l'amour imposé par l'ordre religieux d'une époque.

C'est la richesse fabuleuse qu'il m'a été donné de vivre sur terre, pourquoi m'empêcherait-elle de regretter et de joie ? Cet amour dont j'ai été coupée jusqu'à la dernière goutte, pour moi gémir de l'avoir perdue plutôt que jubiler de l'avoir eue ? Mais j'ai rejoint le lieu de solitude mystique où je puis me rassembler autour du foyer de mon « joie » qui, un jour, la transfigure. Elle me traite au temps, entreposée encore vivante et vibrante, au cœur de mon être de sa mémoire : elle peut entrer à présent dans la ferveur. Ce qui, un jour, fut vécu jusqu'à l'extase de l'accomplissement, qui habite le comble, la plénitude, le désir, suffit à nourrir le reste des jours, le vide de leur écoulement, le désert du corps et des sens.

Les pleins pouvoirs du désir

Avec une éloquence classique, un sens des formules et des oratoires qui métamorphosent la hardiesse érotique en une mélodie amoureuse, Christiane Singer parle sur la puissance de la plénitude passionnelle au sein de l'Amoureuse l'incarnation des pleins pouvoirs du désir. Elle met dans la bouche d'Héloïse la parole d'Abélard qui dit la continuité, l'arc reliant le désir à l'accomplissement, la dévotion à la transcendance. Le roman de Christiane Singer paraît moins convaincant, moins animé par un souffle ardent, dans les cheville narratives, lorsque s'ouvrent des fenêtres historiques ou religieuses. Si

Le roman de Christiane Singer paraît moins convaincant, moins animé par un souffle ardent, dans les cheville narratives, lorsque s'ouvrent des fenêtres historiques ou religieuses. Si



Christiane Singer (à gauche) et Catherine de Richaud : la passion au point de rupture.

l'Amour et la passion sont parfaitement intemporels, les mentalités, les codes sociaux, les pratiques et usages spirituels le sont beaucoup moins. La romancière n'a pas résisté à la tentation de prêter à son héros, d'ailleurs, sa propre pensée, moderne elle. D'où un soupçon d'anachronisme. En outre, quelques (rares) poncifs alourdissent un style qui, bien que beau, n'est pas, Dieu, la harpe aux mains d'Abélard ? J'appelle le féminin

« musique » était, ainsi, évitée. C'est aussi à partir du point de rupture de la passion, que Catherine de Richaud écrit *C'est la fin du monde ce soir*. Titre explicite où se croisent la fièvre, l'écoulement des jours et l'extinction du tout, l'apocalypse, l'engloutissement général. Dans un style beaucoup plus âpre que Christiane Singer, avec une écriture qui ne concède de sa force

nir, par le signe laissé quiconque ne peut pas de souvenir. « Tout ce qui lui arrivait était indispensable, indissoluble. » « Jusqu'à ce jour-là, il n'était rien arrivé à son corps. » Comment dire, avec plus de violence et de simplicité, le désastre de l'amour ?

Catherine de Richaud le constat de cette totalité. Elle décrit et rend sensible la « matière » du silence, le vide qui peu à peu envahit, s'installe dans le corps de l'Amoureuse abandonnée, qui prend l'aspect de consistance son esprit. Une mer de calme, une plénitude comme négative, retournée sur elle-même, se substitue au chagrin et aux larmes. Découpées comme une litanie, comme les vers d'un chant, les phrases du livre se coulent dans l'espace des sensations physiques, des perceptions : « Autour d'elle il n'y avait plus que le ciel bleu et un univers délavé, comme un reste de monde. » « Le silence était un peu. » « L'absence d'un mur au loin, d'un rocher au bord de la mer, d'un ciel au vide, l'appelle. »

Par la rigueur du dénuement de son écriture, Catherine de Richaud parvient à dépasser le discours convenu de la plainte amoureuse. Son livre épuise littéralement l'objet de la matière qu'il se donne. Il vaut pour cela.

Patrick Kéchichian

(1) La collection de poche « Bibliothèque de la Pléiade » (n° 52) reprend l'édition de la « Pléiade » d'Héloïse et d'Abélard, publiée et présentée par Paul Zumthor chez « 10/18 » en 1979. Ce volume est augmenté d'un appendice, poèmes et lettres composés par eux (avec le texte latin).

Nina Bouraoui POING MORT



Sous les saules pleureurs,
des chats s'accouplent, griffent
la terre et hurlent d'impuissance.
Une femme garde les morts.
Entre les tiroirs de cendres,
les chapelles et leurs petites niches,
elle se soupient de son enfance :
une fillette a fait vœu de cruauté,
la Mort en a bien voulu

continuer servante.



Rentrée romanesque
nrf

GALLIMARD

PREMIERS ROMANS

Au nom du père

L'ARBRE DE VIES
de Bernard Chambaz.
Ed. François Bourin.
222 p., 110 F.

Paralytique des dernières années, Georges Couthon (1755-1794) est un homme au regard de l'histoire, tant il paraît écarté par les personnalités de Robespierre et de Saint-Just dont il partagea le sort, au pouvoir comme dans l'extrême adversité. On cite plus volontiers les insultes et les querelles de ses ennemis politiques que ses textes ou discours. De même, si on lui reproche, à juste titre, d'être pour beaucoup dans l'adoption par la Convention de la loi du 22 prairial (10 juin 1794), qui supprimait l'instruction, les défenseurs et les témoins dans le cadre du tribunal révolutionnaire, on omet de rappeler que, quelques mois auparavant, après l'insurrection fédéraliste et royaliste de Lyon, il sut faire preuve de mesure alors qu'un décret de la Convention exigeait que la ville fût détruite.

Le poète Bernard Chambaz (1) a eu l'excellente idée de retracer la vie de ce révolutionnaire au travers de celle de son fils Antoine. Ce dernier, l'automne 1867, alors qu'il pressent que ses jours lui sont comptés, essaie de retrouver le trace de l'enfant heureux qu'il fut auprès de ses grands-parents à Orcet, en Auvergne, jusqu'à la journée du 10 thermidor (29 juillet 1794) où la mort de son père le congédia son enfance à l'âge de sept ans. L'auteur restitue les moindres gestes de la vie quotidienne d'alors sans que jamais son érudition alourdisse le récit. Nul besoin d'être féru d'histoire ou de nourrir une passion pour la Révolution française pour être immédiatement séduit par ce premier roman.

En fait, la réussite de Bernard Chambaz tient d'abord à une écriture dont il infatigable le rythme selon les événements qu'il relate. Ainsi, durant un discours de Robespierre, le narrateur investit le corps meurtri de son père pour mieux en traduire les émotions et

angoisses. Lorsque Tallien lance l'hélie contre Couthon, ses yeux, les phrases se raccourcissent jusqu'à devenir presque haletantes. « Les circonstances ne sont difficiles que pour ceux qui reculent devant le tombeau », écrit Saint-Just durant une chasse à l'homme qui s'achève entre les mains de Sanson. Peu de bouillottes, d'ailleurs, qui ne soient présentées à la guillotine... En un exorcisme purificateur, on brûle le portrait du supplicié afin que l'homme ne comprenne pas le terme d'hier n'a jamais été par ses

Un honnête homme

« Est-il donc permis aux riches d'employer leur fortune à enrichir les pauvres ? » C'est en 1811 les mots de son père qu'Antoine Chambaz reprend à la lettre. Mais lui-même, aspiré à son tour par l'histoire. En septembre 1812, à l'armée de Napoléon 1^{er}, il voit « pêle-mêle les morts et les vivants » sur le champ de bataille. Plus loin de lui, dans la guerre, il voit la mort de son père, le général Boile, alors chargé d'intendance au département des approvisionnements, rédige des lettres alarmantes.

Bernard Chambaz n'est pas seulement à l'œuvre dans la description des journées de thermidor ou de la Terreur, il est aussi à l'œuvre dans la description de la vie d'un homme de la Révolution française qui, alors que son propre fils se dévoue, après 1812, comme un communiste, se conduit en révolutionnaire conséquent et en n'étant pas dupe de ses contradictions. Un honnête homme, d'autre, qui était aussi la réputation de son père lorsque ce dernier présidait, en 1789, le tribunal de Clermont-Ferrand, après avoir été avocat dans cette ville.

Philippe Drachline

(1) Corpus, Messidor, 1985 ; l'Infini, mille ans de quatre-vingts, Seghers, 1987.

Lisa Bresner LE SCULPTEUR DE FEMMES









Les anges ont les yeux bleus,
les diables ont les yeux rouges.
Et les Chinois ont les yeux noirs.
Quand les coutumes et les croyances
de la Chine du XVII^e siècle
tentent de se conjuguer au
catholicisme, les démons réveillés
peuvent prendre l'apparence
d'un squelette d'oiseau...



Rentrée romanesque
nrf

GALLIMARD

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux

Ferrari (1811-1876).
Robert Bonnaud, un de nos rares historiens qui réfléchissent obstinément ce qu'il fait (son *Système d'histoire*, publié chez Fayard en 1989, est un  livre  cheminement  la taupie mais qui feront date).  de ce philosophe historien, non dépourvu d'humour et génial dans la démonstration, qui conteste l'illuminisme de l'un des pères du Vico - des rapports mar à tour glorieux et brûlants : de républicain franco-italien, ami de Proudhon, qui enseigna à Strasbourg et finit dans la peau d'un sénateur romain après avoir combattu Cavour. En 1867, Ferrari publia *la Chine et l'Europe*, très long et bourgenois manifeste de la synthèse de son histoire, d'orient sur les cultures, d'Occident au Occident, qui fut une  puissante pour ses contemporains. En *sa Histoire*, la  pleine d'une lucidité mystique, avait au moins

enchante Baudelaire. Aujourd'hui, les amateurs de métahistoire, les fous de Hegel et de Fukuyama, bien guidés par Pannaud qui détaille l'œuvre d'un livre du gaillard, découvrent avec plaisir.

Tous les **■** tiendront pour témoignage historiographique utile de notre temps présent déréglé, quand le progrès a changé de **■**, que le calcul des moyennes planétaires **■** tombe plus juste et que la **■** en communication **■** cultures **■** sur le Car Sidi, qu'il sympathise avec l'Europe, cherche XIX^e siècle, la géométrie des durées, l'arithmétique de l'Histoire, prenant **■** périodes, faisant **■** ses calculs, dressant **■** courbes, s'essayant **■** prévoir. Avec, dans le regard, les horizons qu'on devine, les **■** livres **■** planète des **■** l'Histoire entière **■**. » Rénée **■**

(1) Lancel seigneur, pour Gallimard, la première édition intégrale des *Cours au Collège de France* et ne désespère des lenteurs inévitables de l'édition. Pour l'instant, il est en charge de la publication des dernières œuvres complètes sous sa direction.

(2) *Le Combat* paru en 1953 et qu'Armand Gatti a écrit pour la collection *Le mot de présentation* - dans la préface, il y a une référence à la machine à vapeur (455 p., 165 F).

(3) Cette œuvre est ravagée et a été rééditée par Casterman dans *Complexes*, en 1974. Mais, sans que beaucoup s'en rendent compte, nous en faisons l'éditeur ou le préfacier, nous en faisons tiré, l'*Agonie du Moyen Âge*.

(4) C'est ce que si l'on se réfère à la préface qu'on a pu déceler qu'on se rend compte.

(5) Voir l'article de Roger-Pol Drolé dans *Le Monde des livres* du 26 juin.

AÉRONS-NOUS un peu, voulez-vous ? Débarquons-nous de cervelle, après avoir consciencieusement décoqué le trépas à Maastricht. Voici, sur l'Europe et le monde, sur la marque que l'obscur citoyen peut imprimer dans les cours des choses, sur les scansion joyeuses de l'Histoire, la méditation d'un deux génies cascadeurs du XIX^e siècle qui pètent de joie : Jules Michelet et Joseph Ferrer.

Du père de « La Sorcière », on croyait tout connaître pour l'avoir lu, guidé d'une main ferme par son infatigable et viril savant marquisier, Paul Vialancette (1). Mais on s'étonne toujours quand combien Michelet fut un admirable nourricier pour les meilleurs historiens depuis un siècle. Depuis, il n'y a plus citer des noms d'excellence, Gabriel Monod jusqu'à Jacques Le Goff, en passant par Lucien Febvre qui, via Monod, eut connaissance intime du visage des papiers de grand Jules fit avec lui un secret bout de chemin (2).

VOICI donc Michel — et l'on peut dire : l'avertissement — dans la revue de Lucien Febvre sont squelettiques, les autres...
« La formation du monde moderne. Michelet et le problème de la Renaissance », que Lucien Febvre dispensa au Collège de France. A partir du 10 décembre 1942, sous les froidures de l'Occupation et qui témoigne hautement de cette époque, il nous fait assister à son histoire en marche. Le même Febvre nous dit, un brin chahuté, dit-on, après la Libération sur quelques jeunes gens qui brûlaient d'entendre des analyses sur l'art de vivre aux temps d'orage. Mais brisons là : ■■■■ Lucien Febvre à l'heure de Vichy, nous en saurons plus tard, mais à la prochaine publication de sa correspondance avec Marcel Bloch, le fusillé. Pour l'heure, et si certains témoins pourraient en attester, il suffit de savoir que, parler de Michelet et le lire sans la botte allemande était une condamnation à mort, quelques convictions libératrices. Et que ce n'est pas un hasard si le mot liberté c'était ce cours qui lui fit par allusions aux films de ravitaillement (p. 118) ou à « l'an du désastre » (p. 60) l'évidence. Febvre n'a pas fait un mauvais usage d'une tribune, nous ne sommes pas ses auditeurs transis ce jour-là, pouvait être la force de l'intelligence en éveil.

la voilà donc qui instruit, gaillardement à la plus grosse procace historiographique jamais plaidée : pourquoi, et avec quel succès, Michelet acclimata-t-il, en histoire, le terme de « K...ance » ? Ce cours si allègre, lu et transcrit impeccablement par la fluidité de son élève, est un essai sur le pouvoir des « histoires ». On passe, au passage, au risque de découvrir les didacticiens qui tentent aujourd'hui de « K...er » d'enseigner les programmes d'histoire de nos enfants, qu'il n'a eu jamais du vocable « K...ance » la tentation, selon le mot d'un belle étiquette marquée à vis, une « K...ance » sensible ; elle n'a

rien d'une notion abstraite pour pédagogues tristes.

On pourrait sans cesse chipoter. Lucien Febvre, dans ses *Annales*, ne se sent pas saisi, dit-il, après le lancement de la revue, de l'irrésistible besoin de ridiculiser les idées par lesquelles «*attardés et impuissants*» de la génération 1870-1890, qui n'ont pas su bâtir une science historique assez juteuse : tout ceci fait aujourd'hui. Il tire à la ligne un fil d'Achille — mais il évoque longuement le gentil Etienne Delcœur, peintre d'histoire manqué et pèlerin d'art ébau, qui livra, vers 1823, des *Impressions romaines*. Sur le journal du Journal d'Italie — l'*Histoire de la peinture en Italie*, écrite, dit-on, par un tiers de son titre — «*d'excellents historiens*», il est excitant et utile, sans plus. Plus grave-ment il n'a rien vu, pour lui, l'historien complet de l'histoire du XVI^e siècle, mais sans s'appesantir ni même à installer le face-à-face avec cœur de démonstration, le rôle de la Réforme de Luther et Calvin dans le débat de la Renaissance selon Michelet. Alors que l'*Histoire de France* ramasse intimement les deux volumes traitent de la «*colonne de feu*» et de «*l'Evangile éternel*».

Séverin

POURTANT, rien n'y fait, toutes les réserves tombent, et qu'on se met à l'impression comme un double impéteur, l'homme d'une mince qui sera la « jeunesse de l'âme » et le grand frère vibronnant, l'ami du Peuple. Car c'est à celui-ci, bien entendu, que Febvre réserve, au fil des semaines, « dans cordial d'historien bourguignon, sa passion d'amoureux de *Zola* et de *Marquie de Navarre*, sa fraternité intellectuelle. Alors, les mots se télescopent, et « aux confins », voici le cher professeur de France qui, tout d'un coup, fait mouche en évoquant Christophe Colomb revenant de là-bas « avec, dans sa caravane, un monde cuilli en ardeur de laizon ». Et qui provoque à l'honneur de l'histoire, en relisant la formule pour l'hommage aux jeunes gail-lards armés par Charles VIII qui forcent le destin : « Un soleil luit, un rayon se lève, une sole d'été, un monde pèle, quand l'épée de la France poutrit les monts, révéla l'Italie. »

Le livre, pourtant, n'est pas un simple recueil de phrases superbes et de pures anthologies (encore que, page 111, entre autres, il y en ait une, exceptionnelle, en l'honneur de l'abbé de La Rivière, dans la construction de « l'aimable » Renai-
sance », qui ouvre le récit du XVI^e siècle, dans l'*Histoire de France* (3), argumente, critique, les textes, s'empare con-
sue de la venue de Michelet qui, dans la construction de l'œuvre, est si efficace. Et il convainc : c'est bien, qu'au pied des tréfonds, à l'heure du pire malheur, intimes et au choc d'un voyage en Italie, Michelet portait un immense besoin de renou-
vellement, qu'il avait le temps de l'indisponibilité, à l'heure romantique en quête de tradi-
tions et qu'il a « inventé » la Renaissance en assassinant le Moyen Âge. Qu'il ait été publi-
cité dans un ouvrage du Collège de France de 1840, du chant de la chaire « d'his-
toire » de morale, dans l'at-
tendance d'élèves, dans le train d'attente d'un directeur, ne change rien à la direc-
tion, mais sur la construction du temps à travers les sources, sur les bons usages de la période, sur la fil des gé-
nérations (4), sur le poids des mots-fétiches, sur le tra-

vail d'intelligibilité historique,
ce livre de circonstance et de
ferveur ne fait et voit clair. Le
secours de cette voix tonnante
ne nous sera pas inutile. À
l'heure où nous vivons

renouer le fil d'une Histoire qu'on avait cru close et qui s'est réveillée depuis 1989. On reviendra (5), mais sans lui marchander la curiosité, au très oublié Giuseppe-Joseph

d'Occident, qui fut une « *force puissante* » pour quelques contemporains. En 1860, *l'Histoire de la nation d'Etat*, pleine d'une lucidité pessimiste, avait au moins

NUMÉRIQUE DE LA RENTRÉE ROMANESQUE □ ÉDITION SPÉCIALE : VALÉRY, LA JEUNE PARQUE □ DOSSIER : MICHEL LEIRIS, JOURNAL 1922-1989 □ NOUVEAUTÉS : EDGAR WIND, MYSTÈRES PAÏENS DE LA RENAISSANCE □ ARTS ET CULTURE : L'ACTUALITÉ DE LA RENTRÉE □

septembre 1992

septembre 1992

			
Nino Brunand	Léo Bruner	Pierrel Chantelme	Sylvie Dauterle
			
Alexandre Jorlin	Lucile Levegg	François Leyris	Thierry Mard
			<p><i>La rentrée romanesque</i></p> <p>nrf</p>
Patrick Moliano	Marie Ninier	Marc-René Nabe	

La rentrée
romanesque
nrf

**Interviews, dossiers, photos et illustrations... :
le Bulletin Gallimard est un véritable magazine
édité régulièrement et disponible chez votre libraire.**

nrf

GALLIMARD

Le Monde

**PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE**

Renseignements :
46-62-74-43

Doizelet

RICHER MEURE

[illegible]

romanesque
ers

Science des œuvres ou amour de l'art



La concurrence est, selon Bourdieu, un moteur de la création. « Les Règles de l'art » en fait une vigoureuse démonstration

(1) *L'Idiot de la famille* est la sociologie de l'art ou que « la [...] est à la théorie de l'évolution » (p. 267).

(2) « La structure de l'espace social dans lequel se déroulent les aventures de l'Idiot se trouve être aussi la structure de l'espace social dans lequel son auteur lui-même était situé » (p. 19).

(3) Figure historique de cette résistance, dans tous les sens du terme, et surtout la meilleur(e) « à haïr » des philosophes, en *Choses de la poésie et des affaires culturelles* (Hachette 1980), avec François Châtelet qui répondait à la *Distinction* (« Qu'il est la question de l'art ? ») dans *Le Monde des livres* du 12 octobre

Discours de la méthode

Pour l'historien Roger Chartier, « les Règles de l'art » est un grand livre. Qui partage avec le lecteur non seulement son savoir, mais les instruments qui ont permis de le construire

Mais par inertie, il rêve sa vie comme un roman alors que Flaubert, pour les mêmes raisons qui lui font préférer l'illusion romanesque à l'illusion du réel social, écrit le roman de cette illusion.

Ainsi, Frédéric Moreau est bien un double de Flaubert, un Flaubert qui n'écrit pas, dans le même monde social que celui où Flaubert a écrit. Résumée ainsi, la lecture de Bourdieu prend quelque chose de tautologique (*L'Education sentimentale* = roman de Flaubert artiste pur), comme le risque toute étude qui prétend ne pas interpréter mais décrire et analyser. Mais l'analyse de Bourdieu, surtout au détour de quelques remarques et récapitulatifs finaux, est beaucoup plus stimulante qu'on peut le faire entendre ici, et ce sera aux flaubertiens de dire si elle apporte réellement du nouveau.

Le problème avec un livre de recherche, c'est que la théorie l'emporte nettement sur l'exposé de la recherche concrète elle-même. Ce point de vue, et Bourdieu ne peut évidemment l'ignorer, lui à qui rien n'échappe des stratégies à l'œuvre dans le champ, la bande publicitaire « Le Flaubert de Bourdieu » est une fraude, une pure et simple captation commerciale. Mais non les spécialistes des sciences sociales et de la critique savent à quel point d'études est destiné, mais le public plus des lettres.

Gustave Flaubert, en effet, est traité en un chapitre, il réapparaît brièvement à la fin, mais les autres chapitres du livre (dont l'auteur n'a pas l'élégance académique d'indiquer toujours où et quand il les a publiés d'abord sous forme d'articles et quels ajustements intellectuels il leur a apportés) sont des derniers développements de sa pensée, notamment sur l'idée capitale de *jeu social* et de *jeu littéraire* concernant des problèmes généraux de l'état du champ à diverses époques de son autonomisation par rapport au champ du pouvoir dans lequel il est partiellement enveloppé.

Brèves incursions

Dans ces dernières années, les cas de Bourdieuisme ont été nombreux, de la littérature à la politique, de la philosophie à la sociologie, de la linguistique à la psychanalyse. Ce sont souvent des brèves incursions dans l'histoire littéraire « sociologisée » ou l'histoire de l'art qui présentent le plus d'intérêt pour le lecteur qui n'entend pas forcément chercher chez Bourdieu un modèle méthodologique, voire une théorie à laquelle se rallier pour confirmer ou orienter ses propres travaux, mais plutôt des incursions de recherche, souvent très intelligemment esquissées dans ce livre.

Ce qui donne à celui-ci son allure batailleuse et lui vaudra sans doute la polémique cherchée, ce sont les incursions dans le champ tel qu'il se présente aujourd'hui, avec les attaques voilées ou directes que Bourdieu lance contre les philosophes-journalistes (Bernard-Henri Lévy, pour ne pas le nommer) et les « conservateurs illégitimes » que sont les journalistes tout court, dans la presse et les médias audiovisuels.

Le livre s'achève d'ailleurs sur un vigoureux manifeste pour une internationale des intellectuels légitimes (exclusivement patentés

la légitimation de leurs pairs), contre la restauration idéologique qui nous menace et le pouvoir des médias. Le signataire de ce compte rendu est tout prêt à adhérer à ce manifeste (appelé par ironie préventive « Pour un corporatisme de l'université »), la condition, comme le dit Bourdieu lui-même, en une formule qu'on souhaite ne pas être dénégative, qu'il ne serve pas à assurer « le leadership d'un intellectuel ou d'un groupe d'intellectuels ».

Bataille pour l'hégémonie

Car le problème avec la sociologie du champ, c'est que la recherche, loin d'apparaître comme une entreprise collective, prend l'allure d'une bataille pour l'hégémonie de la théorie sociologique elle-même, d'un de ses principaux représentants. Certes, une cure de Bourdieu s'impose à tous les producteurs de culture, créateurs ou critiques, pour prendre sur eux le point de vue objectif et historique qui leur permettrait de sortir de la méconnaissance de leur propre pratique et de leur propre place institutionnelle.

Mais l'humour querelleux et volontiers méprisante de Bourdieu, en particulier dans les représentants de ce qu'il appelle « l'idéologie charismatique de la création » et plus généralement contre tous ceux qui ne pensent pas comme lui ou se servent de termes (par exemple, génétique littéraire) qui font obstacle ou diversion à son propre projet intellectuel, à de quel inquisiteur, quand on songe à la position de pouvoir que Bourdieu occupe lui-même dans le champ et sur laquelle il ne s'explique guère. On peut légitimement avoir de la recherche une vision plus conquérante, plus fédérative, plus synergique.

Dans cette perspective, et pour le type de recherche que Bourdieu a initié (en quoi il est un authentique créateur, marquant une rupture et une novation), les *Règles de l'art* sont sans aucun doute un livre à intégrer de façon active, donc critique, dans la réflexion de tout chercheur littéraire (ah ! que cette image est parfois irritante).

Mais, pour ce qui concerne Sartre, à qui Bourdieu s'en prend encore dans un article sur Faulkner qui répond, cinquante ans après, à celui qui lui avait consacré le même article de la *Nausée* et du *Mau*, on voudrait que le sociologue se règle davantage sur le style littéraire de ce dernier, plutôt que sur son écriture philosophique. On lui soufflerait ainsi cette conclusion en forme de parodie : « Dieu n'est pas un savoir, M. Sartre non plus. » Ce qui permettrait de conclure à notre tour : « Si seulement M. Bourdieu consentait à livrer son savoir avec un peu plus d'art du rac-courcel ».

Michel Comtat

(1) Les *Héritiers* (1964, avec J.-C. Passeron), *Un Art moyen* (1965, avec L. Boltanski, R. Castel, J.-C. Chamboredon), *L'Amour du Langage* (1968), *Reproduction* (1971, avec J.-C. Passeron), *La Distinction* (1979), *Hommes Académiques* (1984), *Ontologie politique de Martin Heidegger* (1988), *La Noblesse d'état* (1989), tous Éditions de Minuit, et un livre *Le Champ littéraire* et d'exposés oraux. Réponses : *Le Champ littéraire* (Seuil, 1992).

(2) Actes de la recherche en sciences sociales.

Dans une architecture savamment composée, les *Règles de l'art* le trois objets. Au cœur du livre, un ensemble de propositions définit ce que doit être une « science des œuvres culturelles » rompant avec les postulats classiques de la critique littéraire. L'histoire de l'art : la figure démiurgique du créateur incréé, la singularité irréductible de l'œuvre, l'immédiateté de l'expérience du beau, la disposition universelle au jugement esthétique. Refusant de tenir ces catégories pour invariantes, la sociologie génétique, revendiquée par Bourdieu, établit les conditions de leur émergence et, du coup, dément leur supposée universalité. Refusant, aussi, de considérer les artistes « les œuvres dans leur superbe isolement », elle fait usage d'un « mode de pensée relationnel » dans le concept fondamental de celui de champ. Le champ, rappelle-t-on, est un réseau de relations objectives entre différentes positions, qui commande des concurrences et des luttes. Les enjeux sont justement la définition, les frontières et les hiérarchies de l'espace social où elles se déploient.

La seconde intention de l'ouvrage vise à reconnaître les propriétés spécifiques des champs (littéraire, artistique, philosophique). Bourdieu leur assigne deux traits singuliers. Les champs culturels fonctionnent comme un « monde économique renversé » où les principes d'accumulation et de reconnaissance sont inversés de ceux qui régissent les hiérarchies dans le champ économique : l'intérêt au désintéressement contre la recherche du profit immédiat, la gratuité contre l'utilité, l'art contre l'argent. D'autre part, ils fondent leur existence sur une réflexivité, une « conscience du soi », qui inscrit, dans chaque état du champ, toute l'histoire de son développement. Les divers modes de relation à ce passé (idéali, rejeté, parodié, restauré, etc.) constituent un élément essentiel de différenciation entre les œuvres et une ressource fondamentale pour l'imposition de la légitimité.

Un processus « long et lent »

En effet, comme tous les autres, plus même que d'autres, juridiques codifiés, les champs culturels sont caractérisés par les luttes de définition et de classement dont un enjeu majeur est la consécration du monopole sur le pouvoir de consécration, c'est-à-dire « le monopole de pouvoir de dire vrai » et « le droit de dire qui est écrivain ou même à dire qui est écrivain et qui n'est pas écrivain » (ou « philosophe »). Dans ces affrontements, les positions prises ne se distribuent pas au hasard : elles renvoient aux positions occupées dans le champ considéré, donc à l'ajustement, en un moment donné, de l'espace des possibles (en termes de genre, d'esthétique, de manière, etc.) et les trajectoires des œuvres. Penser ainsi

la relation entre la structure des œuvres et l'identité sociale de leurs producteurs, comme toujours, par les positions qu'ils occupent dans chaque champ, permet de saisir les réductions qui s'opèrent, un lien direct, immédiat, entre le champ littéraire, artistique et les origines de ceux qui les produisent.

Appuyé sur une armature conceptuelle, les *Règles de l'art* s'attachent à la constitution, dans la moitié du XIX^e siècle, du champ littéraire, artistique, philosophique, par celle des décalages, par celle des décalages. Le problème est découlé puisque l'œuvre, la conquise alors par les champs culturels qui a permis de présenter comme universelles les catégories forgées et maniées pour gagner et fortifier cette indépendance : ainsi les figures du créateur sont attachées de l'œuvre tout-puissant, la lecture « pure », définie comme une jouissance esthétique absolue. Les créateurs qui, tels Flaubert ou Manet, donnent la plus forte expression à ces valeurs esthétiques nouvelles doivent, par un véritable coup de force, « faire le champ » où leur position, qui refuse la dépendance vis-à-vis des pouvoirs comme la censure, aux lois du marché, est plus encore, dominante.

Aux historiens des usages et des lectures de l'ère moderne, une telle perspective pose une redoutable question : comment désigner, caractériser, comprendre l'espace de la production littéraire, sa structuration dans un champ « constitué comme tel » ? Bourdieu met en garde contre « l'illusion du premier complot », à plusieurs reprises, il souligne que le processus qui a conduit à l'émergence et à l'autonomie des différents champs culturels, comme à la reconnaissance du personnage social de l'écrivain ou de l'artiste, est un processus « long et lent ». Il serait donc absurde de placer, en un moment historique particulier, le temps d'une inauguration sans préhistoire. S'il est vrai que c'est seulement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que le champ littéraire (ou artistique) acquiert un degré d'autonomie « qu'il n'a jamais dépassé depuis », ce genèse s'étend sur plusieurs siècles.

Bourdieu relève deux mécanismes fondamentaux, bien décrits par les travaux récemment multipliés sur les origines de la propriété littéraire et sur les variations de la condition des écrivains : des artistes. Le premier repose sur le développement, au XVIII^e siècle, d'une conception nouvelle de l'œuvre, rapportée aux catégories du génie, de l'imagination, de l'originalité, de la gratuité. Loin de conduire à l'idée, exprimée par Flaubert, selon laquelle « une œuvre d'art n'est inappréciable, n'a pas de valeur commerciale, ne peut se payer », une telle représentation, alors tout à fait compatible avec l'assimilation de l'œuvre à un bien négociable, doté, comme écrit

Diderot, d'une « valeur commerciale » et qui, en conséquence, peut faire l'objet de contrats et d'équivalences monétaires.

À la fin du XVIII^e siècle, c'est sur l'idéologie du génie créateur, garant de l'originalité irréductible de sa création, que se fonde la possible et nécessaire appréciation monétaire des œuvres, vendues aux libraires-éditeurs et justiciables d'une rémunération capable d'assurer l'indépendance de l'auteur. La figure moderne de l'écrivain ne peut constituer qu'en déplaçant l'alliance paradoxale, longtemps nouée, entre l'aspiration à la professionnalisation de l'activité littéraire et l'affirmation de l'irréductibilité de l'œuvre. En tenant pour contradictoires la notion de la « vocation » et les obligations du marché, les défenseurs les plus exigeants de l'autonomie littéraire sont obligés d'appuyer leur position sur les supports les plus traditionnels de la notabilité sociale : l'argent hérité, la fortune familiale, les titres de la re-née.

Puisque paie le vulgaire

Un second mécanisme, essentiel dans le processus de constitution des champs culturels, renvoie plus haut dans le temps, « au moment même où des producteurs culturels font leur apparition, qui luttent pour leur indépendance et leur dignité particulière ». L'autonomie du champ littéraire (ou artistique) a donc sa préhistoire dans les efforts déployés par les écrivains et les artistes à partir de la Renaissance, et peut-être avant, pour se libérer des contraintes imposées par les commandes des pouvoirs, les censures et les programmes des églises (en particulier celle de Rome), les contraintes des autorités académiques.

La trajectoire maîtresse de l'évolution étant ainsi fermement dessinée, il faut (et faudra) en marquer les apparents paradoxes qui, souvent, insistent un espace d'indépendance en jouant une dépendance contre une autre. Pour les peintres des XVI^e et XVII^e siècles, l'acceptation d'un lien de dépendance de la protection d'un mécène ou d'un commanditaire, est souvent le plus sûr moyen pour gagner une liberté entravée par les réglementations des communautés de métier et pour faire reconnaître leur art comme radicalement distinct des occupations « viles » et « mécaniques ».

Semblablement, le pouvoir du patronage, qu'il soit princier, ecclésiastique ou aristocratique, protège durablement les œuvres des lois du marché et des préférences du public. Dans son *Arie nuevo de hacer versos* en este tiempo, lu, en 1609, l'académia reunida à Madrid par le comte Saldana, Lope de Vega rappelle, avec peut-être une pointe d'ironie adressée aux doctes qui le critiquent, la tyrannie du vulgaire : « J'écris selon l'art qu'on veut inventer/ceux qui pré-

tendent braves du commun/Il est juste en eux, puisque paie le vulgaire (et vulgo) de lui parler en (en naco) dans le but de le plaire. » La reconnaissance de l'indépendance et la dignité des producteurs culturels n'empruntent pas une voie unique et linéaire, et modales anciennes n'annoncent pas toutes, loin de là, la forme qui sera la sienne : le champ littéraire « constitué comme tel » au XIX^e siècle.

Mise à l'épreuve

Pour qualifier et décrire « champs » d'avant champs. Faut-il les considérer comme des espaces sociaux totalement soumis aux principes qui gouvernent le champ du pouvoir (politique ou religieux), donc dépourvus de l'autonomie qui leur permet de produire le personnage de l'écrivain ou de l'artiste ? Ou faut-il les tenir comme autant d'« émergences » d'une forme provisoire de la structure, élaborant et préfigurant un état accompli ? La question traverse l'ouvrage qui traite une même chose du champ littéraire contemporain — pour autant annuler les discontinuités entre les configurations successives, organisées par des logiques différentes. Elle se présente dans le champ engagé sur la « renaissance de l'écrivain » au XVII^e siècle. On peut, en effet, comprendre la fondation de l'institutionnalisation de nouvelles formes de consécration (par exemple les académies) comme suffisante pour fonder un premier champ littéraire. Mais on peut considérer, à l'inverse, comme le fait Bourdieu, que l'espace social de la littérature suscité par la monarchie, et inséré, par ses fins et ses formes, dans la sphère du pouvoir, ne possède pas les « mécanismes » d'un champ autonome (1).

Les grands livres ne sont pas égoïstes. Ils partagent avec ceux qui les lisent leur savoir et, encore, les instruments qui ont permis de le construire. Les *Règles de l'art* appartiennent à cette famille peu nombreuse. Pierre Bourdieu y propose un discours de sa méthode, aussi la lecture à l'épreuve de la lecture dans des analyses lumineuses dont la lecture de l'*Education sentimentale* est peut-être le plus spectaculaire. A nous d'être le lecteur qu'il espère, celui qui sait user des travaux scientifiques, « faire fonctionner à propos d'un objet différent le mode de pensée qu'il s'y exprime, le réactiver dans un nouveau mode de production, aussi inventif et original que l'acte initial ».

Roger Chartier

(1) Alain Vial, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'ère classique*, Éditions de Minuit, 1985, et Christian Jouve, « Histoire de l'écrivain », *Annales E. S. C.*, 1988, pp. 243-261.

ALAIN GERBER,
LE PARFUM SUBTIL D'UNE CIVILISATION
AU BORD DU GOUFFRE

JEAN-PAUL DUBOIS,
LE BONHEUR DE LIRE
JUSQU'À LA FAROUCHE JUBILATION

ALAIN GERBER
Une citadelle

JEAN-PAUL DUBOIS
Une année sous silence

JEAN-PAUL DUBOIS
Parfois je ris tout seul

JEAN-PAUL DUBOIS
À "CARACTÈRES"
LE 25 SEPTEMBRE



ROBERT LAFFONT

Le secret des mystères

De l'Asie à l'Italie, les cultes à mystères fleurissaient dans l'Antiquité. Le philosophe allemand Walter Burkert a tenté de les déchiffrer

LES CULTES À MYSTÈRES
DANS L'ANTIQUITÉ

de Walter Burkert.
Traduit de l'allemand
par B. Dejean et L. Bardollet,
avec la collaboration
de G. Karsay.
Les Belles Lettres, coll. « La vérité
des mythes », 162 p., 110 F.

La parution aux Belles Lettres des *Cultes à mystères dans l'Antiquité* de Walter Burkert, n'est pas tout à fait l'événement attendu. On se réjouissait de pouvoir lire, pour la première fois en français, un ouvrage de cet esprit original qui enseigne la philosophie classique à Zurich et dont la réputation de spécialiste des religions antiques est mondiale. Mais la traduction de ces quatre conférences, prononcées il y a dix ans à Harvard, et réunies en un volume après avoir été lues de notes, déçoit quelque peu. Ce livre a la brièveté redoutable des traductions d'un auteur qui ne s'adresse qu'aux traducteurs eux-mêmes. Pour introduire à la pensée de Burkert et la faire connaître en France, mieux aurait valu sans doute traduire d'abord une œuvre plus facile, comme son excellent manuel de religion grecque, ou un livre à l'argumentation plus développée, comme *Homo Necans*, cette magistrale anthropologie du sacrifice (1).

Trop touffu, cet essai sur les mystères antiques est pourtant attachant. Par son refus des idées reçues, son approche résolument péenne et sa méthode comparative qui associe sur la longue durée, pour les confronter, cinq grandes variétés de mystères : les mystères dionysiaques ou bacchiques, ceux d'Eleusis, de la Grande Mère, d'Isis et de Mithra. Ils ne furent jamais des prototypes à la montée du christianisme, ni l'apanage d'une antiquité tardive minée par les croyances orientales.

Rituel d'initiation

Dès l'époque archaïque, les cultes à mystères grecs fleurissaient de l'Asie Mineure à l'Italie méridionale. Et, n'en déplaise à Renan, « si la croissance du christianisme avait été arrêtée par quelque maladie mortelle, le monde ne serait pas devenu mithraïque ». Les cultes de Mithra ne constituaient pas, en effet, une « religion à mystères », un système de croyances verrouillé par une doctrine théologique, mais un agrégat de pratiques répondant à des besoins individuels.

À l'arrière-plan, se retrouve un des éléments fondamentaux de l'acte religieux : le désir du vœu exaucé. Forme particulière de la

« religion votive » qui imprègne le monde gréco-romain, les mystères se comprennent, d'autre part, comme des rituels d'initiation. Ils impliquent une expérience directe du sacré et l'idée d'une transformation, d'un passage qui met en scène des cérémonies fortement dramatiques. Cette modification de la personne ne se dilue pas dans la promesse d'une autre existence dans un au-delà, mais se vit comme la réalité immédiate d'une renaissance sur terre, un changement d'identité. L'interprétation a de quoi séduire. Même si l'autonomie des actes cultuels par rapport aux croyances paraît douteuse, tant est récurrent le lien entre une initiation et des récits mythologiques.

La tentation de lever le secret des mystères, de les faire revivre au quotidien, a toujours été grande. Comment ne pas se définir, avec Burkert, d'une telle entreprise ? De tous les témoignages légués par l'antiquité, seules les *Métamorphoses* d'Apulée, offrent une narration à la première personne d'une initiation à Isis. Mais c'est de la fiction dans une œuvre parodique qui se plaît à confondre, en un savant jeu de miroirs, vérité des mœurs et imaginaire romanesque (2).

Le silence imposé aux initiés a été généralement bien gardé et nous sommes condamnés à être dans la situation de ceux qui écoutent aux portes. Déformés ou allusifs, ces bribes de discours sur l'emploi de la torture ou l'usage des drogues pendant les mystères, sur leur caractère orgiaque et sexuel, excitent la curiosité. Sans pouvoir la satisfaire. Évoquant le bizutage universitaire, Burkert préfère souligner que le tourment des néophytes, leur humiliation et les souffrances endurées les préparaient à leur nouvel état et servaient à ébranler les fondements d'une personnalité dont ils devaient se dépouiller pour en gagner une autre. Les mystères étaient des exercices de purification où l'extase croisait l'agonie.

Hervé Duchêne

(1) Publiée à Berlin en 1972 et traduite depuis en plusieurs langues. En 1985, a paru une édition anglaise traduite de *Griechische Religion der archaischen und klassischen Epoche*, 1977, Stuttgart.

(2) On lira sur ce sujet et avec profit la belle thèse de N. Fricke, *Art et mystique dans les Métamorphoses d'Apulée*, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1992, diffusion Les Belles Lettres.

* Signalez une nouvelle édition de *De la divinité de Cicéron*, traduit et commenté par Gérard Freyburger et Jean Scheid, préface d'André Malraux (Les Belles Lettres, « La Route à travers », 246 p., 130 F.).

Les sociologues aux Champs

QUARTIERS BOURGEOIS
QUARTIERS D'AFFAIRES

de Monique Pinçon-Charlot
et Michel Pinçon.
Payot, 336 p., 160 F.

Ils regardent dans l'Ouest parisien comme des poissons dans leur bocal. Déjà, ils avaient minutieusement répertorié les comportements des habitants des beaux quartiers (1). Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon analysent, cette fois, de manière approfondie, le phénomène de plus en plus visible de la conquête des zones résidentielles par les affaires, les commerces et les bureaux. Le processus ne date pas d'aujourd'hui. Au XVIII^e siècle, le Marais abrite les privilégiés du régime, mais, dès le début du XVIII^e siècle, un mouvement se dessine vers l'ouest. Il n'a pas cessé depuis. Le prestige dû à la concentration de grands bourgeois dans une zone de la capitale attire, peu à peu, les commerces de luxe qui supplantent les épiceries, boulangeries et autres drogueries. Dans un premier temps, cette mutation est bien ressentie parce que les nouvelles vitrines donnent aux lieux une « grille ». Mais dès que les bureaux, attirés par ce même aimant, commencent de s'installer, la lune de miel entre affaires et familles s'écroule.

La mainmise des entreprises sur le Paris bourgeois est le sujet central du livre et nos auteurs analysent dans le détail les différents secteurs de l'activité économique et administrative à la recherche d'une future adresse : haute couture, joaillerie, pelasses, ambassades, ministères, communication et culture, sièges sociaux des grandes entreprises industrielles et bancaires. Trop, c'est trop, et les habitants fortunés des beaux quartiers, jusqu'alors réservés, cherchent à se mobiliser contre l'invasion. La

Société historique et archéologique du huitième arrondissement, fondée dès 1899, se transforme bien vite en un Groupement pour la sauvegarde de la fonction résidentielle du huitième, épuisée ensuite (1971) par un Comité d'aménagement et d'animation. Il ne s'agit plus seulement de veiller au respect de la loi qui interdit de transformer des locaux d'habitation en bureaux (loi constamment tournée par les dérogations), mais de lutter contre la disparition des petits commerces locaux et des services personnels qu'ils produisaient et la boulimie des promoteurs.

La « femme » et le rêve

En bons sociologues, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon s'attachent à étudier sur le terrain la transformation des choses et des gens. Leur chapitre sur la grandeur et la décadence des grands boulevards et des Champs-Élysées est un modèle du genre. Tout se passe, écrivent-ils, comme si « les qualités exceptionnelles » (des quartiers bourgeois) contenaient en puissance leur processus de déperdition. Ils attirent, en effet, une population de plus en plus hétéroclite du fait de l'installation d'activités tertiaires de tous ordres. Les employés se pressent le jour pour faire du lèche-vitrines ou s'assoier au bar de restauration rapide, et vivent, la nuit, le quartier qui devient, alors, sans aucun attrait, voire un lieu d'insécurité. Du coup, les boutiques de luxe désertent l'endroit, suivent ailleurs leur clientèle (avenue Montaigne, place Vendôme).

C'est durant les années soixante que les Champs-Élysées se vident ainsi du « haut commerce ». Les grandes familles qui habitent (encore) le quartier parlent de la « femme » qui, selon elles, hante aujourd'hui l'avenue.

P. D.

(1) *Les Beaux Quartiers*, Le Seuil, 1989.

Apologie du mensonge

VIES DE LA MORT
de Jeannine Worms.
La Différence, 392 p., 138 F.

Georg Simmel disait que si le mensonge, a une valeur négative, sa signification sociologique est extrêmement positive : la limitation de la connaissance réciproque, le recours à la dissimulation font partie des mouvements d'évolution et de réaction nécessaires dans les relations humaines. Dans un bref traité qui ouvre son recueil d'essais, intitulé *Vies de la mort*, Jeannine Worms fait l'apologie du mensonge par opposition à l'erreur. Il faut, écrit-elle, choisir le mensonge, qui sait qu'il est erreur, et non pas l'erreur, qui se prend abusivement pour la vérité.

À partir de quelques exemples, dont celui de Christophe Colomb, qui n'a pas de théorie, mais seulement une idée fixe et qui s'obstine dans son erreur, Jeannine Worms définit le mensonge comme moyen d'échange dans une perspective de vérité envers soi : le mensonge as

contenté de vouloir tromper sans se tromper. Le mensonge fait l'homme : « C'est à partir de la somme de mensonges dont est capable un homme (...), à partir de son style de mensonge, que l'on juge son degré d'accomplissement ».

Dans *Vies de la mort*, Jeannine Worms revisite tous les grands paradoxes : l'amour comme la première des escroqueries, le suicide comme moyen de se débarrasser de l'épouvante de la mort, la philosophie comme fille de la frousse, l'œuvre d'art comme transsubstantiation de la délinquance des hommes (« crapauds qui crachent des diamants »). Jeannine Worms se réclame de Roger Caillois, elle pratique l'antipathie avec l'élégance d'un familier de Balzac et Gracien et la véracité d'un lecteur de Clorin.

Dans le cercle très fermé des contempteurs de l'existence, elle occupe une place encore plus discrète : il est temps de lire Jeannine Worms.

Roland Jaccard

La peur du vide

Suite de la page 29

La première a trait aux jeux de l'ordre et du désordre : les figures de la contestation ou de l'inversion subversive ne mettent plus seulement en cause la forme du pouvoir, mais les formes quotidiennes de l'existence ordinaire (« Le Fou n'est plus dans les cours, il est dans les rues »). La deuxième concerne les techniques de la mise en image et de la mise en scène : la dramaturgie politique a recours aux techniques audiovisuelles dans des conditions telles que la démarcation entre actualité et fiction devient chaque jour plus aléatoire, comme l'avait noté Roger-Gérard Schwartzberg dans *l'État-Spectacle*. La troisième correspond à un paradoxe d'apparence : plus le pouvoir dispose de moyens puissants pour élaborer et diffuser ses images et ses messages,

plus il s'en trouve embarrassé. C'est vrai des sociétés démocratiques de régime pluraliste qui semblent de plus en plus incapables de domestiquer symboliquement le désordre et la contestation. C'est vrai plus encore des sociétés totalitaires, dont l'image s'est révélée à l'expérience si peu efficace qu'ont pu s'effacer avec elles, en un instant, les réalités institutionnelles qu'elle symbolisait. La quatrième évolution correspond à ce que Lucien Sfez a appelé l'éclatement du politique qui peut être corrélat à l'usage privé du temps libre, à la privatisation de la fête.

On peut parler enfin (et c'est l'expression qu'utilise Georges Balandier dans son dernier chapitre), d'une « médiation généralisée » qui, non seulement, bouleverse les procédures de l'information, mais affecte les manifestations antérieurement associées à la vie démocratique.

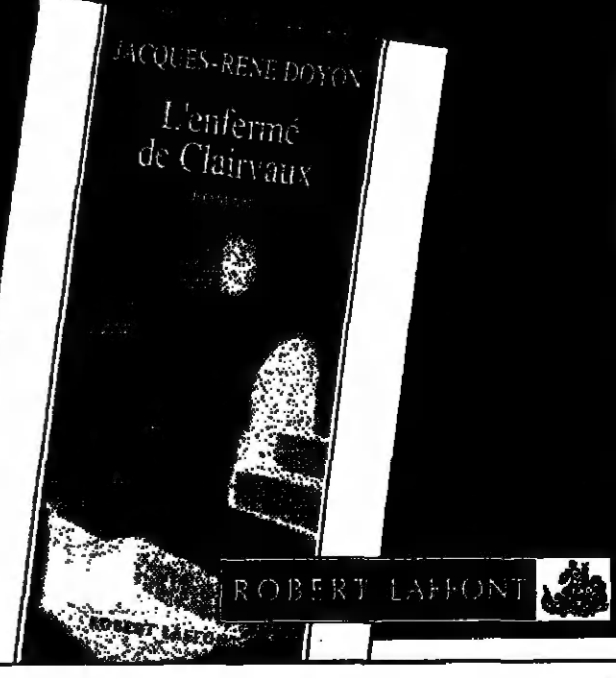
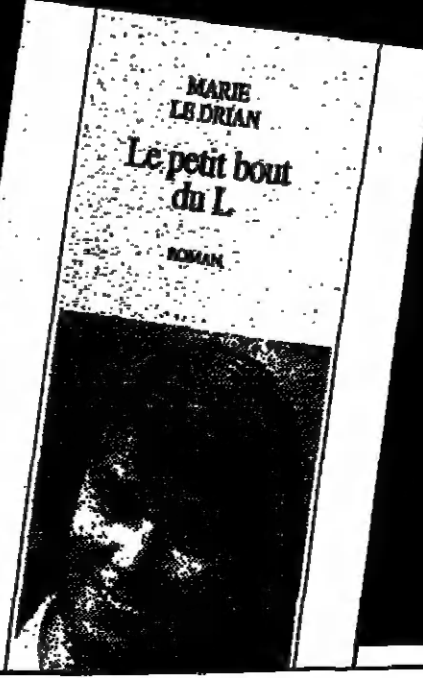
Dans ce monde du jeu, du spectacle et du trompe-l'œil, l'exigence de compétence qui anime aujourd'hui les gestionnaires et les politiques se trouve ainsi soumise à la logique des affrontements médiatiques et subvertie par elle. Mais la part du jeu, du convenu, du déjà-vu, y est trop visible ; et, derrière le scintillement des apparences, c'est le vide qui se laisse pressentir. Pour cette raison même, la politique souffre d'un déficit symbolique. Les phénomènes de rejet dont elle est aujourd'hui l'objet n'ont pas d'autres causes aux yeux de Georges Balandier, et l'on comprend le pessimisme qui lui inspire, avec la substitution du spectateur au citoyen, « l'aneurthisme cathodique » de la vie politique.

Marc Angé

JACQUES FULGENCE,
TRIBULATIONS ÉROTiques
DANS L'ESPAGNE MYSTIQUE

MARIE LE DRIAN,
LA GRANDE AVENTURE
D'UNE PETITE VIE

JACQUES-RENÉ DOYON,
DE LA PERPÉTUITÉ
À L'ÉTERNITÉ



Quand XX sait tout sur XY...

Sous couvert d'interrogation sur l'identité masculine, Elisabeth Badinter et le retour de «l'éternel féminin»

XY
De l'identité masculine
d'Elisabeth Badinter.
Ed. Odile Jacob, 314 p., 130 F.

D'un côté, XY (formule chromosomique de l'individu mâle, celle de l'individu femelle étant XX), un livre documenté, qui affirme son souci de l'érudition par une multitude de références, de citations, de notes et par une bibliographie de trente pages; un livre qui se présente comme un essai, et dont on attend qu'il défende une pensée.

De l'autre, son auteur, Elisabeth Badinter, une intellectuelle connue, reconnue, féministe s'opposant consciencieusement à la frénésie des féministes américaines tenantes du mouvement PC (politically correct) et qui va, de télévision en journal, de déclarations en entretiens, parler de ce livre, expliquer le «mâle-fémin» des hommes dans la société contemporaine et plaider pour une synthèse de «l'homme dur» et de «l'homme mou» en un «homme réconcilié». Avec cet auteur-là, on a envie d'être d'accord. Il suffit alors de faire ce que se préparent à faire de nombreuses personnes (XY est déjà premier sur la liste des meilleures ventes de livres) : acheter ce livre, ne pas le lire et plaider pour «l'homme réconcilié».

Pourtant, même à ne regarder que la télévision, on peut déjà s'interroger quand on entend Elisabeth Badinter (1) raconter ce qui, dit-elle, l'a banté pendant tout son travail et qui vient d'être développé dans un congrès d'embryologie : les hommes seraient des «femmes contrariées». Mais si l'on fait partie des quelques fous qui, à toute chose, préfèrent lire les livres, les vraies difficultés commencent. Et le catalogue des questions que l'on se pose serait si volumineux qu'il faudrait se contenter d'un résumé.

D'abord, une affaire de principe : les femmes n'ont-elles pas demandé aux hommes, depuis longtemps déjà, de cesser de les accabler de leurs analyses, de leur prétendu savoir intime sur l'identité féminine? Est-il vraiment nécessaire qu'aujourd'hui une femme vienne dire qu'elle comprend le destin masculin, qu'elle détient une vérité sur l'identité masculine? Que dirait-on d'un homme qui citerait quelques phrases de divers romans écrits par des femmes pour appuyer sa conception de l'identité féminine? Faut-il, alors qu'on n'est pas encore débarrassé de l'idée de «littérature féminine», s'accrocher à celle de «roman masculin»? La phrase : «L'auteur féminin qui parle des hommes a pleinement conscience de ses limites» est-elle une réponse suffisante à toutes ces questions?

Dès les premières lignes de son «prologue», Elisabeth Badinter cite une phrase de l'Émile de Rousseau qui semble de nature à engager le débat : «Le mâle n'est mâle qu'en certains instants, la femelle est

femelle toute sa vie, ou du moins toute sa jeunesse». Les femmes, si occupées pendant des années à réfuter la seconde partie de la phrase, auraient-elles oublié de s'intéresser à la première? Ce n'est pas tout à fait le sens du commentaire d'Elisabeth Badinter : «Peu enclins à nous interroger sur une réalité inconnue, nous voulons croire à un principe universel et permanent de la masculinité (mâle) qui défie le temps, l'espace et les âges de la vie».

Qui est ce «nous»? On ne le saura pas vraiment. Pas plus qu'on ne saura pourquoi «chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître la vérité du propos de Helen Hacker», ou pourquoi «les conclusions de Jost sont sans appel - le mâle se construit contre la féminité première de l'embryon» - ou encore pourquoi «la formation du mâle est commandée par une donnée naturelle, universelle et nécessaire : son lien de naissance maternel». Le procédé n'est pas sans danger. «Chacun s'accorde à dire», «nul ne contestera que», toutes ces affirmations peu satisfaisantes intellectuellement s'appliquent souvent à ce qu'on ne sait pas démontrer. C'est l'idéologie qui, derrière elles, avance masquée.

«Sois une femme»

Dans XY, chaque page, ou presque, soulève une question. Chaque démonstration semble appeler son contraire. On aurait aimé que ce livre exprime ces contradictions, confie ces interrogations et que son auteur formulât ses propres réponses ou tout au moins ses propres hypothèses. Ce n'est pas le cas. Prenons quelques exemples : «L'ordre si souvent entendu : «Sois un homme» implique que cela ne va pas de soi et que la virilité n'est peut-être pas si naturelle qu'on veut bien le dire (...). Il est plus rare d'entendre : «Sois une femme», comme un rappel à l'ordre». Est-ce parce que la féminité est «première» comme le soutient Elisabeth Badinter ou parce que la société entend «sois un homme» comme «sois quelq'un» et entendrait «sois une femme» comme «ne sois personne»? De même si l'on parle de «garçon manqué» et pas de «fille manquée» est-ce parce que les filles sont «naturellement réussies» ou parce que «fille manquée» serait un pléonasme? A-t-on déjà oublié les hommes désolés de voir autre chose (2)?

«Sois une femme», quelq'un l'a dit, mais pas au sens où l'entend Elisabeth Badinter : Simone de Beauvoir, citée une seule fois dans ce livre (alors qu'on accorde beaucoup de place et de crédit à une pléiade de psychanalystes jungiens, à une kyrielle de sociologues ou autres experts venant expliquer, par exemple, après forces études «sur le terrain» que les parents se comportent différemment envers un garçon et une fille), s'accroche à celle de «roman masculin»? La phrase : «L'auteur féminin qui parle des hommes a pleinement conscience de ses limites» est-elle une réponse suffisante à toutes ces questions?



Entre «l'homme dur» et «l'homme mou», «l'homme réconcilié»...

gne comme une fille ou comme un garçon. Simone de Beauvoir, elle, n'intervient que pour sa fameuse phrase «on ne naît pas femme, on le devient», «retournée» par Elisabeth Badinter en «on ne naît pas homme, on le devient».

Encore n'est-on pas sûr de s'entendre sur cette phrase. Beaucoup de femmes avaient cru que Simone de Beauvoir les avait libérées de la fatalité biologique. Elles avaient cru comprendre : «rien ne nous oblige à nous conformer à la représentation sociale et idéologique de «LA» femme qu'on nous propose». Or, dans XY, «On ne naît pas homme, on le devient» ne signifie pas «rien» dans la biologie n'oblige les hommes à se conformer à des stéréotypes, mais «à cause de la biologie, l'homme doit devenir homme contre sa féminité première». Et, «tout naturellement», la phrase de Beauvoir passe aux oubliettes de l'histoire. On lui prête Guy Corneau, psychanalyste jungien, que cite Elisabeth Badinter : «Par opposition à la femme qui est, l'homme, lui, doit être fait».

Contrairement à ce qui est suggéré là, n'est-ce pas la chance des hommes, depuis toujours, de ne pas «être» mais de «devenir» (chance que Beauvoir a voulu donner aux femmes) et, en devenant, d'affirmer qu'ils sont, eux, véritablement, des êtres humains?

Tout cela est-il fatal? Est-il indispensable pour expliquer que l'homme «se fait», se construit dans la difficulté, de repasser par «l'évidence» de la féminité? Non seulement Elisabeth Badinter ne se

risque à aucune réponse, mais elle ne pose même pas la question. Et, au fond, son livre est passionnant pour toutes les questions qu'il évite de poser.

Mais il est aussi inquiétant à plus d'un titre. Il procède par assertions, et par des glissements insensibles de vocabulaire qui imposent, subrepticement, une lecture. Ainsi, pour qualifier l'acquisition de l'identité masculine, on emploiera toujours des termes induisant la conquête. De même, on ne craindra pas d'occulter le réel pour appuyer son argumentation : «Le jour des règles vient naturellement, sans effort sinon sans douleur» (où sont les générations de filles qui ont vu le sang couler hors d'elles sans enorgueillir, en s'écrasant malades, parce que personne ne leur avait parlé)? Ou bien on affirmait : «Le concept de bisexualité, introduit par Freud et repris par Weinberger, force les uns et les autres à prendre en compte leur part irréductible de féminité...». «Féminité» étant le mot-clé, on ne tient pas compte du fait que ce «les uns et les autres» est absurde, le concept de bisexualité ne forçant certainement pas les femmes à prendre en compte leur part de féminité!

XY propose un discours essentialiste, biologiste, excluant la notion de classes sociales, s'appuyant sur des repères historiques tout en évitant de formuler des questions à partir de l'histoire, ce qui ne permet pas à Elisabeth Badinter, contrairement à Thomas Laqueur dans son essai passionnant, *La Fabrique du sexe*, de faire comprendre pourquoi on peut soutenir que «la substance du discours de la différence sexuelle ignore l'entrée des faits et demeure aussi libre qu'un jeu de l'aspiré» (3).

Nivellement littéraire

Quand Elisabeth Badinter indique que la violence entre les hommes et les femmes est beaucoup plus radicale aux États-Unis qu'en France, l'influence du puritanisme n'est pas envisagée, pas plus que celle du catholicisme et du protestantisme. De même, lorsqu'on apprend qu'un «trait commun» à la littérature masculine européenne et américaine des quinze dernières années est «l'homme qui pleure», on se souvient d'avoir lu peut-être avant : «Si la masculinité s'apprend et se construit, nul doute qu'elle peut changer. Au XVIII^e siècle, un homme digne de ce nom pouvait pleurer en public et avoir des vapeurs; à la fin du XIX^e, il ne le peut plus, sous peine d'y laisser sa dignité masculine». Songerait-on à rapprocher ces deux propos et à s'interroger? Absolument pas.

Les citations, nombreuses, diverses, apparaissent plus souvent comme des ornements que comme des arguments. En particulier, les citations littéraires, qui procèdent d'une curieuse volonté de nivellement. Le discours littéraire, aux yeux d'Elisabeth Badinter, est simplement thématique. La littérature est considérée comme un reflet de la vie courante et utilisée comme un document. Ainsi, il n'y a aucune différence entre Philip Roth, l'un des plus grands romanciers américains vivants, et Pat Conroy, auteur

de best-sellers populaires. Pas plus qu'entre Robert Musil et Frédéric Bonhomme, auteur de *L'Obsède* (Laffont, 1990).

Musil et *L'Homme sans qualités* occupent trois lignes tandis que Knut Faldbakken, grand représentant du «mâle-fémin», est longuement cité. Ce Norvégien, dont on connaît la noirceur toute scandaleuse, parlez-moi, si l'on croit une note très précise, de la même chose - et dans le même style? - que Dominique Fernandez (*L'École du Sud*), Vitaliano Brancati (*Les Années perdues*), Philippe Sollers (*Femmes*), Roland Jaccard (*Les Chemins de la désillusion* et *Low*), Hervé Guibert (*Mes parents*). Et pour prouver que «l'amour total de l'enfant pour sa mère l'a été mille fois célébré et en particulier par les écrivains de sexe masculin», vient, très sérieusement, en note, cette phrase de Philip Roth dans *Les Faits*, se revoyant en «papaose dorloté... bébé mâle apprenant à creuser son terrier contre le corps de sa mère, relié par chacune de ses terminaisons nerveuses à son sourire et à son manteau en peau de phoque». Conclusion : «Le roman masculin, du nord au sud et de l'est à l'ouest, a fait de la mère castratrice et mortifère l'un des thèmes les plus répandus de la littérature contemporaine». «Résultat : les différents héros de ces romans s'en sortent très mal». Citations pour citations, en voici deux qu'Elisabeth Badinter ne fait pas : la dernière phrase de *Portrait du jeune homme en feu* de Philip Roth - «Mais au moins, pendant le temps que j'ai vécu, je m'en suis payé» - et la première de *Portrait du jeune homme en feu* de Philippe Sollers - «Eh bien, croyez-moi, je cours encore...». La vie, comme expérience singulière, voilà bien ce qui est totalement absent du raisonnement mené dans XY.

Du reste, on imagine aisément des écrivains, experts en stratégie guerrière, se faisant les ardeents propagandistes de ce livre, qui leur permettrait encore longtemps de tirer et de faire rire. N'ont-ils pas constamment montré, et brillamment moqué, dans leur œuvre, ces femmes qui voient «l'explication ultime» de tout, et surtout des comportements masculins, dans le fait qu'on naît de leur ventre? Et Elisabeth Badinter vient leur préciser qu'il est très difficile pour un homme d'être né du ventre d'une femme et très facile pour une femme d'être née du ventre d'un autre homme.

Est-ce vraiment si facile? Cela signifie-t-il vraiment qu'une femme n'a pas à se construire alors que «construire un mâle» est si problématique qu'Elisabeth Badinter nous entraîne dans une longue promenade ethnologique, puis dans une longue interrogation sur l'homosexualité, dont tous les termes devraient être discutés? On remarquera - alors que, on l'a vu, les références aux écrivains sont incessantes et que la bibliographie comporte, sur cinq pages, un «choix de romans qui éclairent la condition masculine contemporaine» - l'absence, très significative, de Jean Genet. On se perdra peut-être dans l'exposition de ce qu'est «l'homophobie» des hommes. On retiendra à coup sûr la conclusion, dont il n'est pas certain qu'elle soit d'une

totale nouveauté (Elisabeth Badinter elle-même le note) : «En fait, l'homophobie renvoie à la peur secrète de ses propres désirs homosexuels»; «L'homophobie renforce la fragile hétérosexualité de nombre d'hommes» (4).

Osera-t-on dire qu'on s'est épuisé de ce parcours du combattant? D'autant que surgit, au terme de cela, une nouvelle question qui n'a pas été posée, bien qu'Elisabeth Badinter ait lu Roth, Hemingway, Sollers, Miller. Si on essaie de parler de deux sexes, le masculin et le féminin? Si on prenait en compte l'idée qu'il faut «joindre au moins à quatre», le féminin de l'homme n'étant pas celui de la femme, pas plus que le masculin de la femme n'est celui de l'homme? Peut-être «l'homme réconcilié» pourrait-il naître enfin?

Mais obéirait-il à ce qu'attend de lui Elisabeth Badinter? Car, au fond, que fait cet «homme réconcilié» qu'elle souhaite voir advenir? «Modèle unique» (il s'agit bien des délices du multiple qu'explorait, en 1977, le *Nouveau Désordre amoureux*, de Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut), il intègre son «identité androgyne» et accomplit «la révolution paternelle». Ayant constaté que «la ressemblance n'est pas l'identité», que «l'hypermasculin et la tante» sont victimes d'une imitation alternante du stéréotype masculin ou féminin hétérosexuel; et que «Dieu (...) a (...) épargné (aux femmes) tout un travail de différenciation et d'opposition qui marque de façon indélébile le destin masculin», «l'homme réconcilié» doit réinventer le père. Pour quoi faire? Sans doute, avec une femme, de beaux enfants qu'on élèvera harmonieusement dans le «meilleur des mondes» «parentalisés». Mais dans quelle société? Mystère.

Négation de l'art

Les hommes et les femmes pourraient-ils être «réconciliés» un jour autour de ce qui les unirait vraiment : le rejet de la liberté individuelle? On répugne à formuler cette hypothèse. Pourtant, comment ne pas s'inquiéter de la négation de l'art qui parcourt ce livre, de l'impossibilité à penser la littérature comme ce qu'elle est; non pas un ramassis de comportements à intégrer dans une étude statistique, mais un geste original, non reproductible, d'affirmation d'une liberté? Comment accepter sans réagir ce dernier «détail», cette petite phrase niant radicalement la vie d'un homme et le souci constant d'un écrivain, Ernest Hemingway : «*Finalment vaincu par cette maladie de la masculinité, l'écrivain se suicida d'une balle de fusil*»?

Ce n'est sans doute pas à une femme de dire ce qu'un homme peut penser de XY. Du moins est-elle en droit de livrer sa propre perplexité. Grâce à Simone de Beauvoir, une chose semblait acquise : est régressive toute pensée selon laquelle l'individu «est» et n'a pas à se construire. Aujourd'hui, c'est le propos même de Simone de Beauvoir qui devient suspect. La femme est, et, pour l'homme, il est très douloureux d'avoir à se construire. Il ne reste aux femmes qu'un petit espoir, qui tient en une dernière question : alors que Simone de Beauvoir tentait d'affirmer une pensée, Elisabeth Badinter ne tentait-elle pas seulement de promouvoir une tactique?

Joyane Savigneau

L'homme troublé

L'HOMME SAUVAGE ET L'ENFANT
L'avenir du genre masculin
(Iron John)
de Robert Bly.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Christian Cler
et Maxime Lohseu.
Seuil, coll. «La couleur de la vie», 340 p., 130 F.

Voici un livre délicieux à lire et plus réjouissant que XY. Bien écrit - en tout cas bien traduit; poétique; généreux et empreint de ce qui est perçu en Europe comme une certaine malvenue propre à l'Amérique. Il a donc tout pour déplaire au public français, friand de fausse profondeur. Robert Bly est un poète, passé suédois, voilà deux ans, des traces confidentielles à la liste des best-sellers avec *L'Homme sauvage et l'enfant*. Son propos était, après dix ans d'enquête et de réflexion de s'interroger sur le malaise de tous ces hommes, des golden boys aux jeunes gens à la dérive. À travers les témoignages recueillis par Bly, apparaît la grave défaillance de l'explosion paternelle beaucoup plus exprimée aux États-Unis qu'en Europe, et l'oubli, par un peuple

sans civilisation, de ce qui peut fonder un homme (une femme aussi, d'ailleurs, mais Robert Bly précise qu'il ne se sent pas autorisé à disserter sur la condition féminine). Oubli des mythes, oubli des rites d'initiation, consentement à la «civilisation Disney», passivité généralisée.

Le «guerrier primitif»

On voit aisément ce qui a pu ancher les Américains dans le livre de Bly, qui vient leur parler d'histoire, de mythologie, de poésie. Il cite plus volontiers Shakespeare, Machiavel, Robert Frost ou Chrétien de Troyes que les terribles enquêtes sociologiques ou journalistiques présentant une Amérique d'apocalypse à travers les statistiques des meurtres, des ravages du crack, des malaises cardiaques des cadres supérieurs et des fumeurs invétérés. Robert Bly appelle les hommes américains à sortir du cercle de la peur. Son travail est passionnant, moins comme exploration de l'identité masculine que comme description d'un état des mentalités américaines, tout au moins si l'on s'intéresse aux États-Unis autrement qu'en parts de marché.

Evidemment, Bly souffre, aux yeux d'un Européen, d'un handicap. Il est devenu l'inspirateur du Men's Movement, qui organise, pour quelques centaines de dollars, des week-ends pendant lesquels des mâles s'assemblent pour tenter de retrouver en eux le guerrier primitif. Les longs développements de Bly - dans ce livre construit à partir d'un conte des frères Grimm, *Jean de fer*, emprunté à une longue tradition - sur le «guerrier intérieur» que chaque homme porte en lui et qu'il doit fonder à sa structure, ont eu un «effet pervers» sur les mâles troublés d'outre-Atlantique. Ceux-ci ont cédé à la détestable manie américaine de croire qu'une théorie ne sert pas à réfléchir, mais doit immédiatement être appliquée à la lettre.

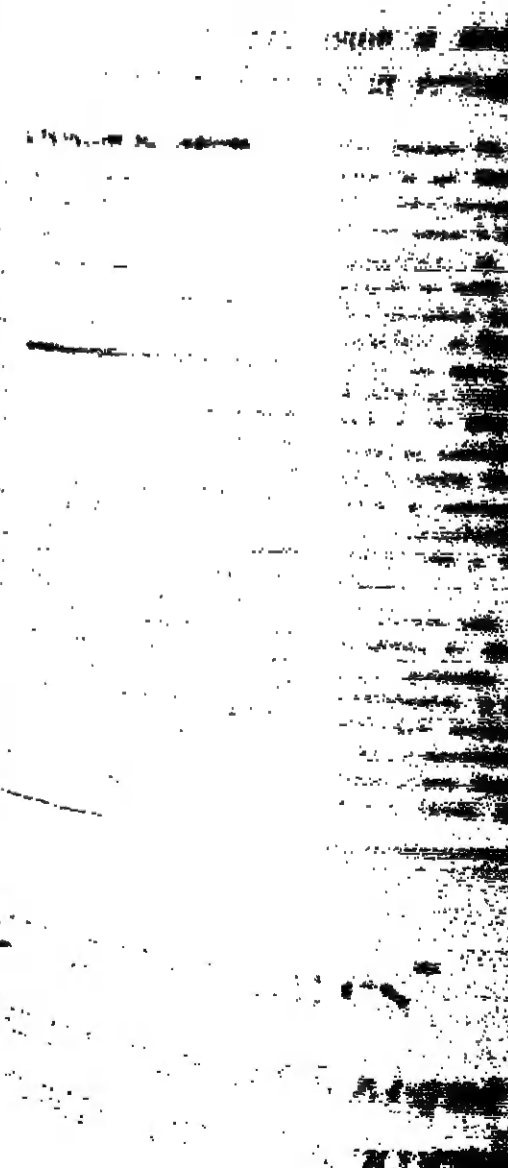
En France, cela fait rire. Surtout. Cela dit, la France frôle de l'autisme 1992, qui a d'autres travers et fait grand cas de diverses impostures littéraires et intellectuelles, ne devrait pas être tellement sûr de sa supériorité et pourrait avantageusement, débarrassée de ses préjugés, lire Robert Bly.

Jo. S.

Danse au bord d



Le jardin d



Le monde

هكذا من الإصملى

LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ÉTRANGÈRES

Danse au bord du chaos

Conjurer l'angoisse de l'apocalypse, c'est tout ce qui reste au romancier. L'Anglais Martin Amis s'y emploie. Avec une ricanante acuité

LONDON FIELDS de Martin Amis. Traduit de l'anglais par Géraldine d'Amico. Christian Bourgois, 333 p., 170 F.

Quand le monde cesse d'aller de l'avant et qu'il n'invente plus rien que sa destruction, quand la grande machinerie s'est enclenchée pour organiser judicieusement, sans erreur de calcul, son propre anéantissement, ce n'est pas un romancier qui pourra se vanter d'en arrêter le cours. A peine lui est-il encore donné, comme le chevalier du *Septième Sceau*, de jouer une partie d'échecs pour repousser la dernière heure et se donner l'illusion de maîtriser le déroulement des choses.

Martin Amis n'abdique pas. Cette partie, il tient à la jouer. Si le monde se lance tête baissée au-devant de la catastrophe, il lui répondra, à armes égales, par une bombe : *London Fields*. Un roman qui démonte le mécanisme de la destruction pour, peut-être, sauver quelque chose de la vaste décharge publique que contribuent à édifier, ordures après ordures, ces temps hantés par le nucléaire.

A l'heure où la fin du monde ne dort que d'un œil, deux romanciers s'écritent simultanément à garder le contrôle du livre qu'ils sont en train d'écrire : Martin Amis et son personnage, Samson Young, héros et narrateur de *London Fields*. Ce dernier, corvé en manque d'imagination, installe provisoirement à Londres dans l'espoir d'y trouver maître à écrire, est vite dépassé par les événements. La fiction qu'il élabore tourne au défi et à la fatalité. Plus elle prend forme, plus il perd prise sur des personnages engagés dans le processus inéluctable d'un meurtre qui — ainsi en est-il décidé — doit avoir lieu.

Pour la bonne marche du polar, ils auraient pu n'être que deux : l'assassin et la victime. Un troisième larron viendra leur servir de faire-valoir : Guy Clinch, bien sous tous rapports, riche, délicieux et naïf, sorte de Leslie Howard confiné dans l'ennui conjugal et affublé d'un horrible bébé brillard.

Retarder l'échéance

Trois personnages principaux donc, que les hasards des rues de Londres feront rencontrer à Samson Young, l'écrivain en quête de roman. Keith Talent est le premier à se trouver sur sa route : voilà le parfait assassin du livre, songe Samson Young, en côtoyant ce vaurien décadent, professionnel en pub, en vieilles dames riches et au jeu de filles chétives. Reste à trouver la victime : Samson la reconnaît en une étincelante femme fatale, savante en baisers, du nom de Nicola Six (prononcé sexe, en accord avec ses atouts). Frappée d'une étrange malédiction, celle de toujours pressentir ce qui lui arrivera, Nicola sait d'entrée de jeu quel sera son rôle.

Qui, des personnages ou du romancier, mène la danse ? Parti pour piocher un peu d'imagination dans la réalité, Samson



Martin Amis : une bombe.

Young est pris de vitesse par une histoire qui s'emballa et par des personnages qui jouent trop bien leur rôle. Il a beau méditer l'évolution de son histoire, échafauder une logique des événements, tenter d'arrêter le cours du destin et téléphoner à son éditeur afin de le faire patienter pour les chapitres à venir, déjà son roman ne

lui appartient plus. D'abord observateur ou confident, le voilà acteur et complice, voire gâcheur. « Vous n'êtes qu'une complication malvenue », lui reproche Nicola Six, l'accusant de brouiller, par ses interventions, son destin d'assassin. Que reste-t-il au romancier, en effet, sinon à tâcher de retarder l'échéance, compliquer le

mécanisme de la fatalité, insister sur ce qui reste de la vie avant que l'heure ne vienne ?

Mais, dès le début, c'est déjà trop tard. Le narrateur n'échappe pas à la loterie commune. « Nous sommes tous en train de mourir. » Tout est prévu, ordonné comme une chaîne de nécessités, jusqu'aux coïncidences qui frappent sans cesse les personnages : toutes sortes de symboles qui les prédestinent, comme pour ricaner, après coup, du fait que la mort avait commencé dans la vie. Inutile, alors, de rêver au « petit roman d'évasion inoffensif » que projetait Samson, impossible d'échapper au monde.

Procureur et âme damnée

La fiction est en plein dedans, prise en otage dans le gigantesque éboulement qui était prévu pièce par pièce. Face à cela, le narrateur n'a, comme Nicola, qu'un pouvoir : celui du pressentiment. Conjurer l'angoisse de l'apocalypse en y mettant seulement un peu d'ordre. Tout regarder en face, comme Don Juan, tout défier jusqu'à cette fin ultime dont on reconnaît facilement le visage parce que, déjà, son ombre est là.

A moins qu'il ne reste encore les champs de Londres, *London Fields* : un peu de vert enfoui sous la zone, l'ordure, les déchets de la bataille. Si tout court inéluctablement vers le pire, le glâcis et le meurtre organisé, on trouverait, en cherchant bien, les traces d'un monde d'avant le déluge. Ce monde, Martin Amis le traque, le couteau entre les dents. Peu d'écrivains ont à ce point le don du ricanement et de la rage, l'acuité implacable. Mais l'entend-on, dans le grondement sonore de cette machine à détruire dont il se fait à la fois le procureur et l'âme damnée ?

Marion Van Renterghem

Le jardin des poisons

Un vieux couple se déchire autour du fils mort : la découverte en France d'un écrivain suisse de talent, Thomas Hürlimann

LE PAVILLON DU JARDIN

(Das Gartenhaus) de Thomas Hürlimann. Traduit de l'allemand (Suisse) par Jeanne Ecoré. Gallimard, coll. « Du monde entier », 144 p., 80 F.

C'est bien connu, la famille peut être le creuset des passions et des déchirements les plus extrêmes, le terrain où fleurissent les plus nobles sentiments et où s'exécutent les plus basses manœuvres. Futilité ou grandiose, tragique ou grotesque, réel ou imaginaire, qu'importe le prétexte, quand la fatalité s'installe entre deux êtres. Ce livre, c'est d'abord un climat : froid glacé et insidieux, froid humide, froid qui fait attraper la mort.

Il sont vieux, ils ont survécu à

leur unique fils, ils doivent payer pour ce qui leur apparaît comme une aberration de la nature. Payer jusqu'à la folie, jusqu'à la déchéance ou au sublime. La grande et belle ville, qui traversait autrefois les nuits comme un paquebot en fête, s'échoue sur les récifs du deuil. Désormais, leur monde ne s'ordonne plus qu'autour de ce pèlerinage quotidien jusqu'au cimetière. Ils se tiennent par la main, ils se parlent, semblent se retrouver, mais s'éloignent pourtant. Il voulait un rosier, elle a voulu un bloc de granit.

Les cris ont alterné avec des sanglots, et, un jour d'hiver, le vieux homme a dû assister, impuissant, à la descente d'un bloc gris suspendu comme une cage d'ascenseur au bout des fils d'une énorme grue. Seule, elle a choisi la pierre dans le

montagne, jour après jour elle est restée dans l'atelier du sculpteur pour voir le bloc prendre forme et porter enfin en lettres dorées le nom de son fils. Un bloc de granit, c'est mieux qu'un rosier, ça résiste. Un homme aussi.

Une rencontre dans le cimetière — dont nous taïrons, ici, la nature — transforme le pèlerinage quotidien en une revanche. Guerre de position. Guerre d'usure, guerre qui n'ose pas dire son nom. Il n'est pas ancien colon pour rien. La femme voit son dernier homme vivant lui échapper. Il a réussi à devenir une énigme. Elle est désormais seule à brandir l'étendard de l'amour filial gonflé par le vent glacé.

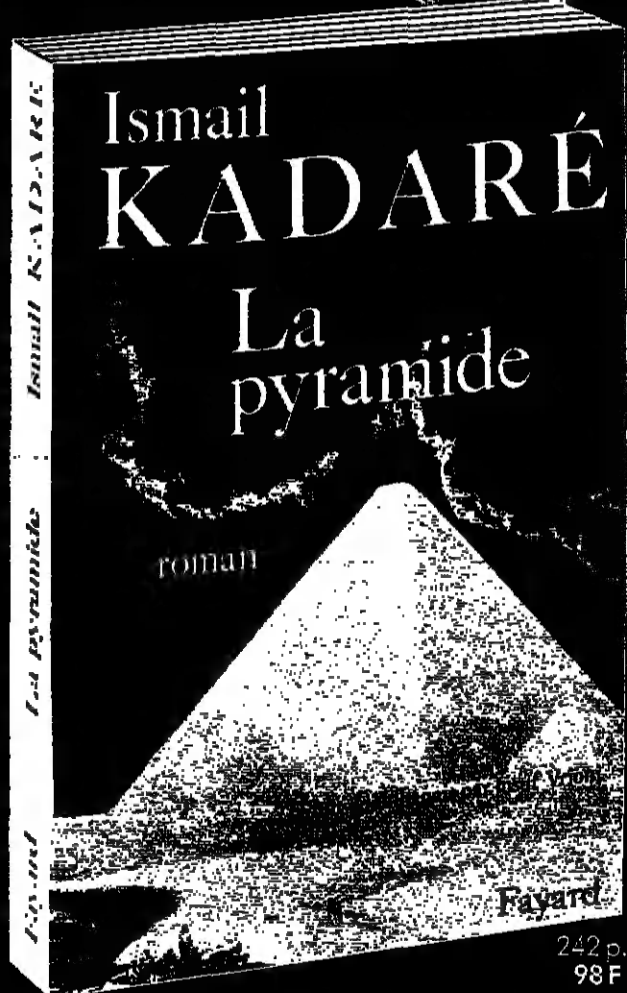
Refuge sacro-saint

Et vient le jour où elle doit assister au carnage de ses positions : son pavillon de jardin auquel elle tenait tant, ce pavillon clair et pimpant qui lui rappelait l'enfance de son garçon, ce lieu où elle l'avait élevé, ce refuge sacro-saint entre tous, souvenir de sa période la plus heureuse, elle le voit transformé, par les agissements secrets de son mari, en une succursale de boucherie. Ils parviendront pourtant à se retrouver, à quitter le terrain muet du deuil pour se mouvoir dans un monde fantastique, où la vieillesse et l'enfance, l'amour filial et l'amour conjugal se rejoignent.

Surtout connu à l'étranger comme auteur de théâtre, Thomas Hürlimann, dont c'est le deuxième livre, mais le premier accessible au public français, a réussi là une belle nouvelle dont la force fait oublier les quelques maladresses de traduction.

Pierre Deshusses

Ismail KADARÉ



Ismail Kadaré a toujours été un virtuose de la fable politique, tout en corrigeant ce qu'il peut y avoir d'abstrait dans ce genre par un sens inné du roman d'aventures. Curieux mélange, qui fait à la fois la valeur littéraire et la popularité de cet écrivain. Il plonge l'allégorie dans un milieu concret et fertile en rebondissements, mariant le policier au picaresque. « La Pyramide » apporte une nouvelle démonstration de son talent.

Dominique Fernandez, *Le Nouvel Observateur*

A la fin de ce siècle, le propre de l'écrivain est de renouveler les mythes, d'y ajouter des mythes nouveaux et de glorifier les aventures de l'esprit comme de la sensibilité, en dehors des normes convenues. Ismail Kadaré accède à ce type de vision.

Alain Bosquet, *Le Figaro*

Champollion de la dictature, Kadaré déchiffre les hiéroglyphes de la terreur que les tyrans de tout poil firent tatouer sur la peau de leurs victimes. C'est plus machiavélique que du Machiavel...

André Clavel, *L'Événement du Jeudi*

FAYARD

“Amour et ordures”
Quel est ce romancier tchèque
qui fait le ménage dans ses souvenirs ?*



3617 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Amour ordures

Bordeaux-Coimbra : Miguel Torga nobélisable ?

«Torga reçoit l'hommage des lettres de France», s'écrit, lundi 14 septembre, sur toute sa première page, le *Journal de Coimbra* pour annoncer la remise exceptionnelle à l'écrivain portugais Miguel Torga, dans sa ville, du prix de littérature étrangère Ecuireuil, décerné à l'occasion du prochain Salon du livre de Bordeaux, qui aura lieu du 8 au 11 octobre. Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, assistait à cette cérémonie qui faisait cet homme de Tras-os-Montes, exigeant et discret, considéré comme le plus grand écrivain du Portugal et comme sa conscience morale, découvrir en France depuis dix ans grâce à la ténacité et au talent de sa traductrice, la Bordelaise Claire Cayron. Trois volumes de bibliophilie lui furent offerts : les *Essais*, de Montaigne, l'*Esprit des lois*, de Montesquieu et la première édition en portugais du *Don Quichotte*, illustrée par Gustave Doré.

«Il n'est pas facile d'être poète en des temps de catastrophe», déclara notamment Miguel Torga, rappelant ses «quatre-vingt-cinq années de résistance aux revers de l'histoire et du destin», et insistant sur «les liens intellectuels et sentimentaux [qui] l'ont attaché à la ville du vin, à commencer par la lecture initiale et prenante de Montaigne». Inquiet sur l'avenir de cette «Europe masochiste qui se dénature jour après jour, comme si elle avait honte de sa propre identité», il a encore affirmé sous les applaudissements : «Qu'il le veuille ou non, lui traité de Maastricht ne pourra effacer de la mémoire occidentale les vitreaux de Chartres ou les pages de Marcel Proust».

On aura particulièrement noté la remarque du président Soares rappelant les paroles de Jorge Amado, qui témoignait des liens entre le Brésil et le Portugal et qui avait tenu à assister à la cérémonie de Coimbra : «C'est un scandale qu'il n'y ait jamais eu de Prix Nobel en langue portugaise. Et ce prix devrait être attribué à Miguel Torga... Qu'en disent les membres de l'Académie suédoise ?

N. Z.

L'INDE, UN MILLION DE RÉVOLTES
(India: A Million Mutinies Now)
de V. S. Naipaul.
Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne.
Plon, 586 p., 150 F.

«L'INDE où j'étais arrivé en 1962 m'avait fait l'effet d'un pays très lointain. En effet - presque comme William Howard Russell, un siècle auparavant - j'avais emprunté le train puis le bateau depuis Londres; le chemin de fer jusqu'à Venise; le bateau jusqu'à Athènes; un autre navire jusqu'à Alexandrie; et enfin un troisième pour Karachi et Bombay. (...) Le pays existait physiquement. Je pouvais m'y rendre; j'en avais toujours eu envie. Mais lors de cette première visite, j'étais un visiteur bien craintif», écrit V. S. Naipaul dans *L'Inde, un million de révoltes*, sa troisième enquête dans la République indienne (1), se souvenant des réactions de rejet de l'arrière-petit-fils de paysans transplantés cent ans plus tôt aux Antilles, à Trinidad. «J'avais grandi avec mes propres idées quant à la distance qui me séparait du monde de ma famille. J'étais assez loin de l'Inde pour cesser d'en faire partie. Je connaissais ses rites, mais j'étais incapable d'y prendre part; j'entendais les gens parler, mais je ne captais que les mots les plus simples. J'étais pourtant suffisamment proche encore pour en comprendre les passions; et aussi pour sentir que mon propre destin était lié à celui du peuple de ce pays».

Près de trente ans plus tard, V. S. Naipaul a fait un retour en Inde pour scruter de nouveau ce pays immense, arrivant en avion, cette fois, pour trouver, au cours des quelques 20 kilomètres de bidonvilles qui séparent Bombay de l'aéroport, une manifestation de ceux que la loi interdit désormais d'appeler les «intouchables». Les *dalit*, comme ils disent eux-mêmes, étaient en train de célébrer l'anniversaire de leur grand homme, le docteur Ambedkar (mort en 1956), celui qui les avait encouragés à abandonner l'hindouisme, qui avait fait d'eux des esclaves, pour revenir au bouddhisme. Plus loin, des panneaux indiquaient que la ville, capitale du Maharashtra, ne s'appelait pas Bombay, mais Mumbai, reflétant la lutte du mouvement régional en lutte pour une purification ethnique (1), afin de chasser les émigrants des autres États de l'Inde, particulièrement les pauvres venus du sud du sous-continent. Ailleurs, la Bourse de Bombay était en plein essor.

Naipaul est trop avide de comprendre pour faire le délicat lors de ses visites chez les gens, «démoralisés, suffoqués, menés au bord de la nausée par l'odeur de l'entrée, avec les débris humides et écrasés que pilaient les chais et chaotons errants, puis, dans la brusque obscurité du couloir, par l'odeur épaisse et chaude des vidanges bouillies qui me prenait à la gorge». Il n'a plus honte d'être ce qu'il est, d'appartenir à ce peuple-là. Il se bouche un peu le nez devant la puanteur de certaines rues, cache tant bien que mal son dégoût devant la crasse ambiante, les égouts, la poussière, se fait un chemin dans la cohue et le bruit, sirote du bout des lèvres la limonade qu'on lui offre, réprime à retirer ses chaussures pour entrer dans les maisons, et,

L'énigme du départ



V.S. Naipaul: rassuré.

inlassable, remplit ses carnets de ses observations et de ses entretiens. Il constate la paupérisation, la prolifération des gens de sa caste, les brahmanes. Il révèle des destins tout entiers (le musulman érudite, le sage brahmane, le jain, le militant catholique bengali qui a survécu à la génocide nazie, le cinéaste passionné qui vit à Shantiniketan - l'université fondée par Tagore, les truands et les parrains, etc.). Il voit tout, comme s'il était un œil de mouche qui donnerait toutes les facettes de la réalité. Il parcourt le pays d'ouest en est, du sud au nord, de Bombay à Calcutta, de Madras à Lucknow, mettant son énergie, sa perspicacité et toute sa curiosité à contribution pour tenter de comprendre comment peuvent coexister, dans une même démocratie, tant de mouvements d'opposition, nationalistes, religieux, terroristes de toutes sortes, qui pourraient faire éclater cette Union indienne de plus de huit cents millions d'habitants parlant quelque deux cents langues.

EST-CE l'Inde qui a changé? Ou lui-même? Il a presque abandonné le ton sarcastique qui était le sien, sauf lorsqu'il parle de la nécessité d'extirper l'hindouisme, sauf lorsqu'il parle du Bengale, vidé de ses industries par le pouvoir des syndicats, et de Calcutta, la ville des Britanniques, la capitale de l'Inde colonisée où l'on ne discernait plus que «le fantôme de sa grandeur disparue». «Le Bengale, dit-il, c'est une région morte. Le communisme l'a achevée, il a tué l'industrie. Le Bengale, c'est le paradis de l'Inde».

Pourtant, une certaine mélancolie, un esprit de tolérance, l'idée de la mort, seule issue certaine et inéluctable, semblent hanter de plus en plus cet esprit acéré qui exaspérait le caractère fataliste de la religion hindouiste. Il reconnaît maintenant l'individualité des «pauvres» qu'il voit vivre dans les *chawls* (les immeubles ouvriers) surpeuplés ou dans les bidonvilles, réservoirs de haines et de voix électorales, tout à côté d'immeubles cooss.

Curieusement, Naipaul donne maintenant une explication nationale à quelque chose qui, on le sent bien, le touche très profondément et dont il avait commencé à nous parler, à la première personne, dans ce très beau livre de maturité, aux frontières de l'essai, du témoignage et de la fiction, qu'est *L'Enigme de l'arrivé* (2). On dirait qu'il se veut rassuré par l'évolution d'un pays dont les journaux, les magazines, toute une nouvelle vie intellectuelle, apparaissent obligatoirement comme un facteur de progrès. «Les gens lisent des choses sur eux-mêmes», explique-t-il. *Même des critiques. La corruption, les journaux en parlent et c'est un point important, car ils n'en avaient jamais parlé auparavant. Cela touche une minorité éduquée. Peut-être. Mais s'il y a 10 % de gens éduqués, cela fait tout de même 100 millions de personnes. Ce n'est pas rien».*

L'INDE. Un million de révoltes. Un million de rebelles. Voilà un document humain qui n'a pas de conclusion, pas de jugement politique, pas de prophétie. «Je m'intéresse aux drames des hommes», dit-il. Je ne suis pas un politicien, je ne suis pas un commentateur, je ne veux pas prophétiser. Je viens seulement avec mes yeux et je vous dis : voilà ce que j'ai vu. Ce livre n'est pas un livre sur moi. C'est un livre sur eux. Cela m'a pris longtemps pour écrire de cette façon, pour apprendre à voyager. Mais ce n'est pas un «livre de voyage». Je ne suis pas un «voyageur». C'est une enquête sur une civilisation».

Il n'a jamais oublié le petit garçon au teint trop sombre qu'il était, arrivant, au début des années 50, dans un Londres blanc pour aller étudier à Oxford. Mais il s'est réconcilié avec lui-même, ayant bravé cette angoisse de l'Inde qui était pour lui comme une névrose. «Pourquoi choisis-rais-je? Je suis beaucoup de choses à la fois, je peux être à la fois britannique et indien. Le monde est plein d'émigrants. Pourquoi voudriez-vous me réduire à une seule chose? Je ne crois pas à vos Algériens qui ne savent pas qui ils sont... Je pense que pour certains, l'identité ou la religion est ce qui les sépare des autres. Ce qui se passe actuellement en Inde, c'est un respect croissant de chacun pour les révoltes des autres. Je ne crois pas être devenu plus serein, plus gentil, mais ce qui s'est passé, c'est que les gens m'acceptent davantage».

Est-ce qu'il ne se sent pas un peu le personnage du dernier film de Satyajit Ray, *Agantuk*, l'étranger, l'envoyé de Dieu qui revient dans son pays natal et qu'on ne reconnaît pas forcément comme faisant partie de la famille? «Oui je suis un étranger. Je repars toujours. Je veux être moi-même, je veux être le fils de mon père, le frère de ma sœur, le fils de ma mère. Je veux être ce que je suis».

(1) Voir aussi: *Illusion des idéologies*, «10/18» (An des Indes, 1984) et *L'Inde brisée*, «10/18» (L'Essai, 1987).

(2) *L'Enigme de l'arrivé*, éd. Christian Bourgois, 1991 (voir «L'enseignement de V.S. Naipaul» dans «Le Monde des livres» du 24 mai 1991).

«Ensemble, la remise de Chien Bourgois, chez Gallimard, dans la collection «La Nouvelle Croix de Sud», paraît jeudi 17 septembre (et son 17 octobre, comme pour l'avoir écrit par avance).

Une tragédie arménienne

La grâce du conte pour dire le drame d'un peuple : une bouleversante réussite d'Edgar Hilsenrath

LE CONTE

DE LA PENSÉE DERNIÈRE

(Das Märchen vom letzten Gedanken).

d'Edgar Hilsenrath.

Traduit de l'allemand par Bernard Kreis.

Albin Michel, 479 p., 150 F.

Tiens, Sarajevo! La capitale bosniaque a déjà suffisamment fait parler d'elle dans l'histoire de l'Europe pour qu'il soit inutile de charger encore son passé. Et pourtant... Chacun sait qu'un certain 28 juin 1914 l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et son épouse tombaient - à Sarajevo - sous les balles du terroriste Gavrilo Princip, dont le geste allait servir de détonateur à la première guerre mondiale. C'est la version officielle. Celle qui acquit dans l'imaginaire d'un fonctionnaire ottoman de l'époque est non moins tragique mais toute différente. En fait, Gavrilo Princip aurait raté son coup et le malheureux archiduc fut en réalité la victime d'un tireur arménien, un certain Warten Khatissian, dont le bras avait été tout exprès armé par une «conspiration arménienne mondiale» dont le but était la perte de l'empire turc. C'est un peu gros à avaler mais le nommé Warten Khatissian, convenablement mis en condition, de tortures en chantages divers, consentit à avouer. S'il

manquait encore un prétexte, l'affaire pouvait servir à justifier l'entreprise d'extermination dans laquelle périt, au cours de l'année 1915, la quasi-totalité des Arméniens de Turquie.

Il y a deux livres, en fait, dans ce magnifique roman. Un récit, d'abord, qui remonte au siècle dernier et se prolonge à travers les générations jusqu'à la marche à la mort des derniers survivants arméniens d'Anatolie, femmes, vieillards, enfants poussés à tourner rond dans la saïm, la soif, l'épuisement par les agents d'une autorité qui n'a en tête, déjà, que la «solution finale». Années jalonnées de meurtres, de viols, de supplices dont le détail soulève le cœur, où les cavaliers turcs se font souvent les complices, les exécuteurs de policiers turcs peu soucieux de se frotter de trop près à ces rebelles montagnards.

L'autre livre est, dans les périodes d'accalmie, une description, rude mais colorée d'humour et d'amour, de la vie dans une petite communauté rurale où les échos du monde extérieur ne parviennent que lointainement étouffés. Là se conservent toutes les traditions d'une société arménienne de paysans, d'artisans, vivant pacifiquement autour de son église - même si une famille turque habite là, elle aussi, en bonne intelligence avec ceux qui l'entourent. Ce qui prouve bien, souligne Edgar Hilsenrath, que la persécution n'est pas

venue d'antagonismes nés «en bas», mais a, au contraire, été décidée «en haut» par une volonté politique délibérée. Cela, dans la différence, on le savait, de puissances extérieures pourtant dûment informées, à commencer par le Kaiser, allié en 1914 des Ottomans et que ses officiers, détachés auprès de l'armée turque, ne tirèrent pas dans l'ignorance du massacre qui se préparait et dont ils étaient déjà les témoins.

Peut-être la grandeur de ce conte, chargé de symboles, vient-elle, pour une part au moins, de ce contrepoint entre le possible perpétré d'une tradition millénaire et la violence, le caractère implacable du génocide.

Et savez-vous comment finira Warten Khatissian, réchappé miraculeusement de toutes les gèles et exécutions sommaires, vivant les premières années de la seconde guerre mondiale bien à l'abri d'un authentique passeport suisse? Envoyé dans la fumée d'un four crématoire après avoir été arrêté par erreur à Varsovie, où il s'était rendu pour aider des amis juifs. Et savez-vous encore qui son âme rencontra avant de se perdre dans le ciel noir par les chairs et les os calcinés? Celle d'un Turc qui, par l'erreur - encore! - d'un jeune ingénieur expérimenté, obtiendra de jeter son passage un coup d'œil sur l'enfer... mais y demeura.

Alain Jacob



L'ART EST-IL UNE CONNAISSANCE?
4^e FORUM
LE MONDE
LE MANS
JEUDI 23
VENDREDI 30
SAMEDI 31
OCTOBRE 1992
LE MANS
PALAIS
DES CONGRES
ET DE
LA CULTURE
organisé par
le journal Le Monde
et le Mans Métropole
17 boulevard de la République
72000 Le Mans

Intervenants : Alain BADIOU, Bernard BOURGEOIS, Jean CLAIR, Catherine CLEMENT, Guy COUANGE, Philippe DAGE, Robert DANGE, Olivier DESRE, Jean-Louis DESY, Edouard ESCOFFIER, Paul FABIEN, Luc FERRY, Lydie FISH, Yves FUMAROLI, André GIBET, Philippe HAIN, François HERS, Philippe LACROIX-LABARTHE, Bertrand LAVER, Jacqueline LICHTENSTEIN, René MAJON, Michel MAKAROU, Jacques MANDELBRUT, Michèle MENDANT, Yves MICHAUD, Michel MURAT, Jacques ROUBAUD, Karim SAPORTA, Yves SIMON, et présenté par Roger-Pol DUTOT. Remerciements : Palais des Congrès et de la Culture (06 84 24 22 44).

Michel Le...
Journal...
1989

